



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT ANNUEL

(4 mars 1962 — 2 mars 1963)

CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

DOCUMENTS OFFICIELS : TRENTE-SIXIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 10

NATIONS UNIES

New York, 1963

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte indique qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

E/3727/Rev.1
E/CN.14/229/Rev.1

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphe</i>	<i>Pages</i>
INTRODUCTION	1	1
PREMIÈRE PARTIE. — TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA QUATRIÈME SESSION	2-162	1
A. — <i>Organisation du secrétariat</i>	2-11	1
Situation des effectifs	2-8	1
Structure administrative du secrétariat	9-11	2
B. — <i>Aperçu des travaux accomplis</i>	12-141	2
Division du développement économique et social	14-59	2
Projections et programmation	16-19	3
Banque africaine de développement	20-32	3
Questions démographiques	33-36	4
Cycle d'études sur les problèmes de population	37-40	5
Conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale	41-43	5
Education	44	6
Urbanisation	45-47	6
La situation sociale en Afrique	48-49	6
Développement communautaire	50-54	6
Protection sociale	55-59	7
Division du commerce extérieur et des études	60-79	7
Récapitulation et analyse des tendances actuelles	60-66	7
Comité permanent du commerce	67-73	8
Aperçu du commerce extérieur	74-75	9
Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base	76	10
Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'Ouest	77	10
Marché commun africain	78-79	10
Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles	80-92	10
Industrie	81-84	11
Transports	85-87	11
Energie et ressources naturelles	88-89	12
Habitat, construction et urbanisme	90-92	12
Division mixte CEA/FAO de l'agriculture	93-105	12
Progrès et réalisations dans le domaine de l'agriculture	93-97	12
Répartition et consommation des produits agricoles	98-102	13
Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'agriculture	103-105	14
Division de statistique	106-119	14
Services consultatifs régionaux	108	14
Participation aux activités d'assistance technique	109	15
Consultations sous-régionales	110	15
Collaboration dans le dépouillement mécanographique des données statistiques	111	15
Réalizations en matière de normalisation et d'échanges de renseignements statistiques	112-116	15
Publications statistiques	117-119	16
Administration publique	120-122	16
Formation professionnelle	123-141	16
Institut africain de développement et de planification économiques	123-127	16
Formation de statisticiens	128-129	17

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques	130-132	17
Cours de formation en pratique commerciale organisés conjointement par la Commission et le GATT	133-134	18
Stage de formation de spécialistes en politique de développement communautaire	135	18
Stage de formation organisé à l'intention des fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest	136-139	18
Formation en cours d'emploi	140-141	18
C. — Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations	142-162	19
Institutions spécialisées	142-154	19
Organisation internationale du Travail (OIT)	142	19
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	143-150	19
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	151	20
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	152	20
Organisation mondiale de la santé (OMS)	153	20
Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Banque interaméricaine de développement	154	20
Autres organes des Nations Unies	155-157	20
Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)	155	20
Fonds spécial	156	20
Programme alimentaire mondial	157	20
Organisations intergouvernementales	158-160	20
Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce/Accord général sur les tarifs douaniers le et commerce (CIOIC/GATT)	159	21
Communauté économique européenne	160	21
Organisations non gouvernementales	161-162	21
Chambre de commerce internationale	161	21
Union internationale des villes et pouvoirs locaux	162	21
DEUXIÈME PARTIE. — CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION	163-305	21
A. — Participation aux séances et organisation des travaux	163-177	21
Séance d'ouverture	163	21
Membres et participants aux séances	164-172	21
Pouvoirs	173	22
Election du bureau	174	22
Organisation des travaux	175-177	22
B. — Ordre du jour	178-179	22
C. — Compte rendu des débats	180-305	24
Membres et membres associés de la Commission	191-204	26
Situation et tendances économiques et sociales en Afrique	205-215	27
Institut africain de développement et de planification économiques	216-237	30
Création d'une banque africaine de développement	238-241	33
Développement économique et social	242-271	33
Aspects généraux des politiques et de la programmation du développement	242-243	33
Administration publique	244-249	34
Développement communautaire et protection sociale	250-256	34
Habitat, urbanisme et urbanisation	257-259	35
Ressources industrielles et développement industriel	260-261	35
Transports et communications	262-263	36
Problèmes agricoles	264-271	37
Programme alimentaire mondial	265	37
Etude des tendances et des perspectives du bois en Afrique	266	37
Production animale	267	37

TABLE DES MATIÈRES (suite)

	Paragraphe	Pages
Lutte contre le criquet pèlerin	268	37
Crédit agricole	269	37
Problèmes d'irrigation	270-271	38
Problèmes monétaires, financiers, de commerce extérieur et de produits de base	272-277	38
Assistance internationale à l'Afrique	278-283	39
Statistiques	284-286	40
Formation professionnelle	287-289	40
Application des décisions sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales	290-292	41
Problèmes de personnel de la Commission	293-295	41
Programme de travail et ordre de priorité	296-300	42
Date et lieu de la sixième session	301-302	43
Adoption du rapport et clôture de la session	303-305	43
 TROISIÈME PARTIE. — RÉSOLUTIONS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION À SA CINQUIÈME SESSION		 43
 QUATRIÈME PARTIE. — PROJETS DE RÉSOLUTION À L'INTENTION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL		 53
 CINQUIÈME PARTIE. — PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ POUR 1963-1964	 306-316	 54
A. — <i>Observations sur le programme de travail et l'ordre de priorité</i>	306-316	54
B. — <i>Liste annotée des projets pour 1963-1964</i>		55
I. — Développement économique et social		55
II. — Etudes et revues économiques, finances et commerce international		60
III. — Industrie, transports, ressources naturelles et habitat		63
IV. — Agriculture		68
V. — Statistique		71
VI. — Administration publique		72
VII. — Formation professionnelle		74
<i>ANNEXES</i>		
I. — Liste des délégations et des observateurs à la cinquième session de la Commission		77
II. — Liste des publications et des principaux documents parus depuis la quatrième session de la Commission ..		80
III. — Mandat de la Commission économique pour l'Afrique		81
IV. — Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique		83



COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Rapport annuel au Conseil économique et social pour la période allant du 4 mars 1962 au 2 mars 1963

INTRODUCTION

1. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a, lors de sa 99^e séance, tenue le 2 mars 1963, adopté à l'unanimité le présent rapport annuel, qui porte sur la période 4 mars 1962 - 2 mars 1963. Elle l'adresse au Conseil économique et social pour qu'il l'examine à sa trente-sixième session, conformément au paragraphe 18 du mandat de la Commission, qui dispose qu'elle « présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires »¹.

¹ L'activité antérieure de la Commission et de ses organes subsidiaires fait l'objet des rapports suivants au Conseil économique et social: rapport sur la première session (29 décembre 1958 - 6 janvier 1959) [Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-huitième session, Supplément n° 10 (E/3201)], rapport annuel (7 janvier 1959 - 6 février 1960) [ibid., trentième session, Supplément n° 10 (E/3320)], rapport annuel (7 février 1960 - 18 février 1961) [ibid., trente-deuxième session, Supplément n° 10 (E/3452/Rev.1)], et rapport annuel (19 février 1961 - 3 mars 1962) [ibid., trente-quatrième session, Supplément n° 10 (E/3586)].

PREMIÈRE PARTIE

TRAVAUX DE LA COMMISSION DEPUIS SA QUATRIÈME SESSION

A. — Organisation du secrétariat

SITUATION DES EFFECTIFS

2. Lors de sa quatrième session, la Commission a manifesté un grand intérêt pour la situation des effectifs du secrétariat. Elle a adopté la résolution 51 (IV) portant création d'un Comité du recrutement et de la formation du personnel, chargé d'aider le Secrétaire exécutif à établir et à mettre en œuvre un programme à long terme d'africanisation, à s'assurer auprès des membres africains de la Commission que le secrétariat bénéficie d'un apport régulier de personnel africain compétent, nommé à titre permanent ou détaché pour des périodes raisonnables, et à mettre au point un programme de formation du personnel à tous les échelons. Ce comité comprend les représentants des sept pays d'Afrique suivants, membres de la Commission: Congo (Léopoldville), Dahomey, Ethiopie, Madagascar, Mali, Maroc et Nigéria.

3. Le Secrétaire exécutif a indiqué combien il apprécierait l'assistance qu'il recevrait de ce comité, tout en

réservant la position du Secrétaire général en ce qui concerne les nominations de personnel, conformément aux dispositions constitutionnelles.

4. Aux termes de sa résolution 50 (IV) sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales, la Commission a appuyé le programme visant à renforcer son secrétariat.

5. Entre-temps, le recrutement du personnel de la catégorie des administrateurs ou d'autres catégories a progressé à un rythme beaucoup plus rapide qu'au cours des années précédentes. A la fin de 1960, les membres du personnel du cadre des administrateurs étaient au nombre de 42, pour un effectif total de 105 fonctionnaires; à la fin de 1961, leur nombre était passé à 46, pour un effectif total de 160; à la fin de 1962, il était de 80 pour un effectif d'environ 240 personnes. En dehors de la section de traduction, près de 50 p. 100 du personnel de la catégorie des administrateurs sont africains. Le tableau des effectifs approuvé pour 1963

comporte, si l'on exclut la section de traduction, 106 postes; pour tous les postes vacants, sauf six, des engagements sont conclus ou des propositions fermes de candidatures ont été faites au Siège.

6. On constatera que le nombre des fonctionnaires du cadre des administrateurs a pratiquement doublé pendant l'année et il est probable qu'à partir du début de 1963 tous les postes vacants de cette catégorie seront pourvus. En outre, la proportion des membres africains continuera d'augmenter.

7. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a détaché quatre de ses fonctionnaires auprès du secrétariat de la CEA. Un statisticien régional de la FAO pour l'Afrique occupe déjà son poste à Addis-Abéba et est aidé dans sa tâche par un conseiller régional en matière de statistique agricole. La Direction des opérations d'assistance technique du Siège de l'Organisation des Nations Unies a fourni les services de 18 conseillers régionaux. D'après les prévisions, 28 conseillers régionaux seront détachés auprès du secrétariat dès le début ou au cours de 1963.

8. Les crédits ouverts pour les postes qui sont demeurés totalement ou partiellement vacants en 1962 ont été pleinement utilisés pour engager des consultants à court terme ou pour emprunter à d'autres organismes des Nations Unies des fonctionnaires expérimentés qui se sont consacrés à des études ou des travaux bien définis. Le Secrétaire exécutif saisit cette occasion de remercier vivement le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales et le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (CEE) d'avoir généreusement prêté des membres de leur personnel malgré la lourde tâche assumée par leurs propres services. Cette aide a été particulièrement efficace pour la mise au point des programmes de travail dans le secteur de l'industrie, des ressources naturelles et du logement. Elle a également été importante pour l'exécution des programmes de travail dans le secteur du commerce et des produits de base.

STRUCTURE ADMINISTRATIVE DU SECRÉTARIAT

9. Au cours de l'année considérée, la structure administrative du secrétariat a été transformée et comprend désormais:

- a) Le Cabinet du Secrétaire exécutif;
- b) La Division du développement économique et social, qui comprend trois sections: projections et programmation, problèmes et politiques du développement, et affaires sociales;
- c) La Division du commerce extérieur et des études, qui comprend une section des études économiques et une section du commerce extérieur;
- d) La Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles, qui comprend quatre sections distinctes: industrie; transports; énergie et ressources naturelles; habitat, construction et urbanisme;
- e) La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture;
- f) La Division de statistique, qui comprend quatre sections: comptabilité nationale, services consultatifs, commerce extérieur et atelier mécanographique;

g) La Division des services administratifs, des conférences et des services généraux, qui comprend un service du personnel, un service financier, une section de traduction, une bibliothèque, un bureau des documents, un service de l'enregistrement, un central dactylographique et un groupe de reproduction des documents.

10. Un Service de coordination de l'assistance technique a été créé au Cabinet du Secrétaire exécutif.

11. On a également créé un Service d'administration publique dont le personnel se compose, pour le moment, de conseillers régionaux engagés sur des crédits de la Division des opérations d'assistance technique.

B. — Aperçu des travaux accomplis

12. Pendant l'année sur laquelle porte le présent rapport, une vingtaine de réunions ont été organisées et des participants sont venus de la plupart des pays africains. Le secrétariat a continué de fournir des services consultatifs à divers pays africains. Il apporte également une aide croissante aux gouvernements pour l'élaboration des projets à soumettre aux services d'assistance technique et au Fonds spécial; il donne des instructions aux experts de l'assistance technique et les aide dans leur tâche en commentant et en évaluant leurs rapports. Conformément à la politique de décentralisation suivie par l'Assemblée générale, il est à prévoir que ce genre d'activité se développera dans l'avenir.

13. Au cours de l'année considérée, le Secrétaire exécutif de la Commission était chargée de l'Opération des Nations Unies au Congo. Son adjoint spécial a été le représentant de l'Organisation au Katanga depuis juin 1962.

DIVISION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

14. La Division du développement économique et social, qui comprend les anciennes Sections du développement économique et de la recherche sociale et l'ancien Service du développement communautaire et de la protection sociale, est chargée de la recherche et des opérations dans le domaine général du développement économique et social. Pour des raisons administratives, elle est divisée en trois sections: a) projections et programmation; b) problèmes et politiques du développement; c) affaires sociales. Cette nouvelle répartition des travaux tient compte de la nature à la fois économique et sociale de la plupart des projets. La Division peut ainsi mettre en œuvre chaque projet avec des équipes de spécialistes provenant des trois sections.

15. Au cours de l'année écoulée, la Division a terminé un certain nombre d'études dont la plupart avaient trait aux réunions et cycles d'études suivants: Réunion d'experts sur la planification économique intégrale, Cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique, Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique, Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale, et deuxième session du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire. De plus, un cours de sciences écono-

miques a été organisé pendant l'été à Addis-Abéba à l'intention des étudiants africains, tandis qu'un cours de formation en matière de développement communautaire était organisé à Tunis à l'échelon sous-régional. La Division, aidée par ses conseillers régionaux, a participé aux activités d'assistance technique relevant de sa compétence et elle fournit, sur demande, des services consultatifs à un certain nombre de gouvernements. Ces activités ont été particulièrement marquées dans le domaine du développement communautaire et de la protection sociale, mais on organise aussi progressivement les services nécessaires dans d'autres domaines. Enfin, des progrès importants ont été accomplis en vue de l'établissement de deux institutions importantes : la Banque africaine de développement (voir par. 20 à 32 plus bas) et l'Institut africain de développement et de planification économiques (voir par. 123 à 127 plus bas).

Projections et programmation

16. Conformément aux résolutions 1708 (XVI) et 1718 (XVI) de l'Assemblée générale, un Centre régional des projections et de la programmation économiques a été créé; il fait partie de la Division du développement économique et social. Ce centre, qui collaborera étroitement avec le Centre des projections et de la programmation économiques qui a été organisé au Département des affaires économiques et sociales du Siège de l'ONU, a entrepris une analyse systématique des plans de développement africains, ainsi que des travaux d'ordre expérimental sur les projections à long terme des tendances économiques en Afrique — dans le contexte des projections des tendances économiques mondiales —, afin de faciliter l'élaboration de plans économiques nationaux. On a pris les mesures nécessaires pour établir et maintenir des contacts étroits entre le Centre régional et les services nationaux de planification de pays africains.

17. L'action dans ce domaine a également été orientée par les recommandations du Groupe de travail sur le développement économique et social, qui s'est réuni en janvier 1962, et par la Réunion d'experts sur la planification économique intégrale, convoquée en octobre 1962. Cette dernière réunion a été organisée directement par le secrétariat et les services nationaux de planification de plusieurs pays. Parmi la documentation présentée figuraient un document du secrétariat et dix documents établis par les experts eux-mêmes pour décrire les méthodes et moyens de planification appliqués dans leur pays.

18. De l'avis de ces experts, les pays africains devraient recourir à la planification intégrale, c'est-à-dire appliquer les méthodes et moyens de planification destinés à coordonner les divers éléments de plans de développement, pour accélérer le rythme d'un développement social et économique équilibré. Ils ont reconnu la grande utilité des modèles globaux de croissance qui permettent de déterminer les objectifs préliminaires des principaux agrégats dans un cadre cohérent. Les experts ont constaté que les pays africains utilisaient diverses méthodes pour harmoniser le développement projeté dans les divers secteurs de l'économie et qu'en général ces méthodes comportaient une série d'adaptations, pour les

objectifs sectoriels et pour les objectifs généraux, avant l'élaboration des plans définitifs. D'autres travaux seront nécessaires pour vérifier dans quelle mesure des modèles plus détaillés comportant la définition simultanée d'un grand nombre de variables sont applicables en Afrique.

19. Les experts ont insisté sur le fait que la planification ne devait pas devenir un exercice théorique. Avant de procéder à une planification intégrale, il faut procéder à une analyse approfondie de la structure économique et sociale existant dans chaque pays, et, en même temps, déterminer les objectifs généraux du développement économique et social. De plus, une fois établies les grandes lignes des plans, il faut consacrer un temps considérable à une nouvelle analyse des projets actuels et à l'élaboration des nouveaux projets. Enfin, les experts ont insisté sur l'importance qu'ils attachent à la mise en œuvre et au contrôle des plans. Ces tâches doivent être confiées à des organismes gouvernementaux compétents, dotés de pouvoirs suffisants pour leur permettre de les mener à bien.

Banque africaine de développement

20. Lors de sa quatrième session, la Commission a adopté la résolution 52 (IV) par laquelle elle acceptait le principe de la création d'une banque africaine de développement, sous réserve des résultats d'une enquête confiée à un comité qui était composé des neuf Etats membres suivants: Cameroun, Ethiopie, Guinée, Libéria, Mali, Nigéria, Soudan, Tanganyika et Tunisie.

21. Le Comité des Neuf n'a pas pu respecter les délais impartis par la résolution 52 (IV), mais il a terminé ses travaux en janvier 1963, après avoir tenu trois sessions (Monrovia, 18-22 juin 1962; Douala, 24-27 septembre 1962, et Casablanca, 12-24 janvier 1963), procédé à des consultations avec des gouvernements et institutions de pays africains et non africains, approuvé un projet de statuts et fait des recommandations sur le choix du siège. Le premier projet de statuts a été établi sous la direction d'un sous-comité de quatre membres qui a tenu trois réunions (Douala, 24 septembre 1962; Genève, 3-10 novembre 1962, et Casablanca, 7-14 janvier 1963).

22. Le Comité des Neuf a décidé que les consultations africaines devraient précéder les consultations avec les gouvernements non africains. Ces consultations ont été menées par trois équipes qui se sont rendues dans 34 pays africains, en août et septembre 1962. De plus, des experts ont été envoyés par le Comité en Algérie, en janvier 1963. Les consultations avec les pays non africains ont été confiées à deux équipes qui se sont rendues dans les 14 pays suivants, en octobre et novembre 1962: Belgique, Canada, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie, Japon, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Union des Républiques socialistes soviétiques.

23. Les consultations engagées avec les pays africains ont permis de dégager un accord de principe sur le projet de création d'une banque africaine de développement, considérée comme un moyen réaliste de fortifier la solidarité africaine et comme un instrument utile pour

l'accélération de l'expansion économique et sociale du continent. Néanmoins, les divergences de vues se sont manifestées sur les modalités de cette création.

24. Les gouvernements consultés ont tous estimé que la banque africaine de développement devrait fournir des capitaux supplémentaires pour le financement de projets réalisés en Afrique, sans que les courants de fonds provenant de pays ou d'établissements non africains, aux termes des accords bilatéraux actuels, s'en trouvent pour autant détournés ou arrêtés. Ils ont dans l'ensemble admis que la banque devrait être une institutions africaine et que les membres de son conseil des gouverneurs et de son conseil d'administration devraient être africains, ainsi que son directeur général et son directeur adjoint. La banque pourrait rechercher des contributions de sources non africaines sous forme de prêts ou de subventions.

25. La plupart des gouvernements consultés ont indiqué que la banque devrait financer des projets d'infrastructure et des projets productifs en orientant les prêts consentis à des taux de faveur vers la première catégorie de projets. Certains ont également pensé que la banque pourrait jouer un grand rôle en facilitant les investissements privés nécessaires, tant africains qu'étrangers.

26. Le Comité, ayant analysé les résultats de ces entretiens et consultations, a conclu que la création de la banque rencontrait un appui général et que des vues pratiquement identiques avaient été formulées sur un certain nombre de points importants. Il s'est déclaré persuadé que les divergences de vues exprimées pourraient être aplanies lors de la rédaction des statuts. Enfin, le Comité a estimé que les opinions exprimées au cours des consultations avaient un caractère provisoire et qu'on ne pouvait attendre de positions fermes qu'après la mise au point de l'ensemble du projet de statuts.

27. Les gouvernements non africains consultés ont accueilli avec satisfaction l'initiative prise par les gouvernements africains pour établir une banque de développement. Ils ont tous envisagé la possibilité d'une collaboration et plusieurs ont manifesté le désir d'étudier les voies et moyens d'aider la banque dès sa création. Cependant, dans l'ensemble, ils ont estimé que des mesures ou des engagements précis impliquant la responsabilité de leur gouvernement ne pourraient être pris avant la création de la banque et la publication de ses statuts.

28. La plupart des gouvernements consultés ont souligné la nécessité d'établir la plus grande coopération possible entre la banque et les établissements financiers actuels et d'éviter les chevauchements d'activités; ils ont admis que la banque devrait avoir pour tâche essentielle de mobiliser des ressources et des services supplémentaires pour l'Afrique. A leur avis, les projets multilatéraux devraient bénéficier d'une priorité et les activités de la banque devraient faciliter et soutenir l'expansion harmonieuse du continent africain.

29. Le Sous-Comité a étudié les principaux problèmes que soulevait la rédaction des statuts à la lumière des consultations tenues avec les gouvernements africains et non africains et il a mis au point des instructions d'ordre général à l'intention des experts juridiques qui prépa-

raient les projets de textes. Ces textes ont été présentés au Sous-Comité lors de sa dernière session, et ensuite au Comité des Neuf.

30. Au cours des consultations, de nombreux gouvernements africains ont fait savoir qu'ils désireraient que la banque ait son siège sur leur territoire. Le Comité a donc décidé d'envoyer une lettre aux gouvernements africains, en précisant quels seraient les installations et services nécessaires au siège de la banque et en demandant aux gouvernements intéressés de lui faire savoir les moyens qu'ils mettaient ou pourraient mettre à la disposition de la banque dans leur pays.

31. Au cours de sa dernière session, le Comité des Neuf a étudié le rapport du Sous-Comité et adopté un projet de statuts, y compris des dispositions relatives à la structure administrative et financière de la banque; il a également examiné des propositions sur les nouvelles mesures intéressant la banque qu'il conviendrait de prendre avant et après la Conférence des ministres des finances, ainsi que des propositions concernant cette conférence. Le Comité a également adopté le rapport final qu'il devait présenter à la Conférence des ministres des finances.

32. Dans l'exécution de sa tâche, le Comité a été aidé par des experts recrutés par le Secrétaire exécutif conformément à la résolution 52 (IV) de la CEA, et par des fonctionnaires du Département des affaires économiques et sociales du Siège et du Bureau de l'assistance technique, détachés en application de la résolution 874 (XXXIII) du Conseil économique et social, qui priait le Secrétaire général de prêter au Secrétaire exécutif l'appui administratif et technique nécessaire pour aider ce dernier à appliquer les décisions énoncées dans la résolution 52 (IV). A sa dix-septième session, l'Assemblée générale a approuvé une demande de crédits pour couvrir les dépenses afférentes au Comité, conformément à l'espoir exprimé par le Conseil dans sa résolution 874 (XXXIII).

Questions démographiques

33. Deux études analytiques ont été terminées au cours de l'année considérée. La première, qui a été présentée au Cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique, analyse les tendances et facteurs démographiques de l'urbanisation et les changements survenus au cours des dernières années dans les populations rurales et urbaines des pays africains. Les questions examinées dans cette étude étaient les suivantes: effets de la croissance démographique rapide, de l'urbanisation et de la migration des campagnes vers les villes d'après la composition par âge et par sexe de la population; problèmes causés par l'hypertrophie des agglomérations urbaines; mesures destinées à réduire les transferts de population des zones rurales vers les grands centres urbains. La deuxième étude portait sur la localisation de la population, la migration interne et l'urbanisation en Afrique. Elle passait en revue les facteurs qui influent sur la migration interne en Afrique et ceux qui déterminent la répartition de la population, ainsi que les causes de l'urbanisation et de la concentration urbaine, en relation avec la crois-

sance démographique et les différences de niveau de vie; elle examinait les moyens de mesurer la migration interne, son volume et ses caractéristiques et les méthodes de projections de la localisation de la population.

34. De plus, le secrétariat a terminé une étude sur la fécondité, la mortalité, la croissance démographique et la migration internationale commencée au Siège de l'ONU. Dans cette étude, on a essayé de déterminer, d'après les données disponibles et des estimations, les taux récents de fécondité, de mortalité et de croissance démographique dans un grand nombre de pays africains, et de dégager les tendances les plus probables de ces variables démographiques. On a également entrepris des travaux sur la base des documents établis par des experts extérieurs à l'intention du Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique.

35. Les éléments de base du manuel statistique sur la population ont été en grande partie réunis. On envisage d'analyser les données et de publier les résultats progressivement selon un ordre de priorité, en les revisant d'après les données plus récentes.

36. Le secrétariat a terminé le rassemblement des données disponibles pour procéder à une projection de la population des pays africains. On a commencé à analyser ces données et à les utiliser pour les projections de populations que nécessitent les projections africaines et les analyses des plans de développement (voir par. 16 plus haut).

Cycle d'études sur les problèmes de population

37. Le Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique s'est réuni au Caire du 29 octobre au 10 novembre 1962. Son rapport (E/CN.14/186) a été présenté à la Commission lors de sa cinquième session. Vingt et un Etats membres, quatre Etats non membres de la Commission et trois institutions spécialisées étaient représentés; des fonctionnaires du Siège et du secrétariat de la Commission ont également assisté à ce cycle d'études.

38. Une des premières tâches des participants a été de passer en revue les problèmes démographiques dans leurs rapports avec la planification économique et sociale des pays du continent. Après avoir étudié ces problèmes et les questions de politique générale, les problèmes de densité en fonction des ressources naturelles et la rapide croissance démographique due aux taux élevés de natalité et aux taux de mortalité rapidement décroissants, les participants ont conclu que les incidences économiques des taux actuels et futurs de croissance démographique et de l'augmentation de la migration des campagnes vers les villes n'avaient fait l'objet, jusqu'à présent, que de rares études. Les gouvernements africains devraient donc intensifier leurs programmes de recherche démographique pour remédier aux insuffisances des données actuellement disponibles en matière d'analyses et de projections démographiques. Il a été décidé qu'il faudrait faire les meilleures projections possibles dans les circonstances actuelles sur les aspects quantitatifs qui sont nécessaires pour déterminer la politique générale et faire une planification.

39. Le Cycle d'études a également examiné la nécessité d'élargir et d'améliorer les statistiques démographiques de base et de faire une appréciation qualitative. L'un des principaux obstacles dans ce domaine tient à l'absence de registres d'état civil satisfaisants. Les participants se sont déclarés convaincus que leur amélioration était essentielle et devait bénéficier d'une priorité. Des progrès importants ont été réalisés dans les statistiques portant sur les chiffres, la localisation et la composition de la population, grâce aux recensements et aux sondages effectués dans divers pays au cours de ces dernières années. Il reste néanmoins à combler de grandes lacunes. La migration a été considérée comme un aspect important sur lequel on ne dispose encore que de données très médiocres. Si le développement des statistiques démographiques se poursuit à un rythme satisfaisant, la recherche démographique de base est beaucoup plus lente. Il a donc été décidé que les gouvernements africains devraient orienter leurs études démographiques vers les questions de politique et de planification du développement.

40. Les participants ont ensuite étudié la possibilité d'instaurer une coopération régionale pour combler les lacunes de l'analyse démographique et pour assurer la formation de personnel spécialisé. Ils ont estimé qu'il fallait continuer les services consultatifs, l'échange de renseignements et d'expériences en organisant des cycles d'études et par d'autres moyens. Ils ont également suggéré de centraliser des échantillons de cartes perforées provenant des recensements de population et autres enquêtes démographiques, afin de centraliser la classification et les analyses des problèmes démographiques qui présentent un intérêt commun pour une région ou une sous-région. Pendant le Cycle d'études, on a annoncé la création, dans un proche avenir, d'un centre démographique sous-régional au Caire. On s'occupe actuellement de créer un deuxième centre qui desservirait les pays africains anglophones. Le Cycle d'études a insisté sur la nécessité d'ouvrir au plus tôt un centre de formation pour des stagiaires de pays africains francophones.

Conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale

41. En application des résolutions 26 (III) et 44 (IV) de la Commission, les travaux se sont poursuivis sur l'étude des conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale. Une étude sur les dépenses de l'Etat dans leurs rapports avec la discrimination raciale a été entreprise pour faire suite au rapport général présenté à la Commission lors de sa quatrième session (E/CN.14/132) et en exécution de la résolution 44 (IV) qui demandait des études détaillées sur le problème de la discrimination raciale dans des domaines d'importance cruciale, tels que ceux de l'investissement humain, du rythme d'expansion, du taux de croissance, de l'ampleur des marchés intérieurs, du développement des industries nationales, des structures de l'industrialisation, des dépenses de l'Etat et des mesures de sécurité sociale. Cette étude doit permettre de déceler les inégalités entre groupes ethniques qui se traduisent dans le budget des services sociaux par une différenciation fondée

sur des raisons raciales; elle doit également indiquer les conséquences de cette inégalité pour un développement économique équilibré des pays en cause.

42. Le rassemblement des matériaux nécessaires à cette étude s'est révélé extrêmement ardu, d'autant plus qu'il n'existe aucune documentation appropriée qui soit immédiatement utilisable pour une analyse des conséquences de la discrimination raciale. Le secrétariat n'a donc pas été en mesure d'achever cette étude sous la forme prévue à l'origine en temps opportun pour la cinquième session.

43. Aux termes de la résolution 44 (IV), la Commission avait en outre demandé au Secrétaire exécutif d'appeler l'attention des Membres de l'Organisation des Nations Unies sur les répercussions économiques et sociales de ce grave problème et de diffuser les résultats des études qui sont ou seront entreprises sur cette question. En conséquence, le secrétariat a pris les dispositions nécessaires pour publier, après révision, le premier rapport (E/CN.14/132), qui sera distribué aux gouvernements des Etats Membres.

Education

44. La Conférence des ministres de l'éducation de pays africains a été organisée à Paris à la fin de mars 1962, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de la Commission économique pour l'Afrique. Le secrétariat avait participé à la préparation de documents pour cette conférence, ainsi qu'à d'autres activités entreprises à la suite de la Conférence des Etats africains sur le développement de l'éducation en Afrique, tenue à Addis-Abéba en mai 1961. En outre, des représentants de la Commission ont assisté à une réunion d'experts sur l'enseignement secondaire dans les Etats arabes, organisée à Tunis en août 1962, ainsi qu'à la Conférence sur l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique, qui a eu lieu à Tananarive en septembre 1962. Des consultations sont en cours avec l'UNESCO au sujet de nouvelles études sur les incidences sociales des programmes d'enseignement dans les pays africains et sur les moyens d'harmoniser ces programmes avec les plans généraux de développement.

Urbanisation

45. Un Cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique a eu lieu du 26 avril au 5 mai 1962 à Addis-Abéba, sous les auspices de la Commission, du Département des affaires économiques et sociales au Siège, de l'OIT, de l'UNESCO et de l'OMS. L'organisation de ce cycle d'études a été l'aboutissement de près de deux années de travaux préparatoires, au cours desquelles des missions ont été envoyées sur place, et une masse considérable de documentation, en grande partie inédite, a été rassemblée au siège de la Commission où elle constitue d'ores et déjà le noyau d'un fonds commun de renseignements sur l'urbanisation. En janvier 1962, le Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire a donné des conseils pour l'organisation du cycle d'études qui a étudié le thème de l'urbanisation à sa première session, tenue en février 1962.

46. Trente-trois gouvernements ont envoyé des représentants qui ont examiné les problèmes urbains avec le personnel des organisations invitantes et avec 23 experts spécialement désignés pour la circonstance. Le secrétariat de la Commission a présenté cinq rapports d'intérêt général, illustrés d'un grand nombre de plans, de cartes, de graphiques et de schémas, pour la plupart inédits. Les aspects particuliers des problèmes urbains étaient traités dans une vingtaine de rapports présentés par des consultants et par les organisations invitantes.

47. Le Cycle d'études a examiné toute une série de sujets; il a formulé un certain nombre de recommandations dont l'application doit certainement contribuer à améliorer les conditions particulières aux villes d'Afrique. Il a recommandé, par exemple, que les gouvernements créent des centres spéciaux pour l'étude et la planification de la croissance des villes et qu'ils coordonnent à tous les échelons les activités et les services consacrés au développement urbain. Il a aussi recommandé que des recherches soient entreprises sur la démographie, les possibilités industrielles et la désorganisation sociale. Enfin, il a affirmé qu'une planification minutieuse était essentielle pour que le développement des villes se déroule à l'avenir dans de meilleures conditions; les méthodes de planification, qui ont donné lieu à des discussions très approfondies, ont fait ensuite l'objet de diverses recommandations.

La situation sociale en Afrique

48. Des enquêtes nationales sur les niveaux de vie ont eu lieu dans deux pays. La tâche proposée consistait à analyser les données statistiques recueillies sur les niveaux de vie et à fournir aux gouvernements des indications sur les méthodes qui permettent d'utiliser ces renseignements pour en dégager des principes directeurs applicables à la planification et à la programmation du développement social. Ces enquêtes ont permis de constater qu'il existe une masse considérable de renseignements sur les différents aspects des niveaux de vie, notamment l'éducation, la santé, l'alimentation et le logement; mais la coordination fait défaut, si bien qu'il arrive souvent que tel ou tel service administratif ignore que des renseignements sont disponibles dans tel autre.

49. Un chapitre consacré à l'Afrique a été rédigé par le personnel de la Section des affaires sociales pour le *Rapport sur la situation sociale dans le monde*. Les travaux préparatoires entrepris pour la rédaction de ce chapitre ont montré qu'il serait absolument indispensable que le secrétariat obtienne régulièrement des renseignements sur les tendances et les programmes dans le domaine social pour pouvoir fonder ses recherches et son action pratique sur des assises aussi fermes que possible.

Développement communautaire

50. Le programme de travail et l'ordre de priorité des travaux pour 1962-1963 dans le domaine du développement communautaire découlent de la résolution 48 (IV), adoptée par la Commission sur la recommandation des experts du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire.

51. En exécution du programme de travail, un conseiller régional a entrepris au Maroc et en Nigéria une étude critique des activités d'assistance technique des Nations Unies dans le domaine du développement communautaire. Cette étude porte sur le rôle que le développement communautaire peut jouer dans l'amélioration des communautés et le développement rural. Elle traite aussi de l'organisation et de la planification des programmes de développement communautaire et de leur intégration dans un plan général de développement.

52. Le Bureau de documentation sur le développement communautaire et la protection sociale a recueilli et diffusé une importante documentation sur le développement communautaire et la protection sociale en Afrique, ainsi que sur certains sujets connexes; il s'agit en particulier de publications des Nations Unies, de l'UNESCO, de l'OIT et de la FAO et de documents d'information communiqués par les divers pays sur leurs programmes nationaux de développement communautaire et de protection sociale.

53. Conformément à une recommandation du Cycle d'études sur les habitations à bon marché (activité qui s'inscrit dans le cadre des programmes de développement communautaire en Afrique), réuni à Tunis en octobre 1961, le secrétariat a entrepris en 1962 une enquête dans 11 pays d'Afrique sur les problèmes d'aménagement et de réaménagement des villages et des petites collectivités, en consacrant une attention toute particulière à l'auto-assistance. On s'est attaché particulièrement aux aspects ruraux et urbains des programmes d'habitations à bon marché, qui portent sur la technique et l'organisation, la contribution des efforts de la population à la construction des habitations et autres installations communautaires, la contribution des autres services et des pouvoirs publics.

54. La deuxième session du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire a eu lieu du 4 au 9 février 1963 à Léopoldville. Les experts invités à prendre part à la session ont examiné les rapports et documents établis par le secrétariat et par des consultants sur les activités et problèmes relatifs au développement communautaire, à la protection sociale et à l'urbanisation; ils ont conseillé le Secrétaire exécutif sur le programme de travaux à réaliser dans ces domaines.

Protection sociale

55. Un Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale a eu lieu à Abidjan (Côte-d'Ivoire) du 11 au 21 avril 1962, conformément à un vœu exprimé par la Commission lors de sa troisième session. Les experts ont rédigé un rapport sur leurs travaux (E/CN.14/169), qui a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session.

56. Le Colloque a surtout mis l'accent sur la recommandation tendant à ce que les pouvoirs publics prennent en charge la planification et l'élaboration des programmes nationaux de protection sociale, en tenant compte des besoins et des aspirations des collectivités, et du rôle que pourraient jouer des organisations bénévoles. Il

attachait la plus haute importance à la coordination des activités des pouvoirs publics et des organisations bénévoles.

57. Le Colloque a estimé qu'il convenait d'accorder la priorité à la formation du personnel à tous les échelons et il a approuvé sans réserve le projet qui prévoit l'organisation, pour le début de 1963, d'un cycle d'études sur la formation du personnel des services sociaux.

58. Au cours de l'année, le secrétariat a entrepris la préparation de ce cycle d'études en prenant contact avec les gouvernements et en se fondant sur les réponses à un questionnaire envoyé à tous les Etats membres en 1961 pour recueillir des renseignements sur l'organisation des services sociaux et sur les programmes de formation actuellement mis en œuvre. Il a préparé une analyse de ces réponses qui a été présentée sous forme de document de travail au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire, lors de sa deuxième réunion; celui-ci a également été saisi d'un certain nombre d'autres documents de travail.

59. Le secrétariat a continué pendant toute l'année à collaborer étroitement avec les bureaux africains du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) pour des projets qui prévoient une aide du FISE aux services de protection sociale. Au nombre de ces projets, on comptait le projet pilote de développement communautaire urbain, entrepris au cours de l'année par la municipalité d'Addis-Abéba à la suite de l'enquête sur la possibilité d'appliquer les techniques du développement communautaire aux zones urbaines de l'Afrique et de l'enquête sur les structures sociales d'Addis-Abéba, menée par le collège universitaire de la ville avec le concours de la Commission. Le secrétariat a également fourni à plusieurs gouvernements des services consultatifs en matière d'organisation et d'administration des programmes de protection sociale.

DIVISION DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET DES ÉTUDES

Récapitulation et analyse des tendances actuelles

60. Deux numéros du *Bulletin économique pour l'Afrique* ont été publiés entre la quatrième et la cinquième session. Le numéro de juin 1962 (vol. II, n° 2) comprend la version révisée de documents préparés à l'intention du Groupe de travail sur le développement économique et social, qui s'est réuni en janvier 1962. Les articles ainsi publiés s'intitulent « Le développement économique en Afrique: objectifs et possibilités », « La planification du développement économique en Afrique », « Notes sur une méthode de planification générale en Afrique tropicale », « Facteurs démographiques intéressant le développement social et économique en Afrique », « Problèmes de planification du développement social en relation avec le développement économique », « Aspects sociaux du développement économique ». L'introduction de ce numéro du *Bulletin* donne un aperçu des principaux thèmes étudiés par le Groupe de travail.

61. Les deuxième, troisième et quatrième articles mentionnés ci-dessus ont déjà fait l'objet d'une analyse dans le précédent rapport de la Commission (E/3586,

par. 23, 24 et 25). Le premier article comprend essentiellement une analyse comparative d'une quinzaine de pays d'Afrique, en fonction d'indices choisis de la structure de la production et des échanges, de l'infrastructure, du taux de formation de capital, ainsi que du rôle de l'Etat et des effets de ses interventions. Pour rendre les comparaisons plus significatives par rapport aux étapes du développement économique, on a inclus dans l'étude l'économie mexicaine en 1950, car on admet que le Mexique a atteint à cette époque la phase du démarrage.

62. Les deux articles sociaux, complémentaires l'un de l'autre, traitent de nombreux aspects de la planification du développement social dans ses rapports avec la planification du développement économique. Ils s'efforcent en particulier d'aborder le développement social plus particulièrement quantitatif, en examinant l'expérience acquise dans la mesure statistique et un certain nombre d'autres sujets, tels que le critère qui préside à la répartition des fonds publics affectés au développement social, le financement des programmes sociaux, et la coordination du développement économique et social.

63. Le numéro du *Bulletin* de février 1962 (vol. III, n° 1) contient deux articles spéciaux qui portaient sur la situation de l'industrie et sur les perspectives d'industrialisation en Afrique. Comme précédemment, la première partie du *Bulletin* était consacrée à une analyse descriptive de l'évolution récente du commerce africain, fondée en partie sur un document présenté à la première réunion du Comité permanent du commerce (E/CN.14/STC/2).

64. Selon le *Bulletin*, la situation économique mondiale a été, en 1961, considérablement moins favorable que les années précédentes à l'expansion des échanges internationaux. En valeur, les exportations mondiales, dont le taux de progression avait atteint près de 12 p. 100 en 1960, n'ont accusé en 1961 qu'un accroissement modéré, à peine supérieur à 4 p. 100. Les exportations des régions développées ont progressé à un rythme plus rapide que le total des exportations mondiales, alors que celles des pays sous-développés n'ont permis d'enregistrer pratiquement aucun progrès. Les exportations du continent africain se sont mieux comportées que celles de l'Amérique latine et de l'Asie du Sud-Est, encore que le taux de progression enregistré ait été considérablement plus faible que celui de l'année précédente (2 p. 100 seulement, contre 8 p. 100 en 1960). Pour les importations, les variations ont été plus frappantes encore, si l'on considère qu'en 1960 les importations africaines ont accusé une progression de 10 p. 100, alors que l'année 1961 a été marquée par un fléchissement caractérisé de la valeur totale des importations de la région. Le *Bulletin* signale que l'évolution défavorable qui a caractérisé la position commerciale du continent africain entre 1960 et 1961 s'explique surtout par des facteurs cycliques extérieurs, encore qu'il soit possible que certains facteurs intérieurs non périodiques aient contribué à ce fléchissement. Les tendances à long terme des prix pratiqués pour les principaux produits africains d'exportation restent extrêmement incertaines, si bien que, dans la structure économique actuelle, les augmentations de la production ne semblent pas devoir rapporter des avantages proportionnels au continent africain, sous forme

d'entrées de devises étrangères. Le *Bulletin* contient un exposé plus détaillé des perspectives à court et à long terme des principaux produits africains d'exportation.

65. Dans le domaine des échanges internationaux, la tâche principale du secrétaire a été la préparation et l'organisation de la première réunion du Comité permanent du commerce, créé en application de la résolution 28 (III) de la Commission. On trouvera ci-après un résumé succinct des travaux de ce comité au cours de sa première session (voir par. 67 à 72).

66. En outre, le secrétariat a organisé la réunion du Groupe d'experts sur le trafic de transit en Afrique de l'Ouest (voir par. 77 plus bas), tenu des consultations avec des fonctionnaires de divers pays et des experts au service de plusieurs organisations économiques internationales et constitué une documentation. Pour ces travaux, le secrétariat a bénéficié du concours précieux de la CEE, du GATT, de la Chambre de commerce internationale et d'autres organismes. Il a également bénéficié de l'assistance de consultants.

Comité permanent du commerce

67. Le Comité permanent du commerce a tenu sa première session du 12 au 20 septembre 1962 au siège de la Commission. Soixante-deux participants et observateurs étaient présents, dont les représentants de 23 Etats membres et membres associés, et les observateurs de neuf pays et de quatre organisations intergouvernementales. Le rapport du Comité (E/CN.14/174 et Corr.1 et Add.1 et 2) a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session.

68. Le Comité avait pour tâche primordiale de passer en revue les multiples aspects du vaste domaine du commerce et des problèmes de politique commerciale auxquels les pays d'Afrique ont à faire face, l'objectif étant de mettre sur pied une méthode commune de travail pour contrôler et coordonner les activités des organes subsidiaires du Comité et donner des instructions générales applicables aux travaux du secrétariat dans le domaine du commerce.

69. Les participants étaient saisis de 17 documents. Les trois principaux traitaient respectivement de l'évolution récente du commerce extérieur africain (E/CN.14/STC/2), de l'intégration européenne et de ses répercussions sur le commerce extérieur africain (E/CN.14/STC/4) et du commerce africain avec les économies planifiées (E/CN.14/STC.5).

70. L'ordre du jour comprenait trois points essentiels: relations commerciales des pays africains avec les autres continents, échanges intra-africains et développement du commerce. On n'a guère mentionné les problèmes que crée pour l'Afrique la Communauté économique européenne, le Comité ayant admis que la question était à ce stade encore assez imprécise en raison des négociations en cours sur une nouvelle convention d'association et entre la Communauté économique européenne et le Royaume-Uni. Pour ce qui est du commerce proprement dit, l'intérêt des participants s'est concentré surtout sur les échanges intra-africains. A ce propos, le Comité a souligné qu'il faudrait rechercher les moyens de coor-

donner les projets et les programmes du Comité permanent du commerce, d'une part, et du groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles, d'autre part.

71. On a noté que les échanges avec l'Asie soulevaient plusieurs questions importantes et que l'on pouvait prévoir une progression rapide des exportations de la plupart des produits africains. La discussion relative au développement du commerce a porté sur un certain nombre de questions de caractère plus technique: commerce d'Etat, conventions commerciales à long terme, foires et expositions, services d'information commerciale et stages de formation sur les moyens de stimuler les échanges. Le Comité a reconnu qu'il n'était guère probable que les possibilités offertes à l'expansion des échanges puissent se concrétiser automatiquement. Il a également examiné les problèmes de la stabilisation des produits de base. Pour l'examen de ce point de l'ordre du jour, il était saisi du rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base (E/CN.14/205) [voir par. 76 plus bas]. Le Comité a reconnu qu'il était essentiel de mettre fin à la baisse des prix des produits de base, en raison surtout du rôle important que jouent les exportations primaires dans le développement économique. Les participants ont estimé que les problèmes propres aux produits de base ont un caractère hautement technique et nécessitent une étude minutieuse de la part des organismes créés spécialement pour procéder à des études et à des consultations dans ce domaine.

72. Après une discussion approfondie de ces divers problèmes, le Comité permanent a recommandé que:

a) Le Secrétaire exécutif suive les travaux entrepris par les organismes internationaux pour déterminer les incidences des groupements régionaux sur les pays sous-développés, et il a suggéré que l'on examine la possibilité d'instituer un comité spécial chargé de ces problèmes;

b) Le secrétariat continue à se tenir au courant de l'évolution du commerce avec les économies planifiées, en s'attachant particulièrement à l'expérience acquise par les pays africains;

c) Le secrétariat entreprenne une étude des échanges de l'Afrique avec l'Asie, en collaboration si possible avec la Commission pour l'Asie et l'Extrême-Orient (CEAEO);

d) La Commission crée un comité permanent des transports lors de sa cinquième session;

e) Le secrétariat entreprenne une enquête sur les échanges intra-africains aussi bien dans le cadre du continent tout entier que dans le cadre des sous-régions;

f) Le secrétariat procède à des études sur le commerce d'Etat et sur les accords commerciaux à long terme, en se fondant sur les renseignements et les analyses fournis par ceux des gouvernements qui ont pu acquérir une expérience notable dans ces domaines;

g) Les problèmes liés aux dispositions à prendre en vue de l'organisation d'une foire commerciale africaine fassent l'objet d'une étude et qu'à cette fin un groupe d'experts soit institué pour apporter son concours au secrétariat;

h) Le Secrétaire exécutif prenne contact avec les gouvernements africains, afin que des dispositions pratiques soient prises pour permettre au secrétariat d'être régulièrement informé par les divers gouvernements eux-mêmes des événements importants intéressant leur commerce;

i) Un questionnaire destiné à recueillir des renseignements sur les services d'information économique fonctionnant dans les pays d'Afrique soit distribué;

j) La possibilité d'établir un programme de formation en cours d'emploi à la Section du commerce extérieur de la Commission et d'organiser des stades de formation professionnelle à l'intention des petits commerçants soit examinée;

k) Le Secrétaire exécutif reste en contact étroit avec les organismes créés pour procéder à des études et à des consultations sur les problèmes de produits de base, afin de faire rapport à la prochaine session du Comité sur les événements marquants dans ce domaine;

l) La prochaine session du Comité permanent du commerce ait lieu entre le 15 novembre et le 16 décembre 1963 à Niamey (Niger).

73. Le secrétariat a pris des dispositions pour mettre en œuvre ces recommandations. Il est entré en contact avec la Chambre de commerce internationale pour solliciter son concours dans la préparation d'une étude sur une foire commerciale africaine; il a adressé des questionnaires aux gouvernements, en prévision de l'étude approfondie qu'il doit entreprendre sur les accords de commerce et de paiements à long terme en vigueur en Afrique; il a communiqué aux gouvernements une liste de publications et de périodiques qui traitent de questions d'ordre commercial présentant un intérêt immédiat pour les pays d'Afrique, afin de faciliter la création ou l'amélioration de services nationaux d'information économique.

Aperçu du commerce extérieur

74. Trois numéros du bulletin intitulé *Aperçu du commerce extérieur* ont été publiés en 1962. La plus grande partie des renseignements qui figurent dans ce bulletin, notamment ceux qui concernent la conclusion d'accords commerciaux et d'accords de paiements, les modifications des tarifs et des contingents, la réglementation des devises, la commercialisation des produits agricoles et la création d'organismes de commerce d'Etat, étaient extraits de journaux et de périodiques. Jusqu'ici, le secrétariat n'a pas accès aux sources qui ne font l'objet d'aucune publication. Il a fait une démarche auprès des gouvernements des Etats membres et des membres associés pour que ceux-ci désignent des correspondants permanents de ce bulletin dans tous les pays d'Afrique.

75. Chaque numéro de l'*Aperçu du commerce extérieur* contient un article d'actualité intéressant les gouvernements africains. Le premier numéro comprenait un article descriptif et circonstancié sur les tentatives importantes d'unification entre les pays d'Afrique en 1961, tentatives qui ont abouti par exemple à l'institution de l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) du Groupe de Casablanca et du Groupe de Monrovia. Le deuxième numéro passait en

revue un certain nombre des réalisations les plus importantes intervenues dans le domaine des tarifs entre 1960 et 1962. Quant au troisième numéro, il présentait une récapitulation statistique des courants d'échanges intra-africains.

*Réunion africaine sur la stabilisation
des produits de base*

76. Dans sa résolution 25 (III), la Commission économique pour l'Afrique priait le Secrétaire exécutif de convoquer une réunion des pays africains de production primaire pour l'examen de la situation des produits agricoles d'exportation qui les intéressent le plus. La documentation rassemblée pour cette réunion, organisée en coopération avec la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture et avec l'aide du Département des affaires économiques et sociales du Siège de l'ONU, se composait d'un document sur les offices nationaux de commercialisation et les fonds de stabilisation des cours dans les pays africains, ainsi que d'un certain nombre de monographies sur des produits de base. Des invitations avaient été adressées aux gouvernements de 20 Etats membres et de membres associés. Dix-sept d'entre eux étaient représentés à cette réunion, ainsi que trois Etats non membres et trois organisations intergouvernementales. Les débats ont porté sur les mesures de stabilisation des produits de base susceptibles d'être prises simultanément sur les plans national, international, sous-régional et régional. Les participants ont passé en revue les mesures nationales de stabilisation effectivement en vigueur; ils ont en outre procédé à un examen critique des mesures internationales relatives aux produits qui peuvent présenter de l'intérêt pour les pays d'Afrique. Ils ont étudié d'autre part les possibilités d'une action commune des pays d'Afrique dans les domaines de la production et de la commercialisation. La principale des conclusions énoncées dans le rapport de cette réunion (E/CN.14/205), qui a été présenté à la Commission lors de sa cinquième session, est qu'il faut aborder sur le plan mondial les problèmes que les pays africains ont à résoudre au sujet des produits de base.

*Groupe d'experts du trafic de transit
en Afrique de l'Ouest*

77. Le Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale, qui s'est réuni à Dakar (Sénégal) en 1961 sous les auspices du Comité permanent du commerce, avait recommandé qu'un petit groupe d'experts entreprenne une étude approfondie du trafic de transit en Afrique de l'Ouest. Ce groupe d'experts s'est réuni à Accra en décembre 1962. La documentation se composait d'une étude du secrétariat sur les problèmes du transit douanier des marchandises en Afrique de l'Ouest, ainsi que d'études présentées par les experts. Passant en revue les arrangements en vigueur pour le transit dans la sous-région et étudiant les problèmes à résoudre dans ce domaine, le Groupe d'experts a adopté des recommandations sur: a) la liberté de transit; b) l'extension du système de déclaration sommaire des marchandises; c) un modèle de déclaration-soumission pour le transit; d) les changements

administratifs désirables en matière de cautionnements douaniers; e) les entrepôts; f) l'adoption et la mise en application d'une convention douanière relative au transport international de marchandises sous le couvert de carnets TIR (Convention TIR). La Commission a été saisie du rapport du Groupe d'experts (E/CN.14/206 et Add.1) lors de sa cinquième session.

Marché commun africain

78. Le Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles, qui s'est réuni en décembre 1962, a fortement recommandé que le Secrétaire exécutif soit prié d'accélérer la préparation des études de base sur les problèmes et mesures qu'implique la création d'un marché commun africain, dans un cadre régional et sous-régional. Le sujet lui-même n'était certes pas nouveau pour le secrétariat, mais c'était la première fois qu'une recommandation de ce genre était formulée aussi explicitement. Cette recommandation a été approuvée par la Commission, à sa cinquième session; son application nécessitera un important travail supplémentaire étalé sur plusieurs années, comparable à celui qu'a entrepris le secrétariat de la Commission économique pour l'Amérique latine pour la création d'un marché commun de l'Amérique latine.

79. Il convient cependant de souligner que plusieurs projets déjà menés à bien par le secrétariat ou sur le point de l'être peuvent être considérés comme faisant partie de ce travail préparatoire. On peut citer à titre d'exemple certaines réalisations dans le domaine des échanges africains, notamment les travaux du Groupe de travail des douanes convoqué en 1961 et du Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'Ouest réuni en décembre 1962. Il en est de même de diverses études et, notamment, de celles qui ont trait aux principaux aspects des problèmes liés au développement des échanges intra-africains à l'échelon sous-régional et panafricain (projet 12-01 du programme de travail pour 1963-1964). Ces exemples, auxquels il faut ajouter quelques autres projets relatifs au commerce, à l'industrie et aux transports, montrent que le secrétariat, devançant les événements, avait déjà pris l'initiative de travaux qui devaient logiquement l'amener aux grandes questions liées à l'éventuel établissement d'un marché commun africain.

**DIVISION DE L'INDUSTRIE, DES TRANSPORTS
ET DES RESSOURCES NATURELLES**

80. Le précédent rapport de la Commission indiquait que cette division était encore embryonnaire. Vers la fin de 1961, des mesures énergiques ont été prises pour étoffer ses effectifs et établir un programme de travail détaillé, mais le Directeur de la Division n'a pas pu assumer ses fonctions à titre permanent avant le mois de mai 1962. La préoccupation dominante, au cours de toute l'année considérée, a été le recrutement de personnel; entre-temps, les effectifs ont été renforcés par des consultants à court terme et du personnel d'autres bureaux des Nations Unies prêté pour de brèves périodes. Des progrès notables ont été réalisés et actuellement,

pour tous les postes prévus dans la Division au tableau des effectifs autorisés pour 1963, de nouveaux fonctionnaires ont été désignés: ils ont pris leurs fonctions, ont été nommés et doivent arriver prochainement, ou ont vu leur nomination recommandée. Sept conseillers régionaux fournis par la Direction des opérations d'assistance technique seront attachés à la Division au début ou dans le courant de 1963 et l'on doit encore faire appel à quelques spécialistes consultants à court terme. Il y a donc lieu de penser que l'effectif autorisé pour 1963 sera au complet vers le milieu de l'année.

Industrie

81. Lors de sa quatrième session, la Commission a adopté un programme de travail étendu dans le domaine de l'industrie, mais encore conçu en termes assez généraux. Elle a décidé de créer un Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles. Comme elle entendait donner un caractère éminemment prioritaire à ses travaux dans ce secteur, il a été décidé de fixer au mois de décembre 1962 la première réunion du Comité. La Section de l'industrie a concentré ses efforts sur la préparation, à l'intention du Comité, d'une étude préliminaire de base concernant le développement industriel en Afrique (E/CN.14/INR/1). Cette étude visait principalement à faire le point des tendances générales de l'industrialisation pendant la dernière décennie, ainsi qu'à appeler l'attention du Comité sur les possibilités énormes et concrètes d'expansion industrielle de l'Afrique au cours des 10 prochaines années; en second lieu, elle devait permettre de dégager les grandes lignes d'un programme de travail détaillé pour le secrétariat.

82. Cette étude a révélé que de vastes possibilités de substitution des importations s'offrent à presque tous les pays africains, notamment grâce à une transformation plus poussée de produits agricoles bruts, ainsi que des possibilités de transformation plus poussée de ces produits et de minéraux pour augmenter la valeur unitaire des exportations. Cependant, les efforts ont été délibérément orientés vers la possibilité de lancer dès maintenant toute une série d'industries stratégiques modernes. Comme les marchés de la plupart des pays africains sont de dimensions limitées et nécessitent des investissements considérables, on n'a cessé de souligner la nécessité d'une coopération sous-régionale pour créer ou agrandir de telles industries. L'étude comporte deux chapitres préliminaires sur la situation économique en Afrique et la situation actuelle de la croissance industrielle, visant notamment à prouver que l'on peut compter objectivement sur la possibilité de réduire, en un temps relativement court, l'écart entre les niveaux actuels d'industrialisation des pays africains et ceux, par exemple, des pays d'Europe occidentale. L'étude contient ensuite une analyse de l'état actuel de la planification industrielle en Afrique. Sa partie centrale a trait aux réalisations récentes et aux perspectives d'expansion dans quelques grandes industries choisies: sidérurgie, métaux non ferreux, construction mécanique et électrique, produits chimiques et engrais, textiles.

83. Faute d'atteindre le quorum requis, le Comité permanent de l'industrialisation et des ressources natu-

relles s'est constitué en Groupe de travail plénier, qui a constitué un Sous-Groupe de travail des ressources naturelles dont il est question plus loin (voir par. 89 plus bas). Le Comité s'est rallié sans réticences aux vues fondamentales du secrétariat et il a adopté un programme de travail de grande envergure pour l'industrie et les ressources. Des projets permanents, dont l'exécution s'est poursuivie sans interruption pendant toute l'année, portent sur l'établissement d'un inventaire des industries africaines et le rassemblement de données statistiques destinées à la publication. On a beaucoup insisté sur la nécessité de développer la recherche industrielle, l'enseignement technique et la formation à tous les niveaux, en collaboration avec le Centre de développement industriel de l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées intéressées. Les principaux éléments du programme devront être des enquêtes sur les possibilités de coopération sous-régionale en vue d'une intégration équilibrée des plans de développement industriel et une série d'études plus poussées traitant des possibilités de création d'industries stratégiques modernes sur une base sous-régionale, partout où ce sera possible.

84. Plusieurs documents plus courts ont été établis à l'intention du Comité, la plupart émanant d'institutions spécialisées et exposant le programme de travail de ces institutions dans le domaine de l'industrie et des ressources naturelles. Les représentants de ces institutions ont joué un rôle considérable au cours des échanges de vues, qu'il s'agisse du Commissaire au développement industriel de l'ONU ou du Directeur de la Division de l'acier, des industries mécaniques et de l'habitat de la CEE. Leur participation à la réunion témoignait de l'expansion et de l'intégration croissantes du programme de développement industriel qui intéresse tous les organismes des Nations Unies.

Transports

85. Pendant l'année considérée, le secrétariat a beaucoup progressé dans le rassemblement des données, statistiques et autres, sur les transports par mer, air, route et rail. En application de la résolution 60 (IV) de la Commission, un économiste spécialisé dans les questions de transports et un ingénieur du génie civil se sont rendus dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest pour étudier l'action à entreprendre dans le domaine des transports quand le bureau sous-régional de la Commission à Niamey (Niger) sera installé. Ils ont recueilli une abondante documentation en vue d'une étude de base destinée à déterminer l'équilibre qui doit être maintenu entre les diverses formes de transport pour que l'on puisse opérer une coordination efficace non seulement entre les modes de transport, mais aussi entre les divers pays, et faciliter ainsi une harmonieuse expansion des transports.

86. La Section des transports a consacré une grande partie de son temps à préparer la Conférence des transports de l'Afrique orientale, qui s'est réunie à Addis-Abéba du 29 octobre au 9 novembre 1962, et à laquelle ont participé de nombreux représentants, tant des gouvernements que des organisations internationales. Neuf documents et documents de travail avaient été préparés par le secrétariat pour cette conférence et d'autres études

ont été soumises à l'examen des participants au cours de la réunion. La Conférence avait essentiellement pour tâche d'étudier les problèmes de trafic sous-régional et le contrôle du trafic, la nécessité d'une coordination des divers modes de transport et les dispositions à prendre pour créer un réseau sous-régional de routes à grande circulation. Trois groupes de travail spéciaux réunis pendant la Conférence ont présenté une série de recommandations, adoptées par la suite, qui portaient sur la politique à adopter en matière de transports, sur les aspects techniques des transports, ainsi que sur l'aviation civile et le tourisme. Un programme de travail considérable portant sur les problèmes de transport de la sous-région a été adopté.

87. Les documents E/CN.14/194 et Add.1 contiennent un aperçu complet des autres travaux entrepris dans le domaine des transports au cours de l'année qui fait l'objet du présent rapport. L'élaboration d'un programme de travail plus vaste et les moyens de le mettre en œuvre ont longuement retenu l'attention.

Energie et ressources naturelles

88. Les préparatifs d'une réunion sur l'énergie électrique, qui doit avoir lieu à Addis-Abéba du 21 au 31 octobre 1963, sont déjà fort avancés. Cette réunion a principalement pour objet de faciliter les contacts entre fonctionnaires et experts qui ont à connaître des problèmes d'énergie, et particulièrement d'énergie électrique en Afrique; de faciliter des échanges de vues sur les ressources énergétiques de l'Afrique et leur degré d'utilisation; d'évaluer l'accroissement prévisible de la demande d'énergie électrique ainsi que les moyens d'y faire face; de fournir des documents de caractère méthodologique et économique propres à faciliter la solution des problèmes d'intérêt commun qui se posent dans certains pays. On peut escompter qu'un programme permanent d'action dans ce domaine sera entrepris; on procédera ensuite à un examen plus détaillé d'autres problèmes relatifs à l'énergie en général et à l'énergie électrique en particulier.

89. Les préparatifs de la Conférence cartographique des Nations Unies pour l'Afrique sont aussi très avancés; elle aura lieu à Nairobi (Kenya) en juillet 1963. Les travaux sur les ressources minérales et hydrauliques en sont encore à leurs débuts, car la Section de l'énergie et des ressources naturelles, qui comprendra des groupes chargés de l'énergie, des ressources minérales, des ressources hydrauliques et de l'hydrologie, et de la cartographie, ne fait que se constituer. Un programme de travail détaillé et à long terme sur les minéraux et sur les ressources hydrauliques et l'hydrologie a été élaboré — d'après les suggestions formulées par le secrétariat — par le sous-groupe de travail du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles; ce programme de travail a été adopté ultérieurement par le Groupe de travail plénier. Dans ces domaines, il est particulièrement nécessaire de maintenir une coopération aussi étroite que possible entre les organisations internationales et les autres organismes intéressés, la Commission jouant de plus en plus le rôle d'agent de coordination.

Habitat, construction et urbanisme

90. Une Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique s'est tenue du 9 au 18 janvier 1963, conformément aux termes de la résolution 53 (IV) de la Commission. Elle avait pour objectif de permettre des échanges de vues sur la situation actuelle de l'habitat; de définir les grands problèmes et les conditions nécessaires à leur solution; de suggérer des moyens de formuler et d'appliquer des politiques nationales de l'habitat, de recommander, lors de la cinquième session de la Commission, un programme de travail et des arrangements permanents, dans le cadre de la Commission, pour l'examen des problèmes de logement et autres problèmes connexes.

91. Une étude préliminaire de l'habitat en Afrique (problèmes et politiques) a été soumise à l'examen de cette réunion. Elle est en grande partie fondée sur les renseignements que les fonctionnaires de la CEE et du Département des affaires économiques et sociales ont recueillis sur place dans divers pays africains. Le secrétariat a soumis à cette réunion pour examen prioritaire des suggestions relatives à un éventuel programme de travail à long terme sur l'habitat, la construction et l'urbanisme.

92. Une Section de l'habitat, de la construction et de l'urbanisme est maintenant créée au sein de la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles; elle travaillera en étroite liaison avec la Division du développement économique et social qui s'occupe des aspects sociologiques de l'habitat et de la contribution que les mesures de développement communautaire apportent aux activités d'autoconstruction.

DIVISION MIXTE CEA/FAO DE L'AGRICULTURE

Progrès et réalisations dans le domaine de l'agriculture

93. Grâce à l'amélioration de la situation des effectifs du secrétariat et aux possibilités d'obtenir sur place des renseignements de base, quelques progrès ont été enregistrés dans le rassemblement systématique d'une documentation sur la situation de l'agriculture dans les pays de la région. La Division a entrepris des études de base sur un certain nombre des pays les plus importants et elle a entrepris le classement des renseignements réunis. Cela constituera une source de documentation sur la région qui pourra être utilisée pour la préparation des visites à effectuer dans les divers pays et une contribution de base à l'enquête économique à long terme sur l'Afrique prévue pour 1963-1964. Dans le domaine des produits agricoles qui présentent un intérêt spécial pour l'Afrique, la Division continue à recueillir des renseignements sur les tendances actuelles de la production, du commerce et des prix. Un fonctionnaire de la Division a été détaché pendant trois mois à la Division des produits de la FAO afin d'acquérir l'expérience des méthodes de cette organisation, connaître les sources où elle puise ses renseignements et assurer une meilleure coordination des travaux.

94. La documentation préparée par la Division comprenait un certain nombre de rapports succincts destinés

à la cinquième session de la Commission, qui portaient en particulier sur le cheptel (E/CN.14/198), le crédit agricole (E/CN.14/200) et l'irrigation (E/CN.14/201); la FAO a fourni des documents sur la situation de l'alimentation et de l'agriculture (E/CN.14/181), sur l'utilisation des excédents agricoles (E/CN.14/195), la lutte contre le criquet pèlerin (E/CN.14/199) et les tendances de la production du bois en Afrique (E/CN.14/197). En outre, la Division a préparé à l'intention du Centre FAO/CEA de perfectionnement du crédit agricole en Afrique des documents qui traitent des bases économiques, des problèmes de crédit que posent la réforme agraire et la commercialisation, des rapports entre les organismes de crédit et les services de vulgarisation, et de la place du crédit agricole dans les programmes nationaux de développement. La Division a préparé des notes sur les produits pour le *Bulletin économique pour l'Afrique* (vol. III, n° 1). L'année écoulée a été marquée par une nouvelle réalisation: la publication du *Bulletin de l'économie agricole en Afrique*. Ce bulletin doit paraître deux ou trois fois par an. Le premier numéro a paru en septembre 1962 et le deuxième en janvier 1963.

95. En relation avec les programmes de développement et la planification agricole, la Division continue de recueillir des renseignements sur les programmes de développement agricole des différents pays. Plusieurs de ses fonctionnaires ont contribué à la préparation du chapitre du plan de développement de l'Ethiopie pour 1962-1967 consacré à l'agriculture en participant aux travaux du Comité de planification et des Sous-Comités de commercialisation et de sylviculture, ainsi qu'à la rédaction du projet de plan. Un fonctionnaire de la Division a participé à la première Conférence de la FAO sur la planification du développement agricole en Afrique, qui a eu lieu à Tunis en novembre 1962.

96. Pendant l'année considérée, la question des facteurs qui favorisent le passage des exploitants agricoles dans le secteur monétaire a été examinée principalement par le Centre de perfectionnement du crédit agricole, organisé conjointement par la Commission et la FAO en mai 1962; le rapport sur ce centre a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session (E/CN.14/200). La Division a fourni le directeur, le secrétaire et le secrétaire adjoint du Centre; elle lui a communiqué les documents mentionnés au paragraphe 94 plus haut, dirigé les débats sur un certain nombre de points de l'ordre du jour et contribué à la rédaction du rapport. Le secrétariat, en collaboration avec la FAO, prépare la création d'un centre mixte de développement chargé d'étudier les politiques agraires de l'Afrique de l'Ouest, qui complètera les travaux du centre analogue organisé en 1960 pour l'Afrique orientale et l'Afrique centrale. On a l'intention d'organiser le centre pour l'Afrique de l'Ouest au Sierra Leone en 1963. Un autre projet d'amélioration du rendement commercial des producteurs africains découle de la résolution 56 (IV) de la Commission, qui recommandait de convoquer une réunion consacrée à la production animale. Comme le précise le document E/CN.14/198, les dispositions préliminaires prises pour convoquer un petit groupe d'experts en 1962 ont été suspendues, la FAO ayant proposé d'inscrire les aspects économiques et sociaux de la production animale, sous

les auspices de la Commission, à l'ordre du jour de la Conférence régionale de développement qui sera consacrée aux conditions sanitaires du cheptel et à la production animale, et qui est prévue pour 1963. L'ordre du jour et les documents de cette conférence sont en cours de préparation. Un autre facteur important qui intervient dans l'augmentation du rendement agricole a été étudié pendant l'année considérée, à savoir l'irrigation. Un consultant a visité un certain nombre de pays du nord et de l'est de l'Afrique pour étudier les éléments économiques et sociaux associés aux projets d'irrigation en cours d'exécution. Un rapport préliminaire (E/CN.14/201) a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session; le rapport définitif sera communiqué prochainement aux gouvernements.

97. L'étude sur les perspectives du marché du bois en Afrique se poursuit par l'intermédiaire d'un consultant qui travaille en liaison étroite avec les services du siège de la FAO. Cette étude doit permettre de déterminer le niveau actuel de la consommation des produits forestiers dans les pays d'Afrique et le niveau prévu en 1975, puis en l'an 2000; les chiffres ainsi obtenus pourront servir de base aux programmes d'exploitation des forêts. Un rapport (E/CN.14/197) a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session. En 1961, des questionnaires d'ordre général ont été établis; ils seront distribués aux gouvernements, auxquels ils serviront de guide pour l'organisation de leurs enquêtes. Dans quelques cas, les résultats des enquêtes sont déjà disponibles et l'on travaille à les rassembler. La Division envoie dans certaines zones des fonctionnaires chargés de jouer le rôle de conseillers; des experts internationaux prêtent leur concours sur place aux services forestiers, qu'assistent également les services nationaux de statistique. L'enquête dure plus longtemps qu'on ne l'avait prévu en raison du caractère complexe des problèmes qui se posent, mais on pense recueillir des résultats partiels en 1963 au plus tard. La résolution 46 (IV) de la Commission a souligné l'importance de cette enquête et de l'établissement d'un inventaire du capital forestier; elle recommandait aussi d'aborder la question sur le plan sous-régional, notamment en réunissant des conférences sous-régionales. Le document E/CN.14/197/Add.1 contient une liste des réunions prévues pour un proche avenir, qui traiteront de ces questions.

Répartition et consommation des produits agricoles

98. La Division poursuit l'examen, par produit, des tendances qui caractérisent le niveau et la destination des exportations agricoles.

99. L'enquête sur le cheptel entreprise en Ethiopie en 1961 a été menée à bien; ses résultats serviront à guider les éventuels fournisseurs de bétail pour l'exportation. Un document d'ordre général, établi par un consultant de la Commission, indique les méthodes applicables aux enquêtes sur le cheptel dans les zones semi-nomades; il a été mis à la disposition des gouvernements.

100. La Division a participé activement à la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base, tenue à Lagos du 30 juillet au 6 août 1962, en application de la résolution 25 (III) de la Commission (voir par. 76

plus haut). La Division avait préalablement recueilli des renseignements techniques sur les offices nationaux de commercialisation et sur les caisses de stabilisation des prix existant dans les pays d'Afrique; ces renseignements ont servi de base à l'un des principaux documents soumis pour discussion. Elle avait pris des dispositions avec la FAO pour la préparation d'une série d'études sur les produits de base, tels que les noix palmistes, l'huile de palme, le coton, le café, le cacao, le sisal et le caoutchouc. En collaboration avec la FAO, un fonctionnaire de la Division a préparé une étude sur l'arachide et l'huile d'arachide et un autre a joué le rôle de secrétaire de la réunion.

101. Avec la collaboration de la Sous-Division du *Marketing* de la FAO, la Division procède aussi au rassemblement et à l'analyse des renseignements relatifs aux offices de commercialisation et autres organisations apparentées, en vue de la préparation d'un manuel consacré à l'organisation des offices de commercialisation et à leurs opérations. A ce sujet, des membres du secrétariat se sont rendus au Kenya, en Somalie, au Tanganyika, en Ouganda, au Nyassaland et en Rhodésie du Sud.

102. La Division n'a pas entrepris de nouveaux travaux sur les niveaux de la consommation alimentaire mais un de ses fonctionnaires a participé à des missions de prospection envoyées en République de Somalie et au Tanganyika en août et en septembre 1962, dans le cadre du Programme alimentaire mondial. A la suite de ces missions, deux projets pilotes de développement économique et social faisant appel à une assistance alimentaire ont été proposés pour la Somalie, et un autre projet analogue pour le Tanganyika (voir E/CN.14/195, par. 13).

Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'agriculture

103. Dans le domaine de l'agriculture, l'assistance fournie aux pays d'Afrique dans le cadre du Programme élargi d'assistance technique et avec l'aide du Fonds spécial est administrée par le siège de la FAO. Au titre du projet 34-01 du programme de travail de la CEA, la Division est consultée sur les programmes et projets envisagés. Des experts de la FAO, spécialistes de la planification et de la commercialisation de la production agricole dans les pays d'Afrique, sont rattachés à la Division; des rapports sont échangés avec les bureaux régionaux de la FAO établis à Accra et au Caire.

104. Il a été question plus haut de l'assistance directe fournie au Gouvernement éthiopien pour la préparation du chapitre de son plan quinquennal consacré à l'agriculture et pour la mise en œuvre d'enquêtes sur le cheptel dans le sud du pays. Il y a eu des entretiens et un échange de correspondance avec le Gouvernement du Tanganyika sur la réorganisation des offices de commercialisation des produits agricoles, et avec le Gouvernement du Kenya à propos d'une étude des débouchés dans la région de l'océan Indien. Une étude sur les possibilités qu'offre la faune sauvage en Afrique orientale, du point de vue notamment du tourisme et de la production de viande, devait être entreprise en collaboration avec

l'East African Institute of Social Research mais n'a pas encore débuté car il est difficile de trouver un expert qualifié pour cette tâche. Il a déjà été question du projet d'assistance à la Somalie et au Tanganyika au titre du Programme alimentaire mondial. La Division a fourni des renseignements sur les produits de base et sur les problèmes de commercialisation à divers organes gouvernementaux en Ethiopie.

105. La Division reste constamment en liaison étroite avec le Service de coordination de l'assistance technique.

DIVISION DE STATISTIQUE

106. En août 1962, la Section de statistique a été réorganisée et érigée en Division. Cette division comprend désormais deux sections composées chacune de plusieurs services. Cette transformation a été rendue nécessaire par le développement ininterrompu des activités statistiques de la Commission, tant en ce qui concerne l'ampleur que la portée. L'une de ces sections s'occupe actuellement de la coordination des statistiques économiques et sociales courantes; l'autre est chargée des problèmes liés au développement des statistiques et à l'assistance technique dans la région, et notamment des services consultatifs régionaux. Ces remaniements ont permis de préparer un programme de travail qui prévoit, entre la Commission et la Direction des opérations d'assistance technique du Siège de l'ONU, d'une part, et les gouvernements des pays africains, d'autre part, une collaboration pour la solution des problèmes administratifs de ces pays. De plus, comme certains problèmes se posent aussi à d'autres régions, il se pourrait que certains projets interrégionaux soient mis en œuvre, et les connaissances et suggestions pratiques dégagées à cette occasion seraient d'une grande utilité pour l'Afrique.

107. L'objectif essentiel de la Division est d'apporter son concours aux divers pays d'Afrique afin d'intensifier le développement de leurs statistiques jusqu'au point où ils seront en mesure d'appliquer les techniques de la planification du développement et où ils disposeront de données statistiques suffisantes pour pouvoir prendre des décisions de politique générale dans le domaine du développement économique et social. Une note sur le développement des statistiques (E/CN.14/219) a été soumise à la Commission, lors de sa cinquième session. Avec ces objectifs en vue, la Division organise progressivement les fonctions suivantes: a) des services consultatifs régionaux; b) une participation active aux opérations d'assistance technique des Nations Unies en Afrique; c) l'organisation de consultations permanentes avec les pays d'Afrique. Enfin, la Division dirige un programme intensif d'activités de formation professionnelle au sujet duquel des renseignements sont donnés aux paragraphes 128 et 129 plus bas².

Services consultatifs régionaux

108. Ces services, créés il y a moins de deux ans, ont démarré assez lentement, mais leur activité s'est accélérée considérablement pendant l'année écoulée. Elle consiste

² Voir également E/CN.14/224.

à mettre à la disposition des pays africains, dans des délais relativement courts, des services consultatifs d'experts détachés pour des périodes de courte durée et spécialisés dans certains domaines de la statistique. Ces services consultatifs sont destinés à compléter les affectations normales de longue durée des experts de l'assistance technique et à répondre à des besoins particuliers dans les cas où ces affectations sont impossibles ou ne se prêtent pas aux circonstances. Ces services sont assurés par une équipe de trois membres permanents du secrétariat et de cinq conseillers régionaux nommés au titre du Programme élargi d'assistance technique. Pendant l'année considérée, ces experts ont été envoyés dans 13 pays de la région, au titre d'une vingtaine d'affectations de durées diverses allant d'une quinzaine de jours à plusieurs mois ou davantage. Ils ont fourni des conseils sur des questions relatives aux recensements démographiques, à l'enregistrement des faits d'état civil, à la comptabilité nationale, à la comptabilité publique, aux statistiques du commerce extérieur, aux ménages, à la main-d'œuvre, aux enquêtes par sondage à buts multiples et autres. En certains endroits, on leur a demandé d'examiner les programmes nationaux de statistique et les besoins d'assistance technique. Trois des conseillers régionaux ont participé à l'enseignement donné dans les centres de formation professionnelle organisés en Afrique sous les auspices des Nations Unies.

Participation aux activités d'assistance technique

109. Outre les visites faites périodiquement dans les pays d'Afrique par les conseillers régionaux, le secrétariat a mis en œuvre pendant l'année un vaste programme de visites intéressant plus de 30 pays auquel plusieurs membres de son personnel permanent ont été affectés; ces visites avaient pour objet la détermination des besoins d'assistance technique des divers pays et la mise au point des programmes nationaux pour 1963-1964. Conformément à l'accord conclu avec le Bureau de statistique et la Direction des opérations d'assistance technique de l'Organisation des Nations Unies, le secrétariat de la Commission a assumé pour la première fois une responsabilité accrue en donnant des instructions aux experts statisticiens affectés au service de pays africains au titre du programme d'assistance technique. En 1962, environ 25 experts ont reçu des instructions de fonctionnaires du secrétariat à l'occasion, soit de visites au siège de la Commission, soit de rencontres ailleurs. Pour que cette nouvelle méthode donne les meilleurs résultats possibles, le secrétariat est resté en contact par correspondance avec ces experts et il a donné suite à leurs rapports d'activité. On considère que cette nouvelle méthode permettra aux experts d'acquérir une base plus solide pour assurer leurs fonctions et accroître la valeur des services qu'ils rendent, en même temps qu'elle renforcera les possibilités offertes à la Commission de collaborer avec les pays où ils sont affectés.

Consultations sous-régionales

110. Conformément à une recommandation de la deuxième Conférence des statisticiens africains, le secré-

tariat a, depuis la quatrième session de la Commission, engagé des consultations avec les chefs des services de statistique des pays appartenant aux sous-régions de l'ouest, du nord et de l'est de l'Afrique. Ces consultations avaient pour objet d'assurer la coordination des programmes de formation des statisticiens et des assistants techniques et de permettre un échange de renseignements destinés à faire connaître les réalisations récentes en matière de statistiques. La Commission a été saisie d'une note sur ces consultations (E/CN.14/220), lors de sa cinquième session.

Collaboration dans le dépouillement mécanographique des données statistiques

111. On s'est particulièrement intéressé à la coopération dans le dépouillement mécanographique des données statistiques. La Division met au point les deux projets énoncés sous la rubrique 41-03 du programme de travail de la Commission. Elle a prêté son concours au gouvernement d'un pays et elle se propose maintenant de mettre les services de l'atelier de mécanographie de la Commission à la disposition d'autres pays pour le dépouillement des données relatives au commerce extérieur et aux résultats de diverses enquêtes. D'autre part, le secrétariat suit de très près les progrès techniques réalisés dans le domaine des machines électroniques de dépouillement des données statistiques et il prépare un rapport sur les applications de ces machines qui pourraient présenter un intérêt pour les pays d'Afrique. Ce rapport doit être présenté à la troisième Conférence des statisticiens africains.

Réalisations en matière de normalisation et d'échanges de renseignements statistiques

112. En 1962, le bulletin intitulé *Informations statistiques* a été publié chaque trimestre, en dépit de difficultés techniques dues à l'insuffisance des possibilités d'impression.

113. Le secrétariat prépare des manuels méthodologiques pour aider à résoudre les problèmes que posent les recensements et les statistiques d'état civil dans les conditions particulières à l'Afrique; ces manuels doivent être présentés à la troisième Conférence des statisticiens africains. Faute de personnel spécialisé, il a fallu ajourner la rédaction de manuels méthodologiques concernant les enquêtes sur les ménages et la comptabilité nationale.

114. Le Colloque sur les statistiques industrielles, organisé sous les auspices de la Commission et du Bureau de statistique de l'Organisation des Nations Unies, a eu lieu du 18 au 27 juillet 1962 à Addis-Abéba. Les participants, au nombre de 18, représentaient 14 pays qui effectuent des travaux en matière de statistiques industrielles. Ce colloque avait été organisé pour susciter l'occasion d'un échange de connaissances empiriques sur les objectifs, le contenu et la méthodologie des enquêtes d'ensemble qui sont organisées à des intervalles variables dans le secteur industriel de l'économie. Le rapport de ce colloque (E/CN.14/173) a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session. Le Colloque s'est occupé des enquêtes d'ensemble qu'organiseront les pays de la

région dans le cadre du Programme mondial de statistiques industrielles de base prévu pour 1963, ainsi qu'à l'adaptation aux conditions particulières à l'Afrique des recommandations de la Commission de statistique pour les enquêtes de ce genre.

115. En septembre 1962, le Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains s'est réuni pendant 10 jours à Addis-Abéba pour examiner un système intermédiaire de comptabilité nationale adapté aux besoins internes des pays d'Afrique et destiné spécialement au développement et à la planification. Les travaux de ce groupe, qui relevaient encore largement de la recherche, ont contribué dans une mesure notable à mettre en lumière la nécessité d'obtenir des renseignements statistiques pour pouvoir exécuter les travaux de planification. Le rapport du Groupe de travail (E/CN.14/221) a été présenté à la Commission lors de sa cinquième session.

116. Toutes les réunions consacrées depuis 1959 aux statistiques et aux questions économiques ont permis au secrétariat d'acquérir, auprès des pays africains, une expérience directe du développement statistique en relation avec les techniques de planification. Il convient de mentionner que la question des besoins en matière de statistique a suscité des discussions animées avec les statisticiens et les experts de la planification, notamment au cours de la réunion du Groupe de travail sur le développement économique et social, en janvier 1962, et à la Réunion d'experts sur la planification économique intégrale, en octobre 1962. Le moment est venu de résumer et de diffuser l'expérience ainsi acquise; cette proposition sera l'un des principaux sujets de discussion de la troisième Conférence des statisticiens africains. Le document E/CN.14/219, présenté à la Commission lors de sa cinquième session, comporte un premier essai de définition du problème.

Publications statistiques

117. Deux annexes statistiques ont été publiées en supplément au *Bulletin économique pour l'Afrique*. En outre, à la suite des recommandations pressantes de la Commission, un progrès d'importance majeure a été enregistré dans la publication du bulletin intitulé *Statistiques africaines du commerce extérieur*. La *Série A* donne l'orientation des échanges entre les pays africains. Trois numéros ont été publiés en 1962 (décembre 1961, juin 1962 et décembre 1962). La *Série B* donne une classification détaillée, à entrées multiples, des importations et des exportations, par groupes de produits et par pays d'origine ou de destination. Les chiffres, exprimés en dollars des Etats-Unis, sont établis selon une nomenclature uniforme (CTCI révisée)³, ce qui permet une analyse approfondie des échanges africains. Une série comprenant deux brochures a été publiée sur les statistiques commerciales de 1960 et une autre sur les statistiques de 1961. L'aire géographique qu'englobe la série B sera progressivement élargie en 1963. Enfin, un numéro spécial consacré aux échanges intra-africains a été publié pour les années 1960 et 1961.

³ Classification type pour le commerce international révisée (publication des Nations Unies, n° de vente: 61.XVII.6).

118. Un nouveau service a été créé pour dépouiller les données relatives aux statistiques industrielles. Le secrétariat espère que cette nouvelle tâche pourra avancer de manière à répondre aux besoins croissants de la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles.

119. Enfin, l'établissement de la série consacrée à la comptabilité nationale progresse pour 15 pays conformément aux instructions formulées par le Groupe de travail de la comptabilité nationale. Les résultats des travaux seront publiés en 1963 et 1964 en plusieurs brochures, en même temps que le manuel consacré aux statistiques démographiques.

ADMINISTRATION PUBLIQUE

120. En application de la résolution 1709 (XVI) de l'Assemblée générale sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales, des dispositions ont été prises au début de 1962 en vue de la création d'un service d'administration publique au secrétariat.

121. Le Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains, dont le rapport (E/CN.14/180) a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session, s'est tenu en exécution d'un projet approuvé par la Commission à sa troisième session⁴. Un conseiller, qui a pris ses fonctions à la Commission le 1^{er} juillet 1962, a été immédiatement affecté à l'organisation du Cycle d'études, qui a eu lieu du 2 au 11 octobre 1962. Dès le mois d'avril 1962, un autre expert au service du Gouvernement éthiopien avait été détaché à temps partiel auprès de la Commission pour commencer les travaux préliminaires en vue de ce cycle d'études.

122. Le rapport du Cycle d'études constitue pour les gouvernements africains, la Commission et le Département des affaires économiques et sociales au Siège de l'ONU un guide qui peut être utilisé pour la recherche de solutions aux problèmes administratifs les plus urgents qui se posent aux gouvernements africains.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Institut africain de développement et de planification économiques

123. A la suite de l'impulsion communiquée par la Commission à ce projet lors de sa quatrième session, les progrès enregistrés ont été rapides. En mai et juin 1962, le secrétariat a pris des contacts préliminaires avec les Gouvernements du Sénégal et de la République arabe unie en vue de la préparation de la première session du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement et de planification économiques. Cette réunion a eu lieu au mois de juin 1962 à Dakar, et son rapport (E/CN.14/172) a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session. Ainsi qu'il ressort de ce document, le Comité a donné au secrétariat des instructions précises sur le programme des activités de

⁴ Voir E/3452/Rev.1, p. 44, projet 01-11.

l'institut, l'échelonnement de ces activités et la préparation d'une première évaluation des problèmes financiers qui se poseront. Le groupe d'experts prévu par la résolution 58 (IV) de la Commission s'est réuni en même temps que le Comité et a établi un programme préliminaire d'études pour le cours principal de l'institut (E/CN.14/172, annexe I).

124. Sur la base du rapport établi par le Comité, le secrétariat a préparé un projet de budget pour l'institut, qu'il a envoyé aux six pays représentés au Comité avec le texte d'une demande d'assistance adressée au Fonds spécial. Ce projet a été ratifié d'abord par le Gouvernement sénégalais en octobre 1962, puis par les autres pays d'Afrique. Selon le calendrier des travaux établi par le Comité, l'institut, dont le siège sera à Dakar, pourrait commencer à enseigner les principales matières de son programme en octobre 1963, mais il faut pour cela que le Fonds spécial approuve le projet lors de la session de son conseil d'administration en mai 1963.

125. Des dispositions sont prises activement pour faciliter la mise en train de cet institut. En novembre et décembre 1962, des fonctionnaires de la Commission et un fonctionnaire de l'UNESCO ont visité un certain nombre de pays d'Afrique afin de procéder à une présélection des étudiants appelés à suivre les premiers cours. Cette mission était destinée à permettre au secrétariat d'affecter le crédit de 60.000 dollars mis à la disposition de l'institut au titre du budget de l'assistance technique de 1962 pour l'octroi de bourses d'études. En outre, un certain nombre de chargés de cours ont été engagés pour constituer une « équipe de démarrage »; ils auront à préparer les matériaux sur lesquels l'institut fondera son enseignement.

126. Le secrétariat a brièvement examiné à trois reprises (juin, juillet et décembre 1962), avec l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMS, les problèmes de coordination avec les institutions spécialisées des Nations Unies. Il espère que des fonctionnaires de ces organisations participeront en 1963 au rassemblement préliminaire des matériaux destinés à l'enseignement de l'institut.

127. Un rapport consacré aux progrès réalisés sur la voie de la création de l'institut (E/CN.14/203) a été présenté à la Commission lors de sa cinquième session. Des propositions sur le statut de l'institut et les questions financières figurent également dans ce rapport.

Formation de statisticiens

128. Au cours de l'année écoulée, la formation de statisticiens a continué à figurer au nombre des projets les plus importants inscrits au programme de travail du secrétariat. La nécessité des programmes de formation intensive aux disciplines statistiques procède actuellement de l'obligation urgente de remplacer le personnel expatrié par un personnel national dans les pays qui viennent d'accéder à l'indépendance, de la pénurie généralisée d'agents des échelons intermédiaires dans la plupart des pays d'Afrique et des besoins nouveaux qu'implique le développement rapide des organes statistiques. Pour répondre au moins en partie à ces besoins, les Nations Unies, avec la collaboration des Gouvernements du Cameroun, de l'Ethiopie et du Ghana, ont créé en

1962 trois centres de formation à plein temps de personnel du niveau intermédiaire situés à Yaoundé, Addis Abéba et Achimota respectivement; au total, 65 stagiaires sont inscrits, venus de 16 pays du nord, de l'est, de l'ouest et du sud de l'Afrique. En outre, les Nations Unies ont prêté leur concours, sous forme de personnel et de bourses d'études, au Gouvernement de la Côte-d'Ivoire pour la création à Abidjan d'un autre centre de formation de statisticiens de niveau intermédiaire. Seize stagiaires, représentant cinq pays, y sont inscrits. Ainsi, pendant l'année scolaire en cours, plus de 80 élèves poursuivent des études dans ces quatre centres. Par ailleurs, il y a lieu de signaler que deux centres établis avec l'assistance des Nations Unies fonctionnent à l'échelon national, à Lagos (Nigéria) et à Dar es-Salam (Tanganyika).

129. Quant à la formation des statisticiens des échelons supérieurs, l'ONU continue à fournir son appui à l'institut marocain de statistique de Rabat, dont l'enseignement dure deux ans. Pour l'année scolaire 1962-1963, les étudiants inscrits sont au nombre de 80. En outre, le secrétariat encourage l'enseignement des disciplines statistiques dans plusieurs collèges et instituts africains et accorde son appui à cet effet; il augmente les crédits prévus pour l'octroi de bourses à cet échelon. Il espère ainsi que la formation de statisticiens au niveau universitaire fera des progrès très rapides.

Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques

130. Le deuxième cours d'été sur le développement économique destiné aux étudiants africains a eu lieu à Addis-Abéba du 18 juillet au 31 août 1962 sous les auspices de la Commission et de l'Agency for International Development des Etats-Unis. Il a été organisé en application de la résolution 17 (II) de la Commission, d'où découle le projet 61-04 du programme de travail pour 1962-1963. Les principaux objectifs de ce cours sont les suivants : assurer l'enseignement intensif des sciences économiques dans leurs rapports avec le développement, familiariser les étudiants avec les analogies et les différences entre les problèmes auxquels les pays d'Afrique ont à faire face dans les efforts de développement économique, offrir à des étudiants africains de différentes nationalités la possibilité de procéder ensemble à l'examen de leurs problèmes.

131. Trente étudiants africains venus de 14 pays ont participé à ce cours. Leur niveau universitaire était comparable, dans l'ensemble, à celui des étudiants qui fréquentent les universités européennes ou américaines.

132. Le programme des cours comprenait cinq matières fondamentales : économie du développement, planification et programmation, aspects monétaires, financiers et internationaux du développement économique, problèmes structurels et régionaux, économie agricole. Les étudiants devaient chaque semaine assister à 15 heures de cours également réparties en conférences et discussions. Outre les quatre professeurs chargés de l'enseignement, neuf fonctionnaires du secrétariat ont donné des conférences sur des aspects particuliers du développement économique de l'Afrique.

*Cours de formation en pratique commerciale
organisés conjointement par la Commission et le GATT*

133. Avec l'aide financière de la Direction des opérations d'assistance technique et l'appui du secrétariat de la Commission, le secrétariat du GATT a organisé en 1962 deux cours sur le commerce extérieur et la pratique commerciale en Afrique. L'un s'adressait aux fonctionnaires de langue française de l'Afrique occidentale et équatoriale; l'autre était offert aux fonctionnaires de langue anglaise par les gouvernements des Etats et territoires d'Afrique orientale. Le premier cours a eu lieu à Dakar et a été suivi par 18 participants venus de huit pays; le second a eu lieu à Dar es-Salam et a été suivi par 15 participants venus de sept pays.

134. Ces cours, d'une durée de trois semaines, visaient surtout à favoriser des échanges de vues, à la fois sur les divers aspects de la politique commerciale et sur des problèmes commerciaux d'ordre pratique propres au pays où le cours avait lieu. Le programme comprenait donc des activités théoriques et pratiques mais les problèmes étaient envisagés en fonction de situations concrètes et de faits, et l'on avait prévu des déplacements et des entretiens avec des personnes s'occupant effectivement de la production et de la commercialisation de produits destinés à l'exportation.

*Stage de formation de spécialistes en politique
de développement communautaire*

135. Conformément à une recommandation du Cycle d'études sur le développement communautaire tenu à Addis-Abéba en septembre 1959, et dans le cadre des projets hautement prioritaires inscrits au programme de travail pour 1962-1963, le second stage de formation de spécialistes en politique de développement communautaire a eu lieu à Tunis du 26 novembre au 21 décembre 1962. Ce stage était surtout organisé à l'intention des pays arabes du nord de l'Afrique, de langue anglaise ou française, mais des spécialistes d'Ethiopie et de Somalie y ont également pris part. Il groupait au total 23 participants. Comme le stage précédemment organisé à Dakar en novembre 1961 pour les pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale, il était consacré à la formation de spécialistes du développement communautaire de rang administratif élevé appelés à jouer le rôle de conseillers, de directeurs ou de planificateurs dans leurs propres pays, conformément au désir exprimé par les Etats membres de la Commission qui voient dans le développement communautaire l'un des moyens les plus propres à stimuler l'intérêt des individus et à les intégrer toujours davantage dans la vie nationale. Un troisième stage de formation est prévu pour 1963 à l'intention des ressortissants de l'Afrique de l'Est.

Stage de formation organisé à l'intention des fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest

136. Pour donner suite à une recommandation du Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale réuni à Dakar en octobre 1961, le secrétariat s'est chargé

d'organiser un stage de formation pour les fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest, qui a eu lieu à Lagos (Nigéria) du 2 octobre au 24 novembre 1962. On espère qu'il sera le premier d'une série de stages du même genre destinés à accroître et entretenir la compétence des fonctionnaires de niveau intermédiaire des administrations douanières et, par conséquent, à faciliter les relations commerciales entre les pays de la sous-région, susciter un esprit sous-régional chez ces fonctionnaires et en même temps encourager les fonctionnaires de pays voisins à collaborer entre eux.

137. Dix-sept stagiaires venus de quatre pays d'Afrique de l'Ouest ont suivi ce stage. La plupart occupaient dans leurs administrations nationales des postes de responsabilité; ils avaient généralement une formation universitaire qui leur permettait de bénéficier d'un cours de niveau supérieur.

138. Le programme de stage de formation portait sur l'ensemble des activités douanières. On a commencé par donner une vue générale du problème pour toute l'Afrique de l'Ouest, les sujets d'étude étant la géographie économique, les problèmes d'administration douanière intéressant la sous-région et les accords bilatéraux entre pays voisins sur les questions douanières. Le programme comportait ensuite l'étude d'autres sujets techniques du domaine douanier: politique de taxation, nomenclatures douanières, législation, organisation, régimes divers, questions financières, technologie et mesures contre la contrebande. Les exposés étaient coupés d'échanges de vues, d'examens critiques et de démonstrations pratiques. Enfin, à la demande de la Nigéria, pays hôte, une courte partie du stage a été consacrée aux techniques modernes d'administration.

139. Le Directeur du stage a été désigné par le secrétariat, qui s'est aussi chargé d'une partie des cours, ainsi que des arrangements administratifs. Les fonctionnaires du pays hôte étaient chargés de donner les autres cours. Un rapport détaillé (E/CN.14/226) a été présenté à la Commission, lors de sa cinquième session.

Formation en cours d'emploi

140. Pendant l'année considérée, on a pris de nouvelles dispositions pour faire bénéficier des économistes africains d'une formation en cours d'emploi au sein de l'Organisation des Nations Unies. En plus du programme principal de formation d'économistes africains au Siège de l'ONU, le Secrétaire exécutif a pris les mesures nécessaires pour que trois stagiaires soient attachés à la CEE pendant l'année 1962; en outre, il a inauguré au siège de la Commission un programme de formation en cours d'emploi au titre duquel deux stagiaires acquièrent actuellement une expérience précieuse pour leur activité future.

141. Des plans précis ont été établis pour donner une extension considérable à ce programme. Fait important, un fonctionnaire à plein temps responsable du service de formation des cadres a été attaché au Cabinet du Secrétaire exécutif. On compte aussi, à partir du programme de formation pour 1963-1964, sur une aide financière de la Direction des opérations d'assistance

technique. Les secrétariats de la CEE et de la CEAEO se sont déclarés prêts à accueillir un plus grand nombre de stagiaires de la région africaine au cours de l'année prochaine. En conséquence, le Secrétaire exécutif a invité les gouvernements des Etats membres et des membres associés à désigner des candidats à cette formation en cours d'emploi qui sera donnée au siège de la Commission de la CEE ou de la CEAEO.

C. — Relations avec les institutions spécialisées et d'autres organisations

INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Organisation internationale du Travail (OIT)

142. L'Organisation internationale du Travail a apporté une contribution précieuse au secrétariat. Elle a notamment aidé dans une large mesure le conseiller régional de la Commission sur les questions de politique sociale au cours de la rédaction d'un chapitre sur les conditions sociales en Afrique destiné au *Rapport sur la situation sociale dans le monde, 1963*. Le statisticien régional de l'OIT en Afrique a rendu visite au secrétariat afin de coordonner des politiques et des programmes de travail communs avec la Division de statistique; il a également donné des cours sur les statistiques de la main-d'œuvre aux centres de formation statistique d'Addis-Abéba et d'Achimota, au Ghana. La Commission et l'OIT ont organisé conjointement le Cycle d'études sur l'urbanisation qui a eu lieu à Addis-Abéba du 25 avril au 5 mai 1962; l'OIT était représentée à la réunion du Groupe de travail plénier du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement et de planification économiques, à celle du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles, au Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique et au Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

143. Le secrétariat entretient d'étroites relations de travail avec la FAO, par l'intermédiaire de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture, créée en 1959 conformément à l'accord intervenu entre le Secrétaire exécutif et le Directeur général de la FAO. Cette collaboration a revêtu des formes diverses. La FAO et la Commission ont décidé d'organiser conjointement le Centre de perfectionnement du crédit agricole qui a eu lieu à Addis-Abéba en mai 1962. La Division mixte était également représentée à la première Conférence de la FAO sur la planification du développement agricole en Afrique, qui s'est tenue à Tunis en novembre 1962. La FAO a rédigé, pour la cinquième session de la Commission, des documents sur la situation alimentaire et agricole en Afrique (E/CN.14/181) et sur la lutte contre le criquet pèlerin (E/CN.14/199 et Add.1).

144. Des dispositions ont été prises conjointement pour fixer la rémunération et les frais de voyage d'un consultant chargé d'étudier les aspects économiques et

sociaux de projets d'irrigation en Afrique. Au siège de la FAO, un consultant de la Commission se consacre, en collaboration avec la Division des forêts et produits forestiers de la FAO, à l'étude des tendances et des perspectives du bois en Afrique (projet 31-10). La Division des produits de la FAO a contribué à l'élaboration de plusieurs études de produits, destinées à la réunion sur la stabilisation des prix qui s'est tenue à Lagos en 1962.

145. Le spécialiste du développement rural affecté auprès de la Division mixte en 1961 pour étudier les questions relatives au crédit rural et à la vulgarisation a été transféré au cours de l'année; il doit toutefois être remplacé prochainement par un autre fonctionnaire spécialiste de ces questions. En 1962, la FAO a créé dans la Division mixte un poste permanent de spécialiste de la commercialisation.

146. La Commission est restée en contact avec les bureaux régionaux de la FAO pour l'Afrique et le Proche-Orient. Le Directeur de la Division mixte a assisté à des réunions organisées à Rome, en janvier 1962, pour donner des instructions aux représentants de la FAO dans divers pays.

147. La collaboration s'est poursuivie entre la Commission et la FAO dans le domaine des statistiques agricoles. Le statisticien régional de la FAO pour l'Afrique, qui travaille au siège de la Commission, a donné des cours au centre de formation statistique de la Commission à Addis-Abéba. Les conseillers régionaux sur les questions de statistiques nommés respectivement par la Commission et la FAO entretiennent d'étroites relations de travail pour l'organisation des missions et la fourniture directe de services consultatifs. Des négociations ont eu lieu entre la Commission et la FAO pour organiser conjointement, en 1963, une réunion consacrée à des enquêtes sur la consommation alimentaire.

148. Les statisticiens de l'assistance technique détachés par la FAO auprès des gouvernements africains collaborent également aux enquêtes sur le terrain effectuées pour l'étude des tendances et des perspectives du bois qui comprend des sondages individuels dans les ménages.

149. Le 22 juin 1962, la FAO a convoqué à Tunis la première session de la Commission de la statistique agricole pour l'Afrique, à laquelle la Commission a envoyé un observateur. Cette commission a un caractère permanent. Elle pose donc des problèmes de coordination afin d'éviter des chevauchements d'activités et des doubles emplois avec la Conférence des statisticiens africains; la Division de la statistique de la FAO et le secrétariat étudient actuellement la question. La Commission sera informée du résultat des discussions lors de sa sixième session.

150. La FAO était représentée à un certain nombre de réunions organisées par la Commission, notamment à celle du Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale, au Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique, à la réunion du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles et au Cycle d'études sur les problèmes administratifs

urgents des gouvernements africains; elle a également pris part aux discussions sur la création d'un institut africain de développement et de planification économiques.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

151. La Commission a entretenu d'étroites relations de travail avec l'UNESCO. Une Conférence des ministres africains de l'éducation s'est tenue à Paris en mars 1962 sous les auspices de la CEA et de l'UNESCO. Depuis lors, cette collaboration s'est poursuivie pour la mise en œuvre des mesures préconisées par la conférence en question. L'UNESCO a également été associée à l'organisation du Cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique et a pris part aux travaux d'un certain nombre de réunions de la Commission, notamment celles du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement et de planification économiques, du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles, du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains et du Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique. L'UNESCO a également détaché du personnel de mission pour enseigner dans les centres de formation statistique de la Commission.

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)

152. L'OACI a envoyé un représentant au Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains. Elle a également envoyé un représentant à la Conférence des transports d'Afrique orientale (Addis-Abéba, 29 octobre - 9 novembre 1962).

Organisation mondiale de la santé (OMS)

153. Des représentants de la Commission et de l'OMS ont examiné en détail la possibilité de prévoir des consultations afin d'organiser une enquête sur les cas de tuberculose à Addis-Abéba et d'exploiter les données statistiques qui en découleraient. Ils ont pris toutes les mesures nécessaires à cet effet. Le statisticien régional de l'OMS pour le Proche-Orient est venu à Addis-Abéba pour des consultations et il a donné des cours au centre de formation statistique. L'OMS a participé à l'organisation du Cycle d'études sur l'urbanisation; en outre, elle a pris part aux réunions suivantes: Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale, réunions du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement et de planification économiques, du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles et du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.

Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et Banque interaméricaine de développement

154. Le Comité chargé de la question de l'établissement d'une banque africaine de développement a reçu

une aide utile de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement et de la Banque interaméricaine de développement. Un fonctionnaire, détaché par la BIRD, a collaboré, comme consultant, aux travaux relatifs à la création de la banque, et des fonctionnaires de la Banque interaméricaine de développement ont participé en qualité d'observateurs à la première session du Comité et à la seconde session de son sous-comité. L'un des groupes créés par le Comité pour consulter les gouvernements et les institutions de pays non africains a organisé des entretiens avec des fonctionnaires de la BIRD et de la Banque interaméricaine de développement, lors de sa visite à Washington.

AUTRES ORGANES DES NATIONS UNIES

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE)

155. Le secrétariat a collaboré étroitement avec le FISE en aidant un certain nombre de pays dans la planification et la formulation de projets de protection sociale pour lesquels le FISE fournit une assistance. De son côté, le FISE a envoyé des représentants au Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale.

Fonds spécial

156. Les relations de travail avec le Fonds spécial ont consisté essentiellement à évaluer des projets de financement dans la région présentés par le Fonds spécial et à formuler des observations à leur sujet.

Programme alimentaire mondial

157. La Commission a commencé à participer au Programme alimentaire mondial en août 1962, date à laquelle un membre de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture s'est joint à une mission en Somalie et au Tanganyika chargée d'examiner quels étaient les projets qui permettraient d'utiliser les excédents alimentaires afin de développer l'économie, d'améliorer le niveau de nutrition des populations et de distribuer des secours d'urgence⁵.

ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

158. Conformément au paragraphe 13 de son mandat, la Commission s'est maintenue en liaison étroite avec la Conférence des Etats africains indépendants, le Comité économique de la Ligue des Etats arabes, la Commission de coopération technique en Afrique (CCTA) et l'Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE) à l'échelon des secrétariats. Les relations de travail entre la Commission de coopération technique en Afrique et l'Organisation africaine et malgache de coopération économique se sont développées de façon notable. De plus en plus, des représentants des gouvernements de ces organisations et des représentants du secrétariat de la Commission assistent aux réunions

⁵ Au sujet du Programme alimentaire mondial, voir également E/CN.14/195.

convoquées par l'une ou par l'autre de ces organisations. De hauts fonctionnaires des secrétariats ont examiné à fond les moyens d'éviter tout double emploi éventuel et de collaborer de façon efficace à l'exécution des programmes de travail de la CEA, de la CCTA et de l'OAMCE. Une réunion entre le Secrétaire exécutif et les secrétaires généraux de la CCTA et de l'OAMCE, qui doit avoir lieu dans un proche avenir, permettra sans doute d'adopter de nouvelles mesures de collaboration et de coordination. Il convient de noter que, si l'on veut que la collaboration entre la Commission et les autres organisations intergouvernementales soit vraiment efficace, il ne suffit pas que leurs secrétariats entretiennent des relations étroites de travail; il faut aussi que les gouvernements des Etats membres fassent résolument des efforts dans ce sens.

Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce/Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (CIOIC/GATT)

159. Avec l'assistance du secrétariat du GATT, deux cours de formation sur les questions de commerce extérieur et de politique commerciale ont été organisés en 1962, l'un à Dakar pour les fonctionnaires d'expression française, l'autre à Dar es-Salam pour ceux d'expression anglaise. Le secrétariat du GATT a également rédigé un document sur la formation en matière de politique commerciale à l'intention de la première session du Comité permanent du commerce.

Communauté économique européenne

160. Une collaboration de plus en plus étroite s'est instaurée au cours de l'année considérée entre le secrétariat de la Commission et le personnel de la Communauté économique européenne, en raison de l'intérêt croissant que suscite l'influence de la Communauté sur le développement économique et le commerce africains. Le secrétariat et la Communauté ont également collaboré à des programmes de formation destinés à des économistes et à des statisticiens africains.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Chambre de commerce internationale

161. La Chambre de commerce internationale a rédigé l'un des documents d'information à l'intention de la première session du Comité permanent du commerce, qui expose les problèmes d'actualité soulevés par les foires et les expositions commerciales internationales.

Union internationale des villes et pouvoirs locaux

162. L'Union a envoyé un représentant au Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.

DEUXIÈME PARTIE

CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION

A. — Participation aux séances et organisation des travaux

SÉANCE D'OUVERTURE

163. La cinquième session s'est ouverte le 18 février 1963 au Palais de la Nation à Léopoldville (Congo) par un message de S. E. M. Kasa-Vubu, président de la République, un message de U Thant, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, une déclaration de M. Philippe de Seynes, sous-secrétaire aux affaires économiques et sociales, et une déclaration de M. R. Gardiner, secrétaire exécutif de la Commission.

MEMBRES ET PARTICIPANTS AUX SÉANCES

164. Des représentants des membres de la Commission, énumérés ci-après, ont participé aux travaux de la session: Algérie, Burundi, Cameroun, Congo (Brazzaville), Congo (Léopoldville), Dahomey, Ethiopie, Espagne, France, Gabon, Ghana, Guinée, Libéria, Libye, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, République arabe unie, République centra-

fricaine, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Tanganyika, Tchad, Togo et Tunisie. La Côte-d'Ivoire, la Haute-Volta, le Portugal et la République sud-africaine n'étaient pas représentés.

165. Parmi les membres associés, le Bassoutoland, le Betchouanaland, la Gambie, le Kenya et Zanzibar étaient représentés. La Fédération de Rhodésie et du Nyassaland et le Souaziland n'étaient pas représentés.

166. Des observateurs des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies énumérés ci-après, qui ne sont pas membres de la Commission, ont assisté à la cinquième session: Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chine, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, Grèce, Hongrie, Israël, Japon, Liban, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie, Union des Républiques socialistes soviétiques et Yougoslavie. Des observateurs de la Chine, des Etats-Unis d'Amérique, de la Hongrie, de l'Inde, d'Israël, du Liban, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de l'URSS et de la Yougoslavie ont participé aux débats, conformément au paragraphe 10 du mandat de la Commission.

167. Des observateurs de la République fédérale d'Allemagne et de la Confédération suisse étaient présents.

168. Conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission, les institutions spécialisées suivantes étaient représentées à la session: Organisation internationale du Travail (OIT), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), Organisation mondiale de la santé (OMS), Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), Fonds monétaire international (FMI), Organisation météorologique mondiale (OMM) et Union internationale des télécommunications (UIT). Un représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a également assisté à la session.

169. Le Bureau de l'assistance technique (BAT) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) étaient aussi représentés à la session.

170. Conformément au paragraphe 11 du mandat de la Commission, des observateurs des organisations intergouvernementales suivantes étaient présents: Commission de coopération technique en Afrique (CCTA), Commission intérimaire de l'Organisation internationale du commerce/Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (CIOIC/GATT), Organisation africaine et malgache de coopération économique (OAMCE).

171. Conformément au paragraphe 14 du mandat de la Commission, les organisations non gouvernementales suivantes étaient représentées: Chambre de commerce internationale, Confédération internationale des syndicats libres, Fédération internationale des syndicats chrétiens, Fédération syndicale mondiale, Organisation internationale des employeurs, Union catholique internationale de service social, Conseil international des femmes, Fédération routière internationale, Union internationale des transports routiers, Ligue des sociétés de la Croix-Rouge, Fédération mondiale des anciens combattants, Union mondiale des organisations féminines catholiques, Fédération internationale des femmes juristes.

172. La liste des représentants et des observateurs figure à l'annexe I du présent rapport.

POUVOIRS

173. Les pouvoirs des représentants ont été examinés par le Président et le Vice-Président, conformément à l'article 13 du règlement intérieur, et trouvés en bonne et due forme.

ELECTION DU BUREAU

174. Conformément à l'article 14 de son règlement intérieur, la Commission a élu son bureau le 19 février 1963, à sa 83^e séance. A l'unanimité, elle a élu président M. Jacques Massa, Congo (Léopoldville), premier vice-président et président du Comité économique M. Paul Bomani (Tanganyika) et deuxième vice-président et président du Comité social M. Louis Kandé (Sénégal).

ORGANISATION DES TRAVAUX

175. Conformément à la procédure adoptée lors des trois précédentes sessions de la Commission, un comité composé des représentants des membres et membres associés a été convoqué pour examiner le projet de programme de travail qui serait présenté à la cinquième session. Ce comité a tenu sa première séance le mercredi 13 février au Palais de la Nation à Léopoldville. Il a tenu en tout six séances et a terminé ses travaux le 16 février. M. Doukkali Ahmed (Maroc) a été élu président à l'unanimité et M. Jean-Pierre Simba (Congo) [Léopoldville] vice-président. Les conclusions auxquelles le Comité a abouti sont énoncées dans le rapport qu'il a adopté à sa dernière séance (E/CN.14/231).

176. Conformément aux dispositions de sa résolution 62 (IV), la Commission a institué deux comités pléniers: le Comité économique et le Comité social, qui ont examiné les points de l'ordre du jour indiqués au paragraphe 179. Le premier Vice-Président et le deuxième Vice-Président ont cumulé les fonctions de Président du Comité économique et de Président du Comité social respectivement. Le Comité économique a élu M. Lissouba (Congo) [Brazzaville] vice-président et M. Doukkali Ahmed (Maroc) rapporteur. Il a également élu son propre comité de rédaction, composé des membres suivants: Congo (Brazzaville), Dahomey, Kenya et Zanzibar, Madagascar, Maroc et Nigéria. Le Comité social a élu M. Aidi Boufeldja (Algérie) vice-président et M. Wright (Sierra Leone) rapporteur. Son comité de rédaction se composait des membres suivants: Ghana, Niger, Sénégal, Soudan et Tchad; la présidence en a été confiée au rapporteur (Sierra Leone). Le Comité économique et le Comité social ont présenté à la Commission des rapports contenant un résumé de leurs débats et leurs recommandations; ces rapports, approuvés par la Commission, font partie intégrante du présent rapport.

177. A sa 91^e séance, sur la proposition du Président, la Commission a décidé que la composition de son comité de rédaction serait la suivante: Algérie, Congo (Léopoldville), Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Kenya et Zanzibar, Libéria, Mali, Maroc, Nigéria, République arabe unie, Sénégal, Tanganyika et Tunisie. Pour que les membres du Comité de rédaction ne se trouvent pas surchargés, il a été décidé que le quorum serait constitué par cinq membres.

B. — Ordre du jour

178. La Commission a examiné l'ordre du jour provisoire révisé préparé par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/176/Rev.2). Après un échange de vues au cours duquel quelques amendements ont été présentés, elle a, à sa 83^e séance, adopté l'ordre du jour ci-après:

1. Discours d'ouverture.
2. Election du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Organisation des travaux de la session (E/CN.14/185).
5. Membres et membres associés de la Commission:
 - a) Accueil des nouveaux membres;

- b) Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 42 (IV) [E/CN.14/178 et Add.1];
 - c) Suite donnée par le Conseil économique et social aux projets de résolution adoptés par la Commission à sa quatrième session (E/CN.14/183).
6. Situation et tendances économiques et sociales en Afrique:
- a) Rapport du Secrétaire exécutif sur les travaux du secrétariat entre la quatrième et la cinquième session de la Commission (E/CN.14/179 et Corr.2 et Add.1);
 - b) *Bulletin économique pour l'Afrique*, vol. III, n° 1, partie A: tendances économiques actuelles (E/CN.14/202 et Corr.1);
 - c) La situation alimentaire et agricole en Afrique (E/CN.14/181 et Corr.1).
7. Institut africain de développement et de planification économiques:
- a) Rapport de la première réunion du Comité permanent d'orientation pour l'Institut africain de développement et de planification économiques (E/CN.14/172);
 - b) Rapport sur l'état d'avancement de l'établissement de l'Institut africain de développement et de planification économiques (E/CN.14/203).
8. Banque africaine de développement:
- Rapport sur les progrès vers la création d'une banque africaine de développement (E/CN.14/204 et Add.1).
9. Développement économique et social:
- a) Aspects généraux des principes et de la programmation du développement:
 - i) *Bulletin économique pour l'Afrique*, vol. II, n° 2 (E/CN.14/171);
 - ii) *Bulletin économique pour l'Afrique*, vol. III, n° 1, partie B (E/CN.14/202 et Corr.1);
 - iii) Rapport de la réunion d'experts sur la planification économique intégrale (E/CN.14/182);
 - b) Administration publique: rapport du cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180);
 - c) Aspects sociaux du développement économique, du développement communautaire et de la protection sociale:
 - i) Rapport du cycle d'études des Nations Unies sur les problèmes de population en Afrique (E/CN.14/186);
 - ii) Rapport du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire sur les travaux de sa deuxième session (E/CN.14/187 et Corr.1 et Add.1);
 - iii) Rapport sur les activités du développement communautaire de la Commission économique pour l'Afrique en 1962 (E/CN.14/188);
 - iv) Rapport du colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale (E/CN.14/169);
 - v) Les dépenses publiques et la discrimination raciale (E/CN.14/189);
 - vi) Développement de l'enseignement en Afrique; mise en œuvre du plan d'Addis-Abéba (E/CN.14/208);
 - d) Logement, urbanisme et urbanisation:
 - i) Rapport du cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique (E/CN.14/170 et Add.1);
 - ii) Rapport de la réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique (E/CN.14/191);
 - e) Ressources industrielles de développement industriel: rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles (E/CN.14/192 et Corr.1 et Add.1);
- f) Transports et communications:
- i) Rapport de la Conférence des transports d'Afrique orientale (E/CN.14/193);
 - ii) Rapport sur d'autres activités relatives aux transports (E/CN.14/194 et Add.1);
- g) Problèmes agricoles:
- i) Programme alimentaire mondial: rapport à la Commission économique pour l'Afrique (E/CN.14/195);
 - ii) Rapport d'activité sur l'étude des tendances du bois en Afrique (E/CN.14/197 et Add.1);
 - iii) Rapport d'activité sur l'amélioration de la production animale (E/CN.14/198);
 - iv) Rapport sur la lutte contre le criquet pèlerin (E/CN.14/199 et Add.1);
 - v) Rapport sur le Centre FAO/CEA de perfectionnement du crédit agricole en Afrique (E/CN.14/200);
 - vi) Rapport résumé sur les programmes d'irrigation en Afrique (E/CN.14/201).
10. Problèmes monétaires, financiers, de commerce extérieur et de produits de base:
- a) Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174 et Corr.1 et Add.1 et 2);
 - b) Rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base (E/CN.14/205);
 - c) Rapport du Groupe d'experts du trafic de transit en Afrique de l'Ouest (E/CN.14/206 et Add.1);
 - d) Document d'information sur l'évolution récente des groupements économiques de l'Europe occidentale (E/CN.14/207);
 - e) Note sur la résolution 57 (VI) de la Commission (E/CN.14/190).
11. Assistance internationale à l'Afrique:
- a) Assistance économique internationale à l'Afrique (E/CN.14/209);
 - b) Document d'information sur l'assistance technique aux pays et territoires de la région de la CEA au titre du Programme élargi et du programme ordinaire (E/CN.14/210);
 - c) Banque internationale pour la reconstruction et le développement: activités d'assistance technique en Afrique, 1961-1962 (E/CN.14/211);
 - d) Activités d'assistance technique du Fonds monétaire international en Afrique (E/CN.14/212);
 - e) Contribution du FISE aux projets d'hygiène et de protection de l'enfance en Afrique (E/CN.14/213);
 - f) Document d'information sur les activités du Fonds spécial en Afrique (E/CN.14/214 et Add.1);
 - g) Organisation météorologique mondiale: activités d'assistance technique en Afrique (E/CN.14/215);
 - h) Activités de l'Union internationale des télécommunications en matière d'assistance technique en Afrique au cours de l'année 1962 (E/CN.14/216);
 - i) Organisation mondiale de la santé: activités internationales d'assistance en Afrique (E/CN.14/217);
 - j) L'énergie atomique en Afrique (E/CN.14/196).
12. Statistiques:
- a) Note sur le développement statistique (E/CN.14/219);
 - b) Rapport sur les consultations régionales de 1962 (E/CN.14/220);

- c) Rapport du Groupe de travail sur l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains (E/CN.14/221);
 - d) Rapport du colloque sur les statistiques industrielles (E/CN.14/173).
13. Formation:
- a) Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques (E/CN.14/222);
 - b) Formation en cours d'emploi (E/CN.14/223);
 - c) Rapport sur les centres de formation statistique (E/CN.14/224);
 - d) Rapport sur le stage de formation en politique de développement communautaire (E/CN.14/225 et Add.1);
 - e) Rapport sur le stage de formation organisé à l'intention des fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest (E/CN.14/226).
 - f) Le rôle de l'UNESCO en matière de formation pour l'administration publique (E/CN.14/218).
14. Application des décisions sur la décentralisation des activités de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et le renforcement des commissions économiques régionales:
- a) Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises par le Secrétaire général pour appliquer la résolution 50 (IV) (E/CN.14/227);
 - b) Rapport sur les bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique (E/CN.14/228).
15. Problème de personnel de la Commission économique pour l'Afrique.
16. Programme de travail et priorités:
- a) Programme de travail et priorités pour 1963-1964 (E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1, 2 et 3);
 - b) Rapport du Comité du programme de travail et des priorités (E/CN.14/231);
 - c) Résolutions et décisions intéressant la Commission adoptées par le Conseil économique et social à ses trente-troisième et trente-quatrième sessions, à la reprise de sa trente-quatrième session et par l'Assemblée générale à sa dix-septième session (E/CN.14/232 et Add.1 et Add.1/Corr.1);
 - d) Note du Secrétaire exécutif sur le contrôle et la limitation de la documentation (E/CN.14/184);
 - e) Comités permanents (E/CN.14/177).
17. Date et lieu de la sixième session.
18. Rapport annuel au Conseil économique et social.

179. Il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient répartis comme suit:

Séances plénières: points 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 11, 16, 17 et 18;

Comité I (Questions économiques): points 9, a, e, f et g, 10 et 12;

Comité II (Questions sociales et autres questions): points 9, b, c et d, 13, 14 et 15.

C. — Compte rendu des débats

180. Dans son allocution inaugurale, M. Kasa-Vubu, président de la République du Congo, a souhaité la bienvenue à tous les participants et exprimé sa satisfac-

tion de voir la cinquième session de la Commission se tenir à Léopoldville. Il a déclaré que l'acceptation par la Commission de l'invitation de son pays constituait en soi un acte de foi dans sa lutte pour l'unité et la paix. La session s'ouvrait au moment de la réunification du Congo et c'était un bon présage pour l'avenir. Il a remercié les divers gouvernements qui avaient exposé leurs fils en envoyant des forces armées pour participer à la lutte du Congo et il a également adressé ses remerciements à l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées pour leur assistance concertée au Gouvernement congolais. Il a exprimé tout particulièrement sa gratitude à M. R. Gardiner, qui, durant l'année écoulée, avait rempli avec un inlassable dévouement à la fois les fonctions de chef de l'Opération des Nations Unies au Congo et de secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique. Par sa situation géographique au cœur de l'Afrique, le Congo pourrait servir de point de convergence des efforts de tous les pays africains œuvrant ensemble pour le bien-être du continent. Parlant des travaux de la Commission, le président Kasa-Vubu a noté avec satisfaction les progrès accomplis dans la voie de l'établissement d'une banque africaine de développement et d'un institut africain de développement et de planification économiques à Dakar. Il a terminé en souhaitant la pleine réussite de la session au cours de laquelle tout serait mis en œuvre pour le bien-être du continent africain tout entier.

181. Le Président provisoire, M. Oumar Baba Diarra (Mali), a remercié le président Kasa-Vubu d'avoir ouvert lui-même la session malgré ses nombreuses obligations. Il a souhaité la bienvenue aux représentants et a émis le vœu qu'ils travaillent dans un esprit d'unité et d'harmonie pour l'Afrique et les Africains. Les représentants n'avaient pas à soutenir une cause personnelle; ils étaient chargés de promouvoir les intérêts de leur pays en tant que partie intégrante des intérêts du continent africain tout entier. La décision de tenir la cinquième session à Léopoldville avait été sage et si toutes les voix dissidentes se taisaient le continent africain serait sûr de triompher dans sa lutte pour une collaboration fructueuse et pour la paix entre ses Etats.

182. M. de Seynes, sous-secrétaire aux affaires économiques et sociales, a remercié le Gouvernement du Congo de recevoir la Commission à l'occasion de sa cinquième session et d'avoir accompli le miracle d'être prêt pour la date d'ouverture. Il a également exprimé ses remerciements au Président du Sénat et au Président de la Chambre des représentants pour leur collaboration aux préparatifs et pour avoir bien voulu accepter que la réunion se tienne au Palais de la Nation. Il a ensuite donné lecture d'un message de U Thant, secrétaire général, exprimant son regret de ne pouvoir être présent et souhaitant à la Commission plein succès dans ses travaux. Dans ce message, U Thant rappelait que, depuis la quatrième session de la Commission, quatre Etats africains avaient accédé à l'indépendance, de sorte que le nombre des Etats Membres de l'Organisation mondiale travaillant en partenaires égaux avait été porté à 110. La Commission économique pour l'Afrique, la plus récente des commissions régionales, avait été gênée dans son activité par des difficultés de recrutement. Depuis

l'année dernière, elle était privée des services de son secrétaire exécutif qui avait exercé les fonctions de chef des opérations des Nations Unies au Congo avec un rare mélange d'intelligence, de dévouement et de patience. On pouvait espérer que sous peu il pourrait reprendre ses activités de secrétaire exécutif de la Commission et qu'un secrétaire exécutif adjoint africain serait nommé. Grâce à l'imagination et aux efforts de ceux qui avaient eu à s'occuper de ses travaux, la Commission avait pu renforcer ses cadres et élargir son programme. Il convenait de noter spécialement la création de la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles et les projets de création de la banque africaine de développement et de l'institut de développement et de planification économiques à Dakar. En conclusion, le Secrétaire général disait dans son message que la construction d'un monde dont la misère et la crainte seraient bannies était une tâche collective à laquelle les Africains et les autres peuples du monde seraient appelés à contribuer; si la vitalité et les aspirations des nouvelles nations étaient alliées à l'expérience et aux connaissances techniques des pays économiquement développés, on pourrait envisager l'avenir avec optimisme.

183. Après avoir souhaité la bienvenue aux représentants, M. Gardiner, secrétaire exécutif de la Commission, a félicité les délégations de l'Algérie, du Burundi, de l'Ouganda et du Rwanda, qui participaient pour la première fois à la session en qualité de membres de la Commission. Il a remercié également le Gouvernement du Congo de son hospitalité et a rappelé qu'en accueillant la cinquième session ce gouvernement lui donnait l'occasion, en sa qualité de secrétaire exécutif, de rétablir le contact avec son personnel.

184. La Commission avait déployé ses efforts à la fois dans le domaine de l'agriculture, à laquelle se consacraient encore la plupart des peuples africains, et dans d'autres domaines où les programmes d'ordre économique et d'ordre social allaient de pair. Dans le domaine de l'industrie, chaque Etat africain devait, en collaboration avec ses voisins, s'attacher à développer son potentiel industriel, ce qui faisait ressortir le rôle que seule la Commission pouvait remplir et qui consisterait à canaliser l'assistance multilatérale et à harmoniser l'assistance bilatérale entre les Etats. M. Gardiner a mentionné particulièrement deux projets à long terme, entrepris récemment par la Commission en collaboration avec les institutions apparentées aux Nations Unies, à savoir, la création de l'institut du développement et de planification économiques à Dakar et celle de la banque africaine de développement.

185. Evoquant la situation en matière de recrutement du personnel, le Secrétaire exécutif a souligné que l'effectif des administrateurs avait été porté à 85, dont près de la moitié étaient africains. L'africanisation de la Commission était une preuve que les Africains progressaient en savoir-faire et en expérience, mais l'expansion de la Commission pourrait être accélérée si l'on faisait appel aux expériences les plus diverses empruntées à toutes les parties du monde.

186. Le Secrétaire exécutif a rappelé que les institu-

tions spécialisées étaient en mesure d'offrir aux pays africains une assistance technique d'une grande diversité, et cela avec l'aide des représentants permanents des Nations Unies qui travaillaient en étroite collaboration avec la Commission. En terminant, le Secrétaire exécutif a exprimé l'espoir qu'au cours de la cinquième session la Commission concentrerait son attention sur les problèmes d'ordre pratique, problèmes qu'il faudrait résoudre pour que les peuples africains s'engagent vers l'avenir qu'ils avaient mérité et pouvaient se donner.

187. Le Président provisoire a ensuite donné lecture de messages de vœux du Premier Ministre de la Fédération de la Nigéria, du Président du Conseil de l'URSS, du Président des Etats-Unis d'Amérique et du Président de la République algérienne démocratique et populaire.

188. Un projet de résolution a été adopté à l'unanimité [voir résolution 67 (V); voir 3^e partie du présent rapport], aux termes duquel la Commission exprimait sa gratitude au Président et au Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville) pour les efforts et les sacrifices qu'ils avaient consentis en vue de l'organisation de la cinquième session, et présentait des félicitations particulières au Président de la République pour le message empreint de qualités d'homme d'Etat qu'il avait prononcé à l'ouverture de la session.

189. Ayant exercé la présidence l'année précédente, le Président provisoire s'est déclaré très optimiste quant aux perspectives de la cinquième session. Il s'est félicité de la bonne volonté et de l'esprit de coopération qui régnaient parmi les délégations africaines dont les membres avaient toujours été guidés par un idéal commun: l'intérêt de l'Afrique. L'esprit d'unité avait progressé du stade de la spéculation à celui de l'action positive. La conférence des chefs d'Etats africains, qui devait se réunir prochainement à Addis-Abéba, ne pouvait être que le présage du développement d'organisations africaines communes et de l'établissement de normes communes pour l'ensemble du continent. Il a comparé la session à un lever de rideau sur cette conférence dont le succès dépendait dans une large mesure du travail accompli par les participants à la cinquième session. La Commission, qui avait l'avantage de rassembler tous les Etats africains indépendants ou non, devrait se montrer à la hauteur de ses responsabilités. En tant que commission économique, sa tâche était de trouver des solutions aux problèmes du développement rapide et harmonieux d'un continent qui n'avait déjà que trop longtemps attendu. L'indépendance n'était qu'un moyen de répondre à l'attente des peuples africains et l'objectif visé ne serait atteint que par une coopération interafricaine et une coopération internationale plus large.

190. En terminant, le Président provisoire a souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de la Commission, dont le nombre est passé, en cinq ans, de 15 à 34. Il a formé le vœu que toutes les nations africaines puissent un jour faire partie de la Commission à titre d'Etats indépendants et adressé un appel aux puissances métropolitaines pour qu'elles accélèrent le processus de décolonisation des territoires encore sous leur dépendance. Il a remercié le Gouvernement de la République du Congo d'avoir reçu la Commission et le secrétariat, pour les

grands efforts qu'il a dû déployer afin d'organiser la session à Léopoldville en dépit de nombreuses difficultés. Enfin, il a félicité le Président de la cinquième session, à qui il a adressé ses vœux de réussite, vœux qu'il a étendus aussi aux autres membres du bureau.

MEMBRES ET MEMBRES ASSOCIÉS DE LA COMMISSION

(Point 5 de l'ordre du jour)

191. La Commission a accueilli l'Algérie, le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda en qualité de membres et elle a donné suite à la demande présentée par le Royaume-Uni pour que la qualité de membre associé soit accordée à l'île Maurice, et à celle de l'Espagne pour que cette qualité soit accordée à l'île de Fernando Poo et au Rio Muni. Elle a aussi souhaité la bienvenue à la Confédération suisse, que le Conseil économique et social a admise, sur sa demande, à participer aux sessions de la Commission en qualité d'observateur.

192. La Commission était saisie de deux documents préparés par le secrétariat, à savoir le rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de sa résolution 42 (IV) [E/CN.14/178 et Add.1] et un rapport sur la suite donnée par le Conseil économique et social aux projets de résolution adoptés par la Commission à sa quatrième session (E/CN.14/183).

193. Dans son exposé d'introduction, le Secrétaire exécutif a signalé que, conformément aux instructions énoncées dans la résolution 42 (IV), il avait saisi à nouveau de la question les puissances responsables de territoires non autonomes en vue de l'application de la résolution 24 (III). Il avait adressé une communication aux Gouvernements de l'Afrique du Sud, de la Belgique, de l'Espagne, de la France, du Portugal et du Royaume-Uni. Comme il l'avait précisé dans son rapport (E/CN.14/178 et Add.1), il avait reçu des réponses de la France et du Royaume-Uni; la Belgique, d'autre part, n'assumait plus aucune responsabilité territoriale en Afrique. Quant à l'Espagne, elle avait saisi le Conseil économique et social d'un mémorandum dans lequel elle se déclarait prête à respecter les dispositions de la résolution 1466 (XIV) de l'Assemblée générale et des résolutions 24 (III) et 42 (IV) de la Commission⁶. Le Portugal et l'Afrique du Sud n'avaient pas répondu.

194. Quant à la suite donnée par le Conseil économique et social aux recommandations de la Commission, le Secrétaire exécutif a fait connaître que le Conseil avait rejeté la recommandation tendant à retirer la qualité de membre de la Commission à l'Afrique du Sud et au Portugal. Vu l'attitude de la France et du Royaume-Uni, qui avaient déclaré qu'ils s'abstiendraient de voter contre toute résolution soutenue par la majorité des membres de la Commission, vu, d'autre part, la teneur du mémorandum de l'Espagne au Conseil économique et social, le Conseil avait renvoyé à la Commission, pour nouvel examen, la recommandation tendant à

n'accorder à la France et au Royaume-Uni que la qualité de membre associé et la recommandation tendant à retirer à l'Espagne la qualité de membre.

195. La Commission a été saisie de deux projets de résolution, qui ont été adoptés. L'un recommandait au Conseil économique et social de reconsidérer sa décision concernant la recommandation de la Commission au sujet de la qualité de membre du Portugal et de la République sud-africaine [résolution 68 (V); voir 3^e partie du présent rapport]. L'autre demandait à nouveau au Conseil économique et social de ratifier les parties de la résolution 42 (IV) qui concernent les pays africains non autonomes, la France et le Royaume-Uni, en modifiant sa position vis-à-vis de l'Espagne pour accorder à ce pays le traitement accordé à la France et au Royaume-Uni [résolution 69 (V); voir 3^e partie du présent rapport].

196. En présentant ces deux projets, les auteurs ont souligné qu'il était parfaitement inutile de s'étendre sur l'attitude adoptée par l'Afrique du Sud et par le Portugal. Toutes les délégations avaient exprimé leur manière de voir lors des sessions de la Commission et devant d'autres organes des Nations Unies.

197. En contrepartie du maintien de leur qualité de membre, l'Espagne, la France et le Royaume-Uni se sont engagés à s'abstenir de prendre position contre tout point de vue admis par la Commission sur les questions intéressant les pays d'Afrique. Cependant, on a fait observer que les problèmes actuels étaient tellement interdépendants que nul ne pouvait être considéré comme intéressant exclusivement l'Afrique; cela rendait insoluble la question de savoir dans quels cas ces trois pays pourraient participer au vote et quand ils devraient s'abstenir. Par ailleurs, la situation de l'Afrique s'est modifiée au cours des cinq années d'existence de la Commission et il est normal que les modifications se répercutent sur la composition de la Commission. En proposant à l'Espagne, à la France et au Royaume-Uni la qualité de membre associé, quelques délégations ont souligné, en rappelant l'article 5 du mandat de la Commission, le caractère temporaire de ce statut.

198. L'espoir a été exprimé que tous les territoires africains seront prochainement membres de plein droit de la Commission. Lors de la création de la Commission, on a commis une erreur en offrant aux pays africains non autonomes le statut de membre associé. Il importe de réparer cette erreur pour permettre aux Etats africains qui sont maîtres du choix de leurs dirigeants de faire partie de la Commission en tant que membres de plein droit, représentés par ces chefs librement choisis. L'espoir a été exprimé que l'Espagne accordera sans tarder leur indépendance à ses territoires d'Afrique et que la France cessera de prétendre que Djibouti est partie intégrante du territoire français.

199. Le refus du Conseil économique et social de souscrire à une enquête unanime de la Commission a suscité de l'indignation. Puisque la France et le Royaume-Uni, en leur qualité de membres permanents du Conseil économique et social, avaient la possibilité d'étudier, d'approuver ou de rejeter les décisions de la Commission lors de l'examen de celles-ci par le Conseil, l'espoir a été formulé que ces pays s'abstiendraient de voter

⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Annexes*, point 10 de l'ordre du jour, document E/L.953.

contre les résolutions et d'autres décisions de la Commission aux réunions du Conseil économique et social. L'un des membres africains du Conseil économique et social, après avoir présenté des observations au sujet des discussions du Conseil relatives à la question de la composition de la Commission, a indiqué qu'en ce qui concerne l'Espagne, la France et le Royaume-Uni, il se déclarerait en faveur de toute formule permettant aux Africains de prendre seuls des décisions portant sur leurs propres problèmes. Il a recommandé en outre que le Conseil reconsidère sa décision concernant le Portugal et l'Afrique du Sud ou que la question soit soumise à l'Assemblée générale.

200. On s'est aussi indigné du fait que, sur les 34 membres africains de l'Organisation des Nations Unies, deux pays africains seulement soient membres du Conseil économique et social, membres non permanents d'ailleurs. Cet état de choses n'est pas normal; des mesures doivent être prises pour y remédier.

201. La Commission a prononcé la clôture du débat et adopté successivement les deux projets de résolution à la suite d'un vote par appel nominal.

202. En expliquant le vote de sa délégation contre la résolution 68 (V), le représentant du Royaume-Uni a souligné que, tout en déplorant et en condamnant la politique de l'Afrique du Sud, son pays estimait que l'expulsion d'un Etat serait contraire au caractère multilatéral de l'Organisation des Nations Unies. A la Société des Nations déjà, des désaccords se manifestaient sur la politique de certains pays, mais aucune expulsion n'avait été prononcée. De l'avis de son gouvernement, les raisons qui militaient contre les expulsions étaient d'application universelle; elles ne valaient pas seulement pour la Commission.

203. De son côté, la délégation française a expliqué que son gouvernement assumait la responsabilité pleine et entière de sa politique, mais non celle de la politique des autres nations, et qu'en conséquence elle ne désirait pas s'immiscer dans les affaires intérieures des autres Etats.

204. Commentant le résultat du vote, plusieurs délégations ont vivement regretté que le Royaume-Uni, la France et l'Espagne aient voté contre la résolution 68 (V) tendant à l'expulsion de l'Afrique du Sud et du Portugal. Elles avaient peine à croire que les pays en cause aient été sincères lorsqu'ils avaient pris l'engagement de s'abstenir de voter contre toute question intéressant la majorité des pays africains puisque cet engagement était violé si peu de temps après avoir été formulé. Elles ont exprimé le très vif espoir que ces pays ne voteraient pas contre les résolutions qui venaient d'être adoptées quand celles-ci seraient mises aux voix au Conseil économique et social. Les participants ont tous estimé que la politique de l'Afrique du Sud et celle du Portugal faisaient fi des principes mêmes de la Charte des Nations Unies et que, par conséquent, ces pays ne méritaient ni de rester membres de l'Organisation ni de participer aux travaux des Nations Unies. Un projet de résolution a été adopté par la Commission à ce sujet [résolution 84 (V); voir 3^e partie du présent rapport]. Enfin, on a réitéré le vœu que l'Espagne, la France et le Royaume-Uni ne s'oppo-

seraient plus aux résolutions et aux décisions de la Commission lors des réunions du Conseil économique et social.

SITUATION ET TENDANCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES EN AFRIQUE

(Point 6 de l'ordre du jour)

205. Dans son exposé d'introduction, le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a fait observer que l'entrée de l'Organisation des Nations Unies dans le grand mouvement historique qui doit transformer la structure du commerce mondial était un événement d'importance majeure. Les besoins et les aspirations des peuples africains peuvent y trouver une expression collective. Or, pendant longtemps, les échanges extérieurs ont constitué la force motrice de l'expansion économique des pays africains, et le secteur de l'exportation reste toujours celui qui conserve une importance stratégique dans les perspectives ouvertes par l'émancipation politique. Cependant, en raison des fluctuations fréquentes, et, en particulier, de la tendance persistante à la baisse des cours des produits de base, qui ne semble pas constituer un phénomène temporaire, l'Afrique, comme les autres régions de production primaire, doit affronter de graves difficultés. Tant que la structure de l'Afrique restera ce qu'elle est aujourd'hui, l'évolution des cours des produits de base sera la préoccupation majeure des pays membres. Cependant, on est maintenant au seuil d'une époque qui, il faut l'espérer, apportera de nouvelles façons d'aborder les problèmes des produits de base. Les accords dont ceux-ci font l'objet et qui, dans le passé, étaient considérés avant tout comme des mesures défensives, pourraient devenir les instruments d'une politique générale constructive. Si ces accords doivent devenir les instruments dynamiques d'une meilleure organisation des marchés, ils doivent prévoir tout un mécanisme administratif qui assure la souplesse de leur fonctionnement; de plus, on doit pouvoir maintenir les cours fixés par ces accords dans un rapport étroit avec le prix de revient d'une part et les cours des produits de remplacement et de ceux qui peuvent devenir concurrentiels d'autre part. Le moment est également venu d'accorder une plus grande attention à la reconversion des excédents de la production et aux mesures qui pourraient être prises pour inclure dans les accords de stabilisation des dispositions destinées à encourager cette reconversion. Il est également souhaitable que certains pays africains recherchent en commun les possibilités d'une intégration économique, qui s'est déjà manifestée ailleurs, afin de créer des marchés communs sur le plan local. La doctrine de l'intégration économique, d'après les règlements qui régissent sous l'égide du GATT la plus grande partie des échanges mondiaux, est en voie d'expansion rapide et les pays africains peuvent, grâce à l'expérience acquise, contribuer à lui donner sa forme véritable. Il faudra cependant trouver des formules qui permettront à ces groupements de rester souples et suffisamment ouverts, tout en s'inscrivant dans un cadre international plus large. Des formules plus ambitieuses d'intégration dont les répercussions, du moins pour le temps présent, sont plus décisives, sont en cours d'éla-

boration entre pays africains et européens. Il est inévitable qu'à leur égard les réactions des participants aient été marquées par une plus grande diversité et une plus grande ambivalence. Il faut cependant espérer que l'on continuera à insister sur le caractère transitoire de ces accords et qu'on les appliquera de manière à permettre aux pays africains qui y sont parties d'accéder dès que possible à une économie viable qu'ils n'ont pas héritée de l'ancien régime. Il faut également espérer qu'on utilisera au maximum l'assistance financière croissante et les avantages du système tarifaire, pour susciter les changements de structure qui permettront d'atteindre cet objectif. Dès leur accession à l'indépendance, les nouveaux pays africains se trouvent impliqués dans la complexité d'un système de relations économiques internationales en évolution rapide. Il est douteux, a déclaré le Sous-Secrétaire, que le nouveau régime des échanges mondiaux puisse être régi d'après un plan simple. Des groupes d'accords préférentiels, de marchés multinationaux et de réseaux de centres industriels transcendant les frontières nationales surgiront dans des combinaisons d'une fluidité constante. Sous certains rapports, les nouveaux Etats auraient eu moins de difficultés s'ils avaient pu s'implanter dans une situation plus statique où les relations auraient semblé plus stables. Cependant l'Afrique a aussi la chance d'être, pour la première fois, non plus un sujet mais un acteur sur la scène de l'histoire à une époque où l'avenir ne peut être prédit selon un strict déterminisme. Dès maintenant, les peuples africains peuvent jouer un rôle actif dans l'établissement d'une économie mondiale mieux intégrée.

206. Au cours des débats qui ont suivi, un échange de vues a eu lieu sur les grands problèmes économiques et sociaux qui se posent dans la région; en même temps, plusieurs représentants ont exposé les principaux objectifs assignés dans leurs plans nationaux de développement et les grandes lignes de leurs politiques nationales. Il est clairement ressorti de ces déclarations que des progrès ont été réalisés dans la plupart des pays, en particulier pour la mobilisation des efforts nationaux, l'introduction de formes plus générales et plus souples de planification, ainsi que de politiques de développement plus efficaces et mieux coordonnées. Cependant, on a souligné que le tableau général de l'économie africaine est loin d'être satisfaisant. L'intégration insuffisante des économies nationales, le manque de diversification de la production, la faible productivité et, par conséquent, le faible niveau des revenus et l'insuffisance de l'épargne, ainsi que la sous-nutrition, les mauvaises conditions sanitaires et les niveaux trop bas de l'instruction, restent toujours les caractéristiques fondamentales de l'Afrique. On a appelé l'attention sur l'absence d'évolution dans la structure traditionnelle des exportations qui rend l'Afrique extrêmement sensible et vulnérable aux fluctuations des cours mondiaux des produits de base. Signalant les résultats d'enquêtes qui figurent dans le dernier numéro du *Bulletin économique pour l'Afrique*, certaines délégations se sont montrées profondément préoccupées de la tendance persistante à la baisse des cours des produits de base qui, ces dernières années, a provoqué une détérioration persistante des termes de l'échange en Afrique. La position internationale de l'Afrique, a-t-on déclaré,

reste toujours aussi précaire, en dépit du développement économique qui se poursuit dans un grand nombre de pays.

207. Les problèmes d'échanges et de produits primaires qui se posent, ainsi que la nécessité d'intensifier la coopération entre les pays africains, ont tenu une place importante dans les débats. On a souvent cité et pleinement approuvé les recommandations formulées par le Comité permanent du commerce lors de sa première session (E/CN.14/172). On a de nouveau insisté sur la situation défavorable des échanges intra-africains, et diverses délégations ont mis en lumière les principaux facteurs qui en sont responsables: tout d'abord, les pays africains ne sont pas suffisamment complémentaires économiquement, en raison de l'insuffisante diversification de leur production, du manque de moyens de transport, et de divers obstacles de nature organique, tels que, par exemple, l'existence de systèmes monétaires différents et de procédures douanières différentes. On a insisté sur la nécessité d'une action concertée orientée vers la suppression graduelle des obstacles et l'établissement de conditions favorables au développement des échanges intra-africains, et le secrétariat a été prié d'examiner sérieusement ces problèmes. On a également déclaré qu'il serait souhaitable d'étudier les possibilités de création d'un marché commun africain fondé sur des institutions monétaires et commerciales communes. On a également demandé au secrétariat de poursuivre ses études sur les échanges de l'Afrique avec les autres régions du monde et d'accorder une attention particulière aux possibilités d'expansion des échanges avec les pays en voie de développement et notamment avec l'Asie. Certaines délégations ont exprimé l'inquiétude que leur cause la Convention d'association récemment signée entre la Communauté économique européenne et un certain nombre de pays africains et ont prié le secrétariat d'intensifier les études sur les incidences de la Communauté économique européenne en Afrique. Cependant, on a également émis l'opinion que l'association avec la Communauté économique européenne constituait une nouvelle forme de solidarité internationale qui doit contribuer au développement économique des pays associés. On a également évoqué la nécessité de poursuivre les travaux sur les problèmes des produits de base et les plans de stabilisation des cours de ces produits, tout en reconnaissant que ces problèmes avaient un caractère universel et que, pour réussir, l'action entreprise nécessitait la coopération de tous les pays.

208. Plusieurs représentants se sont déclarés extrêmement satisfaits de la convocation, à une date rapprochée, de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement; cette conférence pourrait en effet puissamment contribuer à la solution de certains des problèmes les plus urgents qui se posent pour les pays en voie de développement, ainsi qu'à l'établissement de relations économiques internationales plus satisfaisantes. Ils ont exprimé l'espoir qu'à l'avenir les pays industrialisés montreront plus de compréhension pour les besoins des pays en voie de développement et prendront les mesures nécessaires pour permettre à ces derniers d'accroître leurs exportations à un rythme plus rapide. A leur avis, il ne faut pas s'en tenir aux exportations

des produits primaires traditionnels, mais il faut aussi s'occuper des exportations de produits manufacturés ou semi-finis dont, avec l'industrialisation croissante, on peut attendre un développement relativement rapide. Le secrétariat a été prié de prendre les mesures nécessaires pour assurer une active participation de la Commission aux travaux préparatoires de la Conférence.

209. L'industrialisation et les problèmes connexes ont été très longuement examinés. D'après l'opinion générale, seule l'industrialisation peut amener dans la structure de la production la diversification désirée et assurer des progrès suffisants. On a déclaré que l'ancienne doctrine qui ajournait l'expansion industrielle jusqu'à ce qu'on ait assuré une base agricole suffisante devait être considérée comme périmée. Les grandes richesses en ressources naturelles de l'Afrique ouvrent des perspectives favorables au développement industriel, seul moyen de rompre avec l'héritage du passé. Le développement industriel de l'Afrique, a-t-on dit, doit partir de la transformation des matières premières minérales et agricoles, exploitées ou exploitables, et viser d'abord à satisfaire, dans la mesure du possible, les besoins de remplacement des importations, puis à pousser la transformation de ces matières premières en vue de l'exportation. De plus, plusieurs délégations ont estimé qu'on aurait tort d'envisager l'industrialisation uniquement sous la forme d'industries de petite envergure et de petits ateliers familiaux. L'Afrique devrait viser, dès le début, à l'implantation d'industries fondamentales bien équipées qui, seules, peuvent donner l'essor nécessaire au développement industriel. Partout où c'est possible, les industries devraient être suffisamment importantes pour apporter avec elles tous les avantages des économies de grande envergure. Cependant, de nombreuses délégations ont reconnu que cette forme d'industrialisation exigeait une coopération plus étroite entre pays voisins afin de remédier à l'étroitesse de la plupart des marchés nationaux et de réaliser un minimum d'harmonisation dans les plans de développement. On a souligné que c'était là le seul moyen d'assurer un certain degré de spécialisation qui pourrait notamment contribuer à éviter, dans l'avenir, le risque d'une concurrence inutile et dangereuse entre pays africains. A ce sujet, le document du secrétariat sur le développement industriel en Afrique (E/CN.14/INR/1) a été souvent cité et approuvé et le secrétariat a été prié de poursuivre les travaux déjà entrepris, en les reliant plus étroitement aux études et autres activités relatives aux problèmes des échanges intra-africains.

210. Comme par le passé, on n'a cessé de mentionner le rôle essentiel que joue l'agriculture dans l'économie des pays africains comme source de revenu national et de devises. Bien que les gouvernements se préoccupent toujours davantage du développement industriel, ils ne doivent pas perdre de vue la nécessité de moderniser l'agriculture. Il ressort d'un document présenté par la FAO (E/CN.14/181 et Corr.1) que, dans la région tout entière, la production des cultures commerciales et des exportations a marqué une importante augmentation au cours des 10 dernières années. Malgré la chute des prix et la détérioration des termes de l'échange, cette amélioration a permis, pendant cette même période, de maintenir ou même d'augmenter les recettes réelles, exprimées

sous forme de pouvoir d'achat, des importations industrielles. La situation alimentaire est moins satisfaisante, la production par habitant semblant tomber en dessous des niveaux d'avant guerre. Les importations de produits alimentaires ont augmenté dans de nombreux pays alors que les exportations diminuaient, de sorte que le niveau général de la consommation par habitant ne s'est probablement guère modifié. Cependant, la situation alimentaire continue à exiger un examen approfondi qui doit porter sur la production totale et, plus particulièrement, sur la faible valeur nutritive du régime alimentaire dans de nombreuses zones. Les perspectives des récoltes pour 1962-1963 semblent être bien meilleures que pour la campagne précédente, qui avait été très défavorable, notamment en Afrique du Nord et de l'Est. Plusieurs délégations ont exprimé une certaine inquiétude devant la lourdeur des cours des produits tropicaux sur les marchés internationaux où l'on observe une tendance à la saturation. Si l'on veut que les recettes en devises augmentent, il faut renforcer la position des produits africains en améliorant la production, en utilisant de meilleures variétés, en éliminant les épiphyties et les parasites, en améliorant les facilités d'entreposage et en prenant d'autres mesures propres à assurer des normes élevées de qualité et de rendement. En même temps, il faut chercher de nouveaux débouchés, sans négliger pour autant le marché africain, qui s'élargit et se transforme. En diversifiant la production, on trouvera d'autres possibilités d'augmenter les exportations, mais il est nécessaire d'être guidé pour les perspectives à long terme du marché. Une autre solution, qui permettrait de résoudre en partie le problème, consiste à conclure des accords sur les produits de base, tels que l'Accord international de 1962 sur le café, pour autant que la production ne s'en trouve point par trop restreinte. D'autres mesures qui ont prouvé leur valeur dans certains pays consistent notamment en la transformation sur place, totale ou partielle, de produits d'exportation tels que les cuirs et les peaux, les oléagineux, le contre-plaqué et les conserves de poisson. Le remplacement des importations par la culture locale de produits tels que le coton et le sucre a permis dans certains pays d'économiser les devises étrangères. On a noté qu'en améliorant certains arrangements institutionnels on pouvait grandement aider les petits agriculteurs pour la production et la commercialisation de leurs produits. Le mouvement coopératif offre un instrument précieux pour la répartition des crédits et pour la transformation et la vente des produits agricoles. Les services de vulgarisation doivent être progressivement améliorés pour pouvoir conseiller les agriculteurs qui désirent adopter et perfectionner des méthodes propres à accroître le rendement et la qualité des cultures et du bétail, pour les besoins de l'économie du marché en expansion. Les structures agraires devraient aussi être rapidement modifiées dans de nombreux pays pour tenir compte de ces changements et adapter les conditions du fermage aux besoins des nouveaux Etats. Un certain nombre de questions particulières ont été soulevées dans divers domaines de l'agriculture. Plusieurs représentants ont insisté sur l'importance économique du bétail comme source de revenus et de devises et sur la nécessité de créer un institut interafricain de formation vétérinaire.

211. De nombreux orateurs ont estimé qu'il importe de mobiliser encore davantage les ressources financières nationales. Les installations et services bancaires et financiers qui existent dans les pays africains sont encore loin d'être suffisants, de sorte que l'épargne réelle et potentielle ne peut pas être pleinement utilisée pour l'expansion économique. A cet égard, ils ont regretté que les institutions financières étrangères refusent souvent d'accorder une aide financière aux gouvernements qui exécutent de grands projets de développement et aux entreprises commerciales locales. L'aide officielle émanant de l'étranger est très importante et ils ont exprimé l'espoir que les gouvernements des pays développés feront preuve d'une plus grande compréhension des besoins de l'Afrique, notamment en fonction des objectifs à atteindre au cours de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Les capitaux privés étrangers représentent également une contribution utile aux ressources financières nationales et certaines délégations ont exprimé l'avis que la Commission devrait examiner les moyens d'attirer un plus fort courant de capitaux étrangers en Afrique. Elles ont également signalé que, dans le cas de certains pays africains, une aide étrangère officielle serait nécessaire pour couvrir une partie des dépenses courantes de l'Etat, notamment en raison de l'accroissement des dépenses régulières de fonctionnement qu'entraîne la mise en œuvre de certains projets de développement. La plupart des représentants ont été d'avis que l'aide étrangère, qu'elle soit multilatérale ou bilatérale, devrait être mieux coordonnée et qu'elle devrait être utilisée pour financer des programmes de développement plutôt que des projets individuels, car, ainsi, les gouvernements seraient libres d'observer un ordre de priorité dans leurs investissements. On a estimé que l'assistance technique des Nations Unies et de leurs institutions spécialisées était particulièrement utile, mais on s'est plaint des coûts locaux élevés. Dans certains cas, les gouvernements ont dû refuser les services d'experts qui auraient été les bienvenus si les coûts locaux avaient été moindres. On a mentionné à diverses reprises les énormes ressources dont on disposerait pour accroître l'aide économique de l'étranger aux pays en voie de développement si l'on réduisait les vastes dépenses d'armement; l'on a exprimé l'espoir que les pays en voie de développement n'aient pas trop longtemps à attendre avant de pouvoir bénéficier de l'aide qu'apporterait une telle réduction.

212. Les travaux effectués jusqu'à présent dans la voie de la création d'une banque africaine de développement ont été approuvés à l'unanimité. On a fait observer que la création de cette banque représenterait un progrès décisif vers une coopération entre tous les pays d'Afrique et constituerait en même temps une importante contribution aux efforts nationaux de développement économique. La banque devrait concentrer ses activités sur des projets qui, de par leur nature, n'attireraient pas de capitaux privés, et notamment sur des projets présentant une importance pour plusieurs pays et, par conséquent, pouvant servir à instaurer une coopération entre les Etats africains. On a exprimé le vœu que les opérations de la banque commencent aussitôt que possible. A ce sujet, on a souligné l'importance de banques nationales

de développement déjà créées ou qui doivent l'être dans un certain nombre de pays. La future banque africaine de développement devrait coopérer étroitement avec les banques nationales de développement et contribuer ainsi à élargir leur champ d'activité, à améliorer la qualité de leurs services, et à renforcer leur puissance financière.

213. Les représentants ont exprimé des vues analogues au sujet des résultats accomplis dans la voie de l'établissement d'un institut africain de développement et de planification économiques. Cet institut devrait être considéré comme un centre important de formation et de recherche, axé sur les réalités africaines et travaillant en collaboration étroite avec d'autres institutions africaines de formation et de recherche; il pourrait catalyser et diffuser la pensée économique et sociale en Afrique. Une fois de plus, les représentants ont souligné l'importance de la formation économique et statistique et apporté un appui sans réserve aux activités déployées par la Commission dans ce domaine.

214. Diverses délégations ont exposé l'expérience acquise par leur pays dans la planification du développement. Il est apparu clairement que les gouvernements des Etats membres voient dans la planification l'un des instruments les plus importants pour susciter un développement systématique et pour intégrer en un tout cohérent l'économie et les facteurs sociaux du développement. Dans un certain nombre de pays, une planification générale a déjà été amorcée et l'on s'efforce maintenant d'en améliorer les méthodes et d'assurer une meilleure mise en œuvre des projets. A ce sujet, on a noté l'importance d'une organisation administrative adéquate et d'une gestion efficace pour la formulation et l'exécution des projets. La création d'un service d'administration publique au sein du secrétariat a donc été favorablement accueillie et l'on a suggéré que ce service devrait, non seulement étudier les structures administratives et divers autres problèmes, mais également donner des avis consultatifs, à la demande des gouvernements.

215. D'autres sujets tels que les transports, les télécommunications, ainsi que le tourisme, qui pourraient devenir une importante source de devises, ont été mentionnés. On a notamment insisté sur la situation précaire des réseaux de communications entre pays africains et sur la nécessité d'instaurer dans ce domaine une collaboration plus étroite entre les Etats africains. Plusieurs délégations ont rappelé à la Commission la recommandation formulée à sa première session par le Comité permanent du commerce qui préconise l'établissement d'un comité permanent des transports, en exprimant le vœu que cette recommandation soit mise en œuvre, d'une manière ou d'une autre, aussitôt que possible.

INSTITUT AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT ET DE PLANIFICATION ÉCONOMIQUES

(Point 7 de l'ordre du jour)

216. En présentant le rapport du Secrétaire exécutif sur les préparatifs effectués en 1962 en vue de l'établissement de l'institut africain de développement et de planification économiques (E/CN.14/203), le représentant du secrétariat a retracé les étapes de la préparation et men-

tionné, en particulier, la première réunion du Comité permanent d'orientation en juin 1962, à Dakar. Les travaux du Comité ont donné lieu à deux séries de préparatifs: l'envoi par cinq pays membres du Comité, auxquels s'est joint le Maroc, d'une demande d'assistance au Fonds spécial et le démarrage d'activités de recherche et de sélection de stagiaires pour trois cours prévus pour l'année scolaire 1963-1964 (cours principal en octobre 1963 à Dakar, cours d'instruction à Tunis et cours spécialisé au Caire).

217. Le secrétariat a appelé l'attention des représentants sur la portée favorable de la déclaration faite en janvier 1963 par le Directeur général du Fonds spécial et sur sa décision de nommer une mission consultative qui se rendra en Afrique pour rencontrer les autorités compétentes en vue de mettre définitivement au point le projet d'institut. A cet effet, le Comité permanent d'orientation doit se réunir afin que des consultations puissent avoir lieu entre ses membres et les experts du Fonds spécial. Le Comité a d'autre part renvoyé à sa prochaine réunion l'examen des statuts, les modalités de coopération de l'institut avec les centres de recherche des instituts de développement et les universités existants ou à créer en Afrique, la date du démarrage de l'institut sous-régional au Caire et l'utilisation des facilités offertes par d'autres pays. Sur toutes ces questions les avis et les recommandations de la Commission seront précieux pour le Comité.

218. Parlant en tant que Rapporteur du Comité permanent d'orientation, le représentant du Sénégal a présenté le rapport sur la deuxième réunion du Comité (E/CN.14/233), tenue à Léopoldville les 19 et 20 février 1963. La Rapporteur a remercié le représentant du Directeur général du Fonds spécial, qui a rappelé au Comité la déclaration du Directeur général et participé aux discussions du Comité au cours de deux de ses séances. Sans préjuger de la position des experts du Fonds spécial sur le programme d'études de l'institut, le Comité est d'avis que l'organisation des activités de l'institut telle qu'elle a été prévue en juin 1962, notamment celle du cours principal de deux ans ouvert à la fois aux fonctionnaires et aux étudiants, répond bien aux besoins des pays africains. Le Comité a, d'autre part, formulé des recommandations importantes sur le financement de l'institut et sur la répartition géographique des stagiaires. Il a fait état de l'importante contribution en nature, équivalant à plus de 300 millions de francs CFA, que le Gouvernement du Sénégal se propose de faire à l'institut sous la forme de construction d'édifices et de logements pour les professeurs et les stagiaires. Le Comité pense que la détermination de la Commission au sujet des engagements à prendre par les pays africains pour les fonds de contrepartie joue un rôle moteur dans l'obtention d'autres sources de financement. Le Rapporteur a finalement appelé l'attention de la Commission sur les deux projets de résolution annexés au rapport, l'un sur le financement de l'institut et l'autre sur les activités de démarrage, dont l'adoption jouera un rôle capital pour l'établissement de l'institut.

219. Le représentant du Directeur général du Fonds spécial, appelant l'attention des représentants sur les documents d'information concernant les activités du

Fonds en Afrique (E/CN.14/214 et Add.1), a souligné que le nombre de projets approuvés pour l'Afrique s'élève à 76 à ce jour et absorbe 27 p. 100 des crédits approuvés. A propos du projet de création d'un institut africain de développement et de planification économiques, le représentant du Fonds spécial a rappelé qu'un institut de planification a été officiellement ouvert en Amérique latine en 1962 avec l'appui du Fonds spécial et que le Conseil d'administration vient d'approuver l'octroi d'une assistance pour un autre institut de planification pour les pays d'Asie. A la suite des demandes d'assistance présentées par les pays africains, le Directeur général du Fonds spécial a fait part au Conseil d'administration du Fonds, le 14 janvier 1963, de son intérêt pour ces demandes et s'est notamment déclaré convaincu que l'on arriverait à mettre au point un projet rationnellement conçu et à le soumettre au Conseil pour approbation en janvier 1964, de manière que, si le Conseil donnait son assentiment, les opérations relatives à la création d'un troisième institut régional de développement et de planification pourraient commencer en Afrique au début de 1964.

220. La question de financement, comme l'a souligné le représentant du Fonds spécial, est capitale et il a rappelé que pour recommander un projet à l'approbation du Conseil d'administration du Fonds, le Directeur général doit être en mesure de faire état des engagements chiffrés des gouvernements intéressés pour le versement des fonds de contrepartie. Le représentant du Fonds spécial s'est ensuite félicité de l'esprit de coopération manifesté par le Comité permanent d'orientation, tel qu'il ressort du rapport sur sa deuxième réunion (E/CN.14/233); il a annoncé que le Directeur général du Fonds appuierait le Secrétaire exécutif dans la recherche de sources de financement temporaire pour les activités qui précéderont la création de l'institut.

221. A l'unanimité, la Commission a félicité le Comité permanent d'orientation, le secrétariat et les experts de la Commission et des institutions spécialisées de la vigoureuse impulsion donnée au projet de création de l'institut au cours de l'année écoulée. Elle a également exprimé ses remerciements au Fonds spécial pour l'appui que cet organisme se propose de donner à l'institut et pour l'esprit de coopération manifesté par le Directeur général du Fonds vis-à-vis de la Commission.

222. A l'unanimité, la Commission a recommandé que le programme d'activités pour l'année scolaire 1963-1964 soit mené à bien et de nombreuses suggestions ont été faites à ceux qui seront chargés d'arrêter ce programme, ainsi que les activités du futur institut.

223. La Commission s'est déclarée convaincue que le personnel et les stagiaires de l'institut sauront élaborer une doctrine du développement adaptée aux besoins et aux structures sociales de l'Afrique et propre à mener le continent vers l'indépendance économique. Dans les programmes d'études de l'institut les concepts de développement et de planification devront être interprétés au sens le plus large et couvrir tous les aspects sociaux et économiques. Cependant, suivant la tradition universitaire, la plus grande liberté d'expression devra régner à l'institut pour que les stagiaires aient le choix d'étudier

ceux des systèmes de planification qui leur semblent les plus adaptables au contexte social et culturel de leur pays.

224. Tous les participants ont estimé nécessaire de donner à l'enseignement un caractère concret et certains ont fait notamment des suggestions pour l'organisation de stages d'étude et de discussions sur les expériences africaines.

225. Toutes les délégations ont reconnu l'intérêt d'admettre à la fois des étudiants et des fonctionnaires au cours principal qui sera donné à Dakar. De nombreux avis, parfois contradictoires, ont été émis sur la durée du cours principal et le niveau des stagiaires. De nombreux représentants ont appuyé la proposition du Comité permanent d'orientation en faveur d'un enseignement assez long, de niveau élevé, comprenant des cours et des stages et ouvert aux étudiants et aux fonctionnaires. Cependant on a mentionné à plusieurs reprises les avantages que présenterait, en plus du cours de longue durée, un enseignement de courte durée destiné aux seuls fonctionnaires. Quelques délégations estimaient même que seuls des cours de brève durée devraient être organisés à la fois pour les étudiants et les fonctionnaires et que les conditions d'admission devraient être moins rigides. Ces différents points de vue fourniront lors des prochains mois une base de discussion entre les membres de la mission consultative du Fonds spécial et du Comité permanent d'orientation.

226. Les propositions du Comité permanent d'orientation quant à la structure unitaire de l'institut et à l'intégration de toutes les activités ont été approuvées par la Commission. C'est sur cette base que pourront être établies les modalités de coopération de l'institut africain avec les instituts nationaux et régionaux de planification.

227. Le problème des statuts a été évoqué par un certain nombre d'orateurs qui, en général, ont approuvé les dispositions du texte provisoire, ainsi que les suggestions faites par les membres du Comité permanent d'orientation et les institutions spécialisées. On a proposé notamment que le Secrétaire exécutif ou son représentant préside le conseil d'administration de l'institut, que le titre proposé par les institutions spécialisées pour le conseil consultatif des études soit adopté et que le conseil se réunisse au moins une fois par an à la demande du directeur de l'institut.

228. De nombreuses interventions ont fait ressortir l'importance de l'origine des professeurs. Pour que l'enseignement de l'institut soit véritablement orienté vers les problèmes africains, on a souligné que la majorité des professeurs permanents devraient être recrutés en Afrique, dans toute la mesure où des candidats ayant les qualités professionnelles requises seront disponibles. La Commission adresse à ce sujet un pressant appel aux gouvernements des pays africains pour qu'ils facilitent la tâche de recrutement.

229. La Commission a pris note avec satisfaction et gratitude de l'importante contribution en nature que le Gouvernement du Sénégal se propose de faire à l'institut

et des offres en nature faites par d'autres gouvernements africains, notamment la République arabe unie.

230. La Commission a remercié les institutions spécialisées (OIT, FAO, UNESCO et OMS) de l'aide qu'elles se sont déclarées prêtes à fournir pendant la période de démarrage, en attendant le financement de l'institut par le Fonds spécial. Elle a pris note avec satisfaction des nombreuses offres de coopération émanant des Gouvernements de la République fédérale d'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de la Pologne, du Royaume-Uni et de l'Union soviétique, ainsi que de la proposition du représentant de l'OAMCE tendant à établir des liens étroits de coopération entre l'institut de Dakar et celui qui sera fondé par l'OAMCE.

231. Le Rapporteur du Comité permanent d'orientation a présenté les deux projets de résolution figurant en annexe au rapport du Comité (E/CN.14/233). Le premier concernait la participation des Etats africains, jusqu'à concurrence de 1,5 million de dollars, aux fonds de contrepartie et aux bourses de stagiaires.

232. Le Rapporteur a signalé que le Comité permanent d'orientation avait examiné trois systèmes de répartition des fonds de contrepartie: l'un, qui a été adopté, basé sur le chiffre de la population des Etats; les autres basés sur la capacité financière des Etats et sur le nombre des stagiaires. Les deux derniers systèmes ont été écartés, l'un en raison de l'incertitude des chiffres sur la capacité financière, le deuxième en vertu du principe que le nombre des stagiaires admis à l'institut devrait s'inspirer des besoins des Etats plus que de leur contribution aux frais de fonctionnement.

233. Pour terminer, le Rapporteur a rappelé à la Commission que le Fonds spécial devrait obtenir des assurances formelles aussi bien en ce qui concerne le versement des fonds de contrepartie que le financement des bourses.

234. La discussion du premier projet de résolution a fait apparaître le désir de la Commission de laisser aux Etats membres associés la possibilité de verser une contribution financière s'ils le désiraient. Il a donc été décidé de les ajouter à la liste des donateurs éventuels au paragraphe 2 du dispositif.

235. Le projet de résolution a été adopté par 17 voix contre zéro, et 5 abstentions [résolution 72 (V); voir 3^e partie du présent rapport].

236. Le deuxième projet de résolution concernait les activités de démarrage de l'institut en 1963-1964 et prévoyait, au dernier paragraphe de son dispositif, l'élargissement du Comité permanent d'orientation de six à neuf membres. Il a été décidé de dissocier du texte de la résolution le nom des nouveaux Etats membres. Ainsi amendé, le projet de résolution a été adopté par 23 voix contre zéro, et 2 abstentions [résolution 71 (V); voir 3^e partie du présent rapport]. Le rapport du Comité permanent d'orientation (E/CN.14/233) a été approuvé.

237. Au cours de la discussion sur le choix des trois nouveaux Etats membres à admettre au Comité, l'unanimité s'est faite en faveur de l'Algérie, de l'Ouganda et du Sierra Leone.

CRÉATION D'UNE BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

(Point 8 de l'ordre du jour)

238. A propos de ce point de l'ordre du jour, le représentant du secrétariat a attiré l'attention sur le rapport consacré aux progrès réalisés dans la voie de la création d'une banque africaine de développement (E/CN.14/204) et sur l'additif à ce rapport (E/CN.14/204/Add.1), qui contenait un résumé succinct des recommandations formulées lors de la dernière séance du Comité des Neuf et des mesures prises pour la convocation d'une Conférence des ministres des finances en application de la résolution 52 (IV) de la Commission. Cette conférence, qui doit être précédée d'une réunion préliminaire d'experts, aura lieu en juin 1963. On a souligné que les débats de la Commission au cours de la cinquième session prépareraient la voie au succès de la conférence des ministres des finances, à l'issue de laquelle le projet de statuts portant création de la banque sera signé.

239. Le Président du Comité des Neuf (M. Roméo Horton, Libéria) a fait un exposé circonstancié des travaux du Comité et donné la liste des documents préparés par ce comité à l'intention de la Conférence des ministres des finances. Il a souligné qu'au cours des conversations préparatoires, on s'était constamment inspiré de trois idées fondamentales: solidarité et auto-assistance des pays africains, nécessité de mobiliser les ressources financières supplémentaires qu'on ne peut pas obtenir en recourant aux procédures et aux institutions existantes, importance de s'en tenir aux principes d'orthodoxie bancaire pour les opérations de la banque. Il a également signalé les dispositions transitoires à prévoir pour la période qui s'écoulera entre la signature des statuts et leur ratification.

240. Les progrès réalisés par le Comité des Neuf et ceux qui ont participé à l'étude de la question pendant l'année écoulée ont été accueillis avec satisfaction par tous les représentants qui ont en général exprimé l'espoir que la banque africaine de développement serait créée dans un avenir proche. Les débats ont fait ressortir, entre autres, les points suivants:

a) Plusieurs pays se sont engagés à souscrire au capital de la banque;

b) Il n'existe aucun conflit de pouvoirs entre l'Union des banques nationales de développement instituée par les pays membres de l'OAMCE et la banque africaine de développement; ces deux institutions sont complémentaires;

c) Il sera important d'organiser et contrôler soigneusement les appels de souscription;

d) Alors qu'en règle générale les représentants ont souscrit aux suggestions qui doivent être soumises à l'examen de la Conférence des ministres des finances au sujet des dispositions transitoires qui seront en vigueur entre la signature de l'accord et sa ratification, certains d'entre eux doutaient qu'il fût judicieux de confier à un organe intérimaire la préparation circonstanciée de projets de développement à soumettre à la banque au moment où elle commencera à fonctionner;

e) Le représentant de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement a signalé que son organisation s'intéressait d'une manière générale au projet, et qu'elle était disposée à prêter du personnel à la banque africaine de développement et à contribuer à la formation de son personnel;

f) Les représentants des pays non africains se sont en général déclarés favorables à l'idée de créer une banque africaine de développement, en signalant cependant qu'en l'état actuel des choses ils n'étaient pas en mesure de prendre d'engagements sur le montant précis de contributions éventuelles.

241. Un projet de résolution concernant la banque, présenté par les délégations du Cameroun, de l'Ethiopie, du Ghana, de la Guinée, du Libéria, de la Libye, du Mali, du Maroc, de la Nigéria, de la République arabe unie, du Sénégal, du Sierra Leone, du Soudan, du Tanganyika et de la Tunisie, a été adopté à l'unanimité [résolution 76 (V); voir 3^e partie du présent rapport].

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

(Point 9 de l'ordre du jour)

Aspects généraux des politiques et de la programmation du développement

242. En ouvrant la discussion, le représentant du secrétariat a souligné que les études présentées ne correspondent qu'aux premières phases des travaux sur les problèmes de développement et de planification, qui sont appelés à s'intensifier. Dans les années à venir, la principale préoccupation du secrétariat sera d'explorer les moyens concrets d'accélérer le rythme de croissance des économies africaines. Le secrétariat prépare une étude approfondie des problèmes de développement et de planification en Afrique, qu'il soumettra pour examen au groupe de travail des planificateurs économiques principaux qui doit se réunir en 1964 et sera précédé de réunions plus spécialisées. La Commission a noté que cette étude présenterait de l'utilité pour l'institut de développement et de planification économiques. On a exprimé l'espoir que tout serait mis en œuvre pour l'exécution de cet important programme et que la réunion prévue du groupe de travail des planificateurs économiques principaux aurait lieu à une date aussi proche que possible.

243. Divers représentants ont exprimé leur satisfaction pour la haute qualité des études du secrétariat. Au cours des discussions, on a mis l'accent sur les principaux points suivants:

a) Balance extérieure. — On a fait état d'une détérioration possible de la balance extérieure. Les perspectives d'exportation des principaux produits paraissent douteuses. Il y a dans le monde surproduction de diverses denrées, en particulier de produits tropicaux. Dans certains pays, des excédents s'amoncellent et les prix baissent. La dégradation des termes de l'échange neutralise et au-delà l'accroissement de l'aide étrangère. Le Secrétaire exécutif a été prié de développer ses études sur les questions suivantes: effets de la libre concurrence sur le développement économique et social des pays de pro-

duction primaire, mesures tendant à empêcher la surproduction, possibilités de développement économique et social offertes par l'organisation des marchés mondiaux, stabilisation des prix à l'exportation à des niveaux réglementés et uniformes, perspectives d'exportation pour divers produits, projection de la capacité future de production des divers pays. Certaines délégations ont également recommandé la convocation d'une réunion pour examiner les moyens de coordonner les efforts des pays africains en vue d'attirer les capitaux étrangers. A cet égard, on a fait remarquer qu'il pourrait être souhaitable de répartir les capitaux étrangers entre les pays bénéficiaires sur une base sous-régionale et de s'efforcer de financer certains types de projets sur une base sous-régionale plutôt que nationale, de manière à éviter les doubles emplois et le gaspillage d'efforts et de ressources limitées.

b) Balance intérieure. — L'avis a été généralement exprimé que l'accélération du rythme d'investissement exige la mobilisation rapide de toutes les ressources intérieures disponibles. On a insisté particulièrement sur l'importance d'une répartition efficace des faibles ressources existantes entre les divers secteurs, et le Secrétaire exécutif a été chargé de préparer une étude sur les problèmes en jeu. De plus, on a recommandé que des études soient entreprises sur la manière de mobiliser les fonds thésaurisés dans certains pays africains, sur les besoins en main-d'œuvre présents et futurs et sur le rôle que peuvent jouer dans le développement économique des groupements tels que les coopératives, les syndicats ouvriers et agricoles. Un certain nombre de délégations ont donné des exemples intéressants d'auto-assistance dans le cadre du développement communautaire.

c) Structure institutionnelle. — On a nettement reconnu les incidences de la structure institutionnelle du pays ou de la sous-région sur le développement économique. Le Secrétaire exécutif a été chargé de préparer une étude sur les changements structurels nécessaires pour accélérer le rythme du développement économique, ainsi que sur les besoins socio-économiques à satisfaire, avant de procéder au lancement et à la mise en œuvre de plans de développement.

d) Coordination sous-régionale. — Tous les participants ont reconnu l'importance d'une extension rapide de la coordination sous-régionale des plans de développement de manière à éviter les doubles emplois et à réduire au minimum la dispersion des efforts. A cet égard, le Secrétaire exécutif a été invité à convoquer un groupe de travail chargé d'examiner les problèmes et les perspectives que suscite l'établissement de groupements économiques sous-régionaux ou régionaux. Il a été en outre recommandé qu'une étude contenant des propositions concrètes sur la coordination des plans de développement soit présentée à la Commission, lors de sa sixième session.

e) Construction de modèles. — On a estimé que la construction d'un modèle dynamique et complexe ne convient pas particulièrement à la plupart des pays d'Afrique. En conséquence, le Secrétaire exécutif a été prié de préparer un manuel simple de planification économique pour aider les planificateurs africains.

f) Coordination. — Pendant tout le débat, on a souligné la nécessité d'assurer une coordination convenable entre les services chargés de la planification dans un pays donné. La Commission a recommandé que le Secrétaire exécutif convoque un groupe de travail composé des planificateurs économiques principaux pour examiner les moyens concrets d'aborder et de résoudre ce problème, ainsi que les autres problèmes mentionnés plus haut.

Administration publique

244. Pour l'examen de cette question, la Commission était saisie du rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180). Dans son exposé d'introduction, le représentant du secrétariat a rappelé que l'administration publique était pour la Commission une activité nouvelle dont elle n'a été chargée qu'en 1962, dans le cadre du processus de décentralisation des activités de l'ONU dans les domaines économique et social. Un nouveau service a donc été créé au secrétariat pour répondre aux besoins des gouvernements africains en matière d'administration publique.

245. Le débat a fait ressortir que l'organisation de la fonction publique et la formation de personnel de la fonction publique sont considérées comme devant recevoir la plus haute priorité. On a spécialement mentionné la possibilité de créer un institut africain d'administration publique dans le cadre de l'étude que le secrétariat doit entreprendre à bref délai sur les moyens de formation et l'organisation de la fonction publique (projet 51-14).

246. On a fait observer que la création d'une association professionnelle de la fonction publique pourrait être envisagée en tant que moyen de relever le niveau de la fonction publique des gouvernements africains et que la Commission pourrait se charger de faire paraître, en matière d'administration publique, une publication technique du genre du *Bulletin économique pour l'Afrique*, qui serait destinée à faciliter la diffusion d'idées dans ce domaine.

247. On a également suggéré que le projet 51-11, relatif aux structures administratives dont le secrétariat doit entreprendre l'exécution sous peu, comprenne une étude comparative des structures communes aux gouvernements africains en vue de déterminer les effets de nature à stimuler le développement économique et social.

248. Afin de concrétiser ses vœux en la matière, la Commission a adopté un projet de résolution présenté par le Soudan, le Sierra Leone, le Ghana et le Libéria [résolution 70 (V); voir 3^e partie du présent rapport].

249. Avant d'adopter cette résolution, la Commission avait pris note des incidences financières de la réunion du groupe de travail de l'administration publique prévue pour 1964.

Développement communautaire et protection sociale

250. Les documents dont la Commission était saisie à propos de cette question se rapportaient à trois des principaux aspects du développement: les problèmes

démographiques (E/CN.14/186), certains aspects de la discrimination raciale (E/CN.14/189) et les programmes de protection sociale et de développement communautaire (E/CN.14/169, E/CN.14/187 et E/CN.14/188). En résumant les documents, le représentant du secrétariat a fait ressortir les principaux points suivants: il existe de grandes différences entre les pays d'Afrique, tant du point de vue du chiffre de la population que du rapport entre le nombre d'habitants et l'abondance des ressources naturelles. Une caractéristique commune à presque tous les pays d'Afrique est la rapidité de l'accroissement démographique. Les incidences économiques des taux actuels et futurs d'accroissement de la population dans les diverses conditions économiques des pays d'Afrique n'ont pas été assez étudiées. L'importance croissante des migrations des zones rurales vers les villes, qui provoque une très rapide augmentation de la population dans les capitales et les autres grands centres urbains, est un autre problème grave. L'accélération de l'accroissement démographique et l'urbanisation rapide en Afrique, telles qu'elles sont décrites dans le document E/CN.14/186, ont fait apparaître le besoin d'études démographiques qui puissent servir de base à une planification bien conçue du développement. Les projections démographiques sont indispensables et les études sur les facteurs agissant sur les tendances démographiques sont les fondements indispensables de projections valables.

251. Les dépenses de l'Etat et la discrimination raciale ont fait l'objet d'une étude (E/CN.14/189). On a recherché dans les constitutions le point de départ des pratiques discriminatoires, car c'est de ce point de vue que l'on peut le mieux comprendre comment le gouvernement et l'Etat servent d'instruments de discrimination raciale. Quand la minorité raciale au pouvoir est laissée maîtresse des décisions administratives, en particulier en matière d'impôts, de dépenses de l'Etat et de politiques de développement, le gouvernement est prisonnier d'un corps électoral peu nombreux, animé par des mobiles raciaux, de sorte qu'il est insensible, ou très peu sensible, à l'intérêt des divers éléments de la population et donc à l'intérêt national. Telle est l'origine constitutionnelle de la discrimination raciale et aucun mouvement dans le sens de la justice sociale et de l'égalité entre les individus n'est possible, tant que cette situation n'est pas radicalement modifiée.

252. On s'est référé à la rubrique relative au développement communautaire et à la protection sociale dans le programme de travail pour 1962-1963; les documents E/CN.14/169 et E/CN.14/188 traitaient en détail des nombreux problèmes qui devaient être examinés dans le cadre de cette rubrique.

253. Le représentant du secrétariat a signalé à l'attention des membres de la Commission le rapport du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire (E/CN.14/187 et Corr.1 et Add.1) contenant le compte rendu des débats de ce comité et ses recommandations à la Commission.

254. Le représentant du secrétariat a également mentionné la réunion sur la planification sociale qui étudiera la possibilité d'incorporer les programmes sociaux dans la planification intégrale du développement.

255. On a proposé de consigner sous forme de résolution les recommandations du Comité de la protection sociale et du développement communautaire. Le projet de résolution rédigé à cet effet a été adopté [résolution 88 (V); voir 3^e partie du présent rapport].

256. On a également commenté brièvement le rapport du Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique (E/CN.14/186). La Commission a approuvé ce rapport et félicité le secrétariat de ses travaux en la matière.

Habitat, urbanisme et urbanisation

257. Le représentant du secrétariat a présenté le rapport du Cycle d'études sur l'urbanisation tenu en 1962 (E/CN.14/170 et Add.1) en insistant sur les conclusions. Il a souligné que ces conclusions appellent une suite que devront leur donner divers services du secrétariat et plusieurs institutions spécialisées. Il a présenté également le rapport de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique (E/CN.14/191), convoquée conformément à la résolution 53 (IV) de la Commission et tenue en janvier 1963. Il a mentionné les recommandations de cette réunion, notamment celles prévoyant la création, dans le cadre de la Commission, d'un comité de l'habitat et de l'aménagement et définissant un programme de travail à long terme et les projets particuliers qui devront recevoir la priorité. La Section de l'habitat, de la construction et de l'urbanisme, créée récemment au secrétariat de la Commission, sera en mesure d'exécuter le programme de travail, si celui-ci est adopté. Enfin, le représentant du secrétariat a appelé l'attention des délégations sur le rapport du Comité de l'habitation, de la construction et de la planification⁷, qui vient d'être créé par le Conseil économique et social et s'est réuni récemment au Siège, et sur une note résumant les principales conclusions de ce rapport qui intéressent la Commission et invitant celle-ci à présenter ses observations (E/CN.14/175). M. Olu Wright (Sierra Leone) a rendu compte, en qualité de président de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique, des travaux et des principales recommandations de cette réunion.

258. La Commission a pris note des recommandations contenues dans le rapport du Cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique (E/CN.14/170 et Add.1).

259. La Commission a fait siennes les recommandations de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique, notamment celle portant création d'un comité de l'habitat et de l'aménagement, en définissant le mandat et présentant des propositions relatives à un programme de travail à long terme et à court terme.

RESSOURCES INDUSTRIELLES ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

260. L'œuvre du secrétariat de la Commission dans les domaines de l'industrie et des ressources naturelles a été examinée et les travaux du Groupe de travail plénier

⁷ Documents officiels du Conseil économique et social, trente-sixième session, Supplément n° 13 (E/3719).

du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles, tels qu'ils sont consignés dans le rapport de cet organe (E/CN.14/192 et Corr.1 et Add.1), ont été l'objet de vifs éloges. La contribution substantielle de l'UNESCO à la mise en œuvre du programme de travail dans le domaine des ressources naturelles a été notée et louée.

261. Après un débat approfondi, il a été décidé à l'unanimité de mettre l'accent sur les problèmes suivants:

a) Développement des industries stratégiques et coordination sous-régionale. — Le développement de l'agriculture et celui de l'industrie devraient aller de pair, mais il conviendrait de combiner les efforts nationaux en vue d'établir de grandes industries lourdes modernes — sidérurgie, métaux non ferreux, produits chimiques (y compris les engrais), industrie mécanique (y compris le montage), énergie et matériaux de construction — sur la base d'une coordination des plans nationaux d'industrialisation et de la répartition du travail à l'échelon sous-régional, avec une distribution équitable des industries entre tous les pays. Il a été suggéré aussi que le secrétariat commence à organiser des services de consultants en vue d'aider les gouvernements à promouvoir le développement effectif des industries. Les études qui doivent être entreprises par le secrétariat et les missions industrielles prévues dans les différentes sous-régions ont été considérées comme présentant le plus grand intérêt.

b) Formation et recherche. — Les politiques des gouvernements africains en matière de formation et de recherche technique devraient être coordonnées; cela permettrait d'utiliser pleinement les moyens et les services existants, ainsi que les ressources financières disponibles pour établir de nouvelles institutions locales de formation et de recherche en Afrique. Le Secrétariat, en coopération avec les institutions spécialisées, devrait préparer des plans en vue de cette action concertée. Il serait souhaitable, notamment, que cette question soit étudiée par la Conférence sur la recherche scientifique et la formation de personnel touchant les ressources naturelles en Afrique que l'UNESCO se propose d'organiser en 1964. Il est en conséquence recommandé que le Secrétariat, conformément à la résolution 34 (III) de la Commission, participe pleinement à l'organisation de cette conférence.

c) Ressources minérales et hydrauliques. — On a souligné la nécessité d'une recherche pratique pour la détermination des ressources minérales et hydrauliques, ainsi que des possibilités de développement de ces ressources, y compris la création de services techniques sur place.

d) Fonds d'investissement. — Les délégations ont souligné la nécessité de réunir des fonds d'investissement provenant de sources intérieures en indiquant les divers moyens d'y parvenir, ainsi que la nécessité de formuler des politiques visant à encourager les investissements étrangers dans les pays africains.

e) Infrastructure. — Le rôle de l'infrastructure, en particulier des moyens de communication, en tant que condition préalable des investissements dans la grande industrie et de l'industrialisation des régions sous-développées, a été reconnu à l'unanimité.

f) Marchés communs. — La création de marchés communs sous-régionaux, débouchant par la suite sur celle d'un marché commun africain, a été considérée comme un facteur important de l'accélération de l'industrialisation.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

262. On a pris note avec satisfaction du rapport de la Conférence des transports d'Afrique orientale (E/CN.14/193); on a pris note également des rapports du secrétariat sur d'autres activités relatives aux transports (E/CN.14/194 et Add.1).

263. Un débat général a été consacré à l'œuvre de la Commission dans le domaine des transports. Il a été noté que le programme de travail avait été sensiblement élargi au cours de l'année considérée et que le secrétariat comporte maintenant une Section des transports. La Commission a pris les décisions suivantes:

a) Le mandat du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles sera élargi de façon à inclure les transports et communications. Cet organe au mandat élargi sera habilité à convoquer des groupes de travail ou des réunions spéciales d'experts sur les aspects de l'un ou l'autre des deux problèmes qui intéressent une sous-région en particulier ou sur les sujets spécialisés intéressant l'ensemble du continent africain. Toutefois, certaines délégations ont fait observer que les transports constituent par eux-mêmes un domaine distinct et vaste et qu'en raison de l'importance vitale que cette question présente pour les pays en voie de développement, elle justifie la création d'un comité permanent qui maintiendrait une liaison étroite avec le Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles.

b) En vue de mener à bien la vaste étude entreprise par le secrétariat sur le développement des transports, les gouvernements seront priés de coopérer avec le secrétariat en fournissant des données numériques et en contribuant par d'autres moyens appropriés à l'achèvement de l'étude.

c) Le Secrétaire exécutif sera chargé de préparer, en coopération avec l'Union internationale des télécommunications (UIT), un rapport sur les problèmes que pose l'installation d'un réseau adéquat de télécommunications en Afrique.

d) Le rapport du secrétariat sur les problèmes des transports transsahariens (E/CN.14/194/Add.1) ayant été préparé d'un point de vue étroitement économique et sur la base de données incomplètes, des précisions complémentaires seront rassemblées et une analyse plus complète sera effectuée avec la coopération d'un groupe d'experts des pays limitrophes du Sahara; ce groupe d'experts devrait, si possible, se réunir en 1963 de façon à pouvoir présenter un rapport à la Commission lors de sa sixième session.

e) Les études du secrétariat sur le développement et la coordination des divers services de transports aériens devraient être intensifiées, l'OACI étant invitée à prêter tout son concours.

f) Les études du secrétariat sur les transports seront orientées vers la solution de problèmes pratiques, par exemple l'établissement de liaisons routières entre le Kenya, l'Éthiopie, la Somalie et le Soudan.

PROBLÈMES AGRICOLES

264. Dans son exposé d'introduction, le représentant du secrétariat a souligné que ce point de l'ordre du jour englobait un certain nombre de sujets choisis, dégagés des résolutions de la Commission et des demandes formulées aux précédentes sessions. Les projets sont exécutés en liaison avec la FAO.

Programme alimentaire mondial

265. Il a été exposé, conformément à la résolution 54 (IV) de la Commission, qu'un Programme alimentaire mondial, placé sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et de la FAO, a été lancé en 1963 pour promouvoir le développement économique et social. Il s'agit d'un programme expérimental de trois ans portant sur l'utilisation des denrées alimentaires en excédent pour le financement des projets de développement, la lutte contre la famine, l'alimentation préscolaire et scolaire et l'amélioration des conditions de nutrition. On a accueilli avec faveur l'idée d'employer ces excédents comme moyen de développement et d'auto-assistance. L'aide continue de la FAO sera requise pour accroître la production vivrière intérieure par l'emploi de meilleures techniques, d'engrais et d'autres méthodes. On a également souligné la nécessité d'augmenter les contributions en espèces pour permettre l'utilisation effective des contributions aux projets en denrées alimentaires. On a souligné qu'il importe que les pays africains contribuant aux ressources du programme en bénéficiant de ses dispositions soient plus nombreux. Une plus grande publicité est nécessaire pour signaler le programme à l'attention des gouvernements et faire connaître les modalités de sa mise en œuvre. Certaines délégations ont recommandé que la constitution d'un fonds alimentaire pour la répartition équitable des excédents soit envisagée.

Étude des tendances et des perspectives du bois en Afrique

266. Dans son rapport d'activité sur l'étude des tendances et des perspectives du bois en Afrique (E/CN.14/197 et Add.1), le secrétariat signalait que cette étude progressait, conformément aux dispositions de la résolution 46 (IV). Les délégations ont reconnu qu'il serait nécessaire de déterminer avec précision les besoins actuels et futurs en bois pour servir de point de départ aux politiques forestières. On a souligné que les forêts, en dehors du bois qu'elles fournissent, jouent un autre rôle important, à savoir la protection des bassins versants et la conservation des sols et des eaux. Les participants ont fait ressortir le fardeau que représentent pour les gouvernements les dépenses locales requises pour les enquêtes de cette sorte et ont réclamé l'assistance technique de la FAO, laquelle est accordée à un certain nombre de pays.

Production animale

267. Le représentant du secrétariat a annoncé que, en application de la résolution 56 (IV) de la Commission, il avait pris des dispositions avec la FAO pour que les aspects économiques et sociaux de la production animale soient étudiés à la première conférence régionale africaine sur les conditions sanitaires du cheptel et la production animale que la FAO doit organiser à la fin de 1963. Ce projet d'action conjointe a été accueilli avec faveur car il permettra d'établir un ordre du jour très complet qui combinera la question de l'utilisation économique du bétail et des questions techniques, telles que l'élevage, l'alimentation, l'approvisionnement en eau et la lutte contre les épizooties. Les délégations ont insisté pour que les travaux dans ce domaine soient menés avec vigueur afin de favoriser les exportations et d'améliorer les niveaux locaux de nutrition.

Lutte contre le criquet pèlerin

268. La lutte contre le criquet pèlerin continue d'intéresser un grand nombre de pays couvrant pratiquement la totalité du territoire africain au nord de l'équateur. La plupart des gouvernements de ces pays collaborent activement à l'opération de lutte antiacridienne menée par le Fonds spécial. Il s'agit d'un projet interrégional de recherche qui intéresse aussi l'Asie du Sud-Ouest et vise à la mise au point d'une stratégie nouvelle d'attaque directe et d'efforts pour arrêter la reproduction et les migrations du criquet. La FAO est l'agent d'exécution de ce projet. Divers organes intergouvernementaux et sous-régionaux ont été constitués en Afrique pour cette lutte. Des organes existent également pour lutter contre le criquet africain et le criquet rouge. Certaines délégations ont demandé la création d'une nouvelle organisation desservant l'Afrique du Nord; d'autres ont mentionné la nécessité d'une coordination plus harmonieuse tenant compte des organismes déjà existants.

Crédit agricole

269. Un rapport succinct sur le Centre FAO/CEA de perfectionnement du crédit agricole en Afrique (E/CN.14/200) mettait l'accent sur certaines recommandations particulières formulées par ce centre pour l'organisation et la mise en œuvre de systèmes de crédit agricole dans les pays de l'Afrique de l'Est. Des délégations ont donné un aperçu des difficultés pratiques auxquelles donnent lieu le recouvrement des prêts, la réglementation de leur emploi et la lutte contre les pratiques abusives des prêteurs privés. On a fait observer que des solutions partielles à ces problèmes pratiques consisteraient à accorder des prêts en nature et à lier les crédits à des activités de vulgarisation qui leur donneraient la forme de crédits contrôlés. On a proposé de charger l'institut africain de développement et de planification économiques d'étudier les problèmes qui se posent et les mesures requises pour la création de systèmes satisfaisants de crédits contrôlés. L'institut devrait créer et organiser des stages pour la formation du personnel appelé à mettre sur pied et à faire fonctionner ces systèmes.

Problèmes d'irrigation

270. On a manifesté un grand intérêt pour un rapport succinct sur les programmes d'irrigation en Afrique (E/CN.14/201) présenté par le secrétariat. Ce rapport analyse quelques-uns des avantages que l'on peut espérer de l'agriculture en périmètre irrigué, tout en signalant l'ampleur des dépenses d'équipement et l'étendue des exigences en cadres de direction qualifiés, spécialement en exploitants agricoles expérimentés, indispensables si l'on entend aboutir à des résultats satisfaisants. Le rapport conseille aux gouvernements de peser soigneusement le choix entre l'emploi de capitaux ou de main-d'œuvre qualifiée. Un rapport plus détaillé sera présenté très prochainement. Les délégations ont insisté sur la nécessité d'aborder les problèmes d'irrigation sous un angle global tenant compte de leurs aspects techniques, économiques et sociaux; d'autre part, il importe de les aborder dans une optique sous-régionale lorsqu'il s'agit d'utiliser des cours d'eau communs à plusieurs pays, de manière à coordonner les projets de développement et à tirer le plus grand profit possible de l'eau disponible.

271. D'autres problèmes agricoles n'ont pas été examinés d'une manière détaillée, mais avaient été soulevés au cours de la réunion du Comité du programme de travail et des priorités, notamment la question de la réforme agraire, les aspects économiques de la conservation des sols et le facteur que représentent les prix agricoles dans les termes de l'échange.

PROBLÈMES MONÉTAIRES, FINANCIERS, DE COMMERCE EXTÉRIEUR ET DE PRODUITS DE BASE

(Point 10 de l'ordre du jour)

272. Pour l'examen de ce point, la Commission disposait des documents suivants: rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174 et Corr.1 et Add.1 et 2), rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base (E/CN.14/205), rapport du Groupe d'experts sur le trafic de transit en Afrique de l'Ouest (E/CN.14/206 et Add.1), document d'information sur l'évolution récente des groupements économiques en Europe occidentale (E/CN.14/207), note sur l'application de la résolution 57 (IV) de la Commission (E/CN.14/190).

273. Dans son exposé d'introduction, le représentant du secrétariat a appelé l'attention des participants sur la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit avoir lieu au début de 1964. Il a souligné particulièrement les divers moyens par lesquels le secrétariat de la Commission pourrait contribuer à cette entreprise importante.

274. Au cours du débat qui, d'une façon générale, a été marqué par une attitude très constructive vis-à-vis des problèmes de commerce extérieur qui se posent aux pays africains, plusieurs représentants ont souligné que la Conférence sur le commerce et le développement offrait aux pays africains une excellente occasion de coordonner leur action et ont instamment prié le Secré-

taire exécutif de s'efforcer de fournir toute l'assistance possible. Le débat a porté principalement sur les points suivants:

a) Déséquilibre structurel. — Le déséquilibre fondamental entre la structure de la production et celle de la demande dans les économies africaines a été souligné par la plupart des représentants. L'élasticité de la demande de produits d'importation dans les pays africains étant plus grande que l'élasticité de la demande de produits africains d'exportation dans les pays industrialisés, les gouvernements africains n'ont qu'une faible marge de manœuvre. On a souligné à ce sujet que la diversification de l'agriculture ne résout pas le dilemme. Un taux de consommation plus élevé dans les pays industrialisés et des politiques commerciales plus libérales assureraient cependant une augmentation suffisante de la demande d'exportations africaines et permettraient aux pays africains d'accroître leurs importations à la mesure de leurs besoins de développement. La nécessité de donner aux problèmes de commerce extérieur et d'assistance une solution coordonnée a été soulignée à nouveau.

b) Accords sur les produits de base. — Les effets destructeurs de la détérioration continue des termes de l'échange entre les pays africains et les pays industrialisés et des fluctuations des cours des produits de base sur la politique économique et la planification ont également été notés. La plupart des représentants ont reconnu que des accords mondiaux sur les produits de base aideraient à résoudre ce problème. Cependant, certains représentants doutaient de l'efficacité des accords conclus produit par produit comme ceux actuellement en vigueur. On a estimé que cette méthode tendait à favoriser les exportateurs traditionnels aux dépens du développement des pays nouveaux. Certaines délégations ont signalé les possibilités offertes par un financement compensatoire.

c) Marché commun africain. — On a beaucoup insisté sur toutes les questions touchant au développement des échanges intra-africains; certains représentants ont fait remarquer qu'une production complémentaire entre diverses sous-régions ouvrirait de vastes perspectives d'échanges et on a recommandé que ces possibilités soient étudiées de plus près. Un projet de résolution présenté par le Ghana, auquel s'étaient joints l'Algérie, le Burundi, l'Éthiopie, le Libéria, la Libye, le Maroc, la Nigéria, la République arabe unie, le Sénégal, le Sierra Leone et le Tanganyika, a été adopté à l'unanimité [résolution 86 (V); voir 3^e partie du présent rapport]. Cette résolution souligne la nécessité d'établir un marché commun africain en priant le Secrétaire exécutif d'entreprendre des études approfondies sur les principaux problèmes que pose la création d'un tel marché. Plusieurs représentants ont fait remarquer qu'il s'agissait d'un projet qui, dans d'autres régions, a nécessité plusieurs années de préparation et que, par conséquent, il importe au plus haut point d'entreprendre aussitôt que possible les travaux en Afrique. On a fait appel à tous les gouvernements pour que, dans cette période de transition, ils ne prennent aucune initiative qui puisse compromettre la création ultérieure d'un

marché commun. Le Secrétaire exécutif a été prié également de tenir les membres et les membres associés au courant des efforts d'intégration dans diverses parties de l'Afrique.

d) Rapports avec les groupements économiques extra-africains. — Les représentants ont réaffirmé à l'unanimité qu'une coopération intensifiée entre les Etats africains était nécessaire pour favoriser l'unité et la solidarité africaines. Certains doutes ont été émis quant à l'association de certains Etats africains à la Communauté économique européenne. Ces doutes étaient motivés par le fait que l'association pourrait avoir des effets défavorables sur le développement de la coopération africaine. Il a été fait mention notamment de l'élément de discrimination contenu dans les aspects préférentiels de la Convention d'association. Les représentants des pays non associés à la Communauté économique européenne ont cependant déclaré qu'ils étaient conscients des avantages financiers et techniques de l'association pour les pays associés et des difficultés que présenterait l'abandon prématuré du présent système.

275. Les représentants des pays associés à la Communauté ont estimé que l'association n'a pas les effets destructeurs que l'on prétend. Leurs relations avec la Communauté n'impliquent pas pour eux l'obligation de rompre leurs liens avec les autres pays africains. Ils se sont prononcés pour une collaboration intra-africaine, mais ils ont souligné qu'ils ne pouvaient se permettre de négliger ni les avantages qu'ils tirent de la stabilisation de leurs recettes par l'exportation de produits primaires ni l'aide économique et financière dont ils bénéficient dans le cadre de l'association. De plus, aucune solution de rechange pratique n'a encore été suggérée.

276. Certains pays non associés ont déposé un projet de résolution sur les relations entre les pays africains et la Communauté économique européenne. Ce projet tendait à ce que le Secrétaire exécutif fasse part aux organes compétents des appréhensions mentionnées plus haut et cherche à préciser la nature des rapports entre les clauses tarifaires de la Convention d'association et les arrangements tarifaires qui seraient nécessaires en vue de l'établissement d'un marché commun africain. Ce projet de résolution a été retiré dans l'intérêt de l'unité africaine.

277. De nombreux représentants ont évoqué les problèmes que soulève l'existence de diverses zones monétaires dans la région. La République arabe unie, à laquelle s'étaient joints l'Algérie, la Guinée, le Mali et le Maroc, a présenté un projet de résolution. Ce projet signalait qu'il y avait lieu d'établir des liaisons commodées entre les zones monétaires et les systèmes de paiements afin de développer les échanges commerciaux intra-africains et priait le Secrétaire exécutif d'entreprendre une étude sur les possibilités de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre pays africains. Le secrétariat a indiqué dans les grandes lignes comment on pourrait exécuter le projet, en faisant appel à l'assistance d'experts et en réunissant un groupe de travail de fonctionnaires d'Etat en 1964. Tous les représentants ont exprimé le vœu que ce projet soit mis à exécution aussi rapidement que possible,

mais ils ont reconnu que l'étude devrait être effectuée avec le plus grand soin. On a rappelé qu'une étude des différents systèmes monétaires utilisés en Afrique — et en particulier de leurs répercussions sur le commerce intra-africain — était actuellement entreprise par le secrétariat en application de la résolution 30 (III) de la Commission. Après avoir pris note des incidences financières signalées par le Secrétaire exécutif (voir par. 300, al. a, plus bas), la Commission a adopté le projet de résolution par 19 voix contre zéro, avec 2 abstentions [résolution 87 (V); voir 3^e partie du présent rapport].

ASSISTANCE INTERNATIONALE À L'AFRIQUE

(Point 11 de l'ordre du jour)

278. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie d'un document d'information sur l'assistance technique fournie par les Nations Unies aux pays et territoires d'Afrique au titre du Programme élargi et du programme ordinaire (E/CN.14/210), d'un document d'information sur les activités du Fonds spécial en Afrique (E/CN.14/214 et Add.1) et de documents d'information sur les activités d'assistance technique d'un certain nombre d'institutions spécialisées.

279. Le Commissaire adjoint à l'assistance technique a fait un exposé sur les activités en Afrique au titre du programme d'assistance technique des Nations Unies et il a également fourni des renseignements sur les projets du Fonds spécial. Il a fait remarquer qu'en 1963, le programme des Nations Unies dépassera 7,5 millions de dollars et qu'un montant de 1,5 million de dollars est prévu pour des projets régionaux. On peut espérer que le nombre et l'envergure des projets du Fonds spécial en Afrique augmenteront dans un proche avenir. Les activités mentionnées sous les quatre principales rubriques du programme des Nations Unies (conditions préalables au développement économique et social, y compris statistiques, planification, formation et enquêtes économiques; enquêtes sur les ressources naturelles et développement de ces ressources; programmes sociaux, y compris l'habitat et l'aménagement; administration publique) ont marqué en 1962 des progrès qui se poursuivront en 1963.

280. Les représentants d'un certain nombre d'institutions spécialisées ont également fait des exposés sur les activités d'assistance technique de leurs organisations. Un représentant du Président-Directeur du Bureau de l'assistance technique a également fait un exposé.

281. Des observateurs d'Etats non membres de la Commission ont rendu compte des arrangements bilatéraux d'assistance technique entre leur pays et les pays africains.

282. Une proposition a été faite tendant à ce que les Etats membres de la Commission envisagent la possibilité de présenter aux Nations Unies une résolution sur la création d'une force de sécurité permanente des Nations Unies pour l'Afrique qui permettrait aux Etats africains de réduire leurs dépenses pour la défense nationale et de consacrer les économies ainsi réalisées

à des programmes de développement. L'établissement d'une telle force découragerait également les intentions agressives et empêcherait que la course aux armements ne commence en Afrique. En outre, les pactes défensifs entre pays deviendraient inutiles et il n'y aurait plus de bases militaires étrangères en Afrique.

283. Au cours du débat, on s'est félicité de l'assistance reçue de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées car cette assistance présente une grande importance pour le développement économique et social en Afrique. Il faudra néanmoins que l'assistance technique se développe encore. On s'est également félicité de l'assistance bilatérale reçue, bien que la préférence ait été en général donnée aux arrangements multilatéraux.

STATISTIQUES

(Point 12 de l'ordre du jour)

284. Dans son exposé d'introduction, le représentant du secrétariat a expliqué que les activités du secrétariat dans ce domaine ont pour objet d'encourager le développement des services nationaux de statistique, d'adapter les normes statistiques aux conditions de l'Afrique et d'adapter l'élaboration des statistiques aux besoins de la planification nationale du développement. Pour atteindre ces objectifs, le secrétariat a entrepris la préparation de manuels et de mémentos sur les procédures et la méthodologie en matière de statistique, la création de services de formation, la convocation, à l'échelon régional ou sous-régional, de réunions d'experts et de chefs des bureaux de statistique, et la tâche de rassembler, d'évaluer, d'exploiter et de diffuser des données statistiques.

285. La Commission était saisie, en plus du programme de travail sur les statistiques, des documents suivants : rapport du Colloque sur les statistiques industrielles (E/CN.14/173), note sur le développement statistique (E/CN.14/219), rapport sur les consultations régionales de 1962 (E/CN.14/220), rapport du Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains (E/CN.14/221).

286. Les principaux points discutés étaient les suivants :

a) Lacunes en matière de données statistiques. — On a répété à plusieurs reprises qu'il y avait encore de nombreuses lacunes dans les données statistiques fournies par beaucoup de pays africains. Ces lacunes constituent des obstacles sérieux aux études, aux travaux de recherche et à l'élaboration des politiques à suivre; il faut y prêter une attention immédiate et y remédier. On a cité, à titre d'exemple, l'insuffisance des statistiques relatives à la population, à la production, aux prévisions en matière de récoltes, à l'emploi, aux traitements et salaires, ainsi qu'à la comptabilité nationale et aux études budgétaires.

b) Pénurie de personnel. — D'une manière générale, les représentants ont reconnu que les services statistiques manquaient aussi bien de statisticiens professionnels que de personnel auxiliaire. On a souligné la pénurie

qui existe dans deux groupes particuliers: premièrement, les statisticiens en matière économique, qui doivent assurer une liaison efficace entre les services statistiques et ceux de la planification; deuxièmement, le personnel préposé aux enquêtes sur le terrain, dont il faut disposer pour rassembler les données lors des enquêtes par sondage dont le nombre ne cesse d'augmenter. Les représentants ont estimé que l'on disposait des moyens nécessaires, sous différentes formes, pour former des statisticiens professionnels. Ils ont souligné combien il importait que les centres de formation statistique créés ou patronnés en Afrique par la Commission et l'Organisation des Nations Unies poursuivent leur tâche et ils ont recommandé que le Secrétaire exécutif s'efforce d'élargir ces activités et de faire en sorte que l'on dispose de possibilités accrues en matière de formation et de bourses.

c) Conférence des statisticiens africains. — Les délégations ont approuvé à l'unanimité les sujets choisis aux fins d'examen par la troisième Conférence des statisticiens africains: développement des statistiques et rapports entre les statistiques et la planification d'une part et la coordination entre les organisations responsables d'autre part. On a souligné l'importance qui s'attache à l'établissement des comptes nationaux en tant qu'instrument d'intérêt fondamental pour la planification. A cet égard, on a noté la nécessité d'établir des tableaux des ressources humaines et naturelles en plus des tableaux financiers du type classique. On a également mis en garde les statisticiens qui s'efforcent de satisfaire aux exigences de la planification en leur recommandant de ne pas négliger pour autant les besoins de ceux qui se servent de données statistiques pour des usages et des applications d'ordre plus général.

d) Réunions et services consultatifs à l'échelon sous-régional. — Les délégations ont accueilli avec faveur l'idée d'organiser, à l'échelon sous-régional, des réunions périodiques des chefs des bureaux de statistique qui constitueraient selon elles un moyen efficace d'échanger des données d'expérience, de coordonner les activités et d'évaluer les programmes de coopération régionale. Elles ont noté le besoin continu d'experts statisticiens et l'importance pour les gouvernements de prendre des mesures pour s'assurer que les résultats des travaux des experts continuent d'être exploités après la fin de leurs missions. On a souligné, notamment, l'intérêt que présentent les services consultatifs régionaux à court terme et les usages qui peuvent en être faits, et on a invité le Secrétaire exécutif à faire en sorte que ces activités se poursuivent et s'élargissent. Tous les gouvernements des Etats membres ont été invités à appuyer pleinement les efforts déployés par le Secrétaire exécutif pour encourager le développement des statistiques en Afrique.

FORMATION PROFESSIONNELLE

(Point 13 de l'ordre du jour)

287. A propos de ce point de l'ordre du jour, le représentant du secrétariat a fait ressortir que les activités de formation professionnelle n'ont cessé de se développer depuis la création de la Commission. Il a

ensuite passé en revue les différents rapports présentés à la Commission sur ce sujet: rôle de l'UNESCO en matière de formation pour l'administration publique (E/CN.14/218), rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques (E/CN.14/222), formation en cours d'emploi (E/CN.14/223), rapport sur les centres de formation statistique (E/CN.14/224), rapport sur le stage de formation en politique de développement communautaire (E/CN.14/225), et rapport sur le stage organisé à l'intention des fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest (E/CN.14/226).

288. La Commission a félicité le secrétariat des travaux accomplis dans le domaine de la formation professionnelle et l'a engagé à poursuivre ces activités et à les étendre, notamment en ce qui concerne le projet de formation de cadres pour l'administration publique, tel que l'a déjà approuvé le Comité du programme de travail et des priorités.

289. Les suggestions contenues dans le document E/CN.14/223 pour le développement de la formation en cours d'emploi ont été approuvées.

APPLICATION DES DÉCISIONS SUR LA DÉCENTRALISATION DES ACTIVITÉS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES DANS LES DOMAINES ÉCONOMIQUE ET SOCIAL ET LE RENFORCEMENT DES COMMISSIONS ÉCONOMIQUES RÉGIONALES

(Point 14 de l'ordre du jour)

290. Un représentant du secrétariat a présenté le rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises par le Secrétaire général en vue de l'application de la résolution 50 (IV) de la Commission (E/CN.14/227), qui souligne les importants progrès accomplis pendant l'année écoulée dans la voie de la décentralisation, au profit du secrétariat de la Commission, des activités économiques et sociales, notamment pour les questions relatives à l'assistance technique et au Fonds spécial. La Commission a pris note des progrès réalisés et des mesures nouvelles envisagées et a chargé le Secrétaire exécutif de présenter un rapport sur la participation accrue du secrétariat aux activités d'assistance technique des Nations Unies [résolution 83 (V); voir 3^e partie du présent rapport].

291. La Commission a pris note d'un rapport d'activité sur la création de bureaux sous-régionaux (E/CN.14/228). Elle a indiqué combien elle appréciait les efforts du Gouvernement du Niger et du secrétariat en vue d'établir, à Niamey, un bureau sous-régional que l'on espère voir s'ouvrir au début de 1964.

292. La Commission a rappelé sa résolution 64 (IV) par laquelle elle a décidé la création de deux bureaux sous-régionaux, dont celle d'un bureau sous-régional pour l'Afrique au nord du Sahara. Le représentant de l'Algérie, appuyé par les représentants des autres pays de l'Afrique du Nord, a proposé que ce bureau sous-régional soit situé au Maroc et le représentant du Maroc a déclaré que son gouvernement serait heureux d'offrir les facilités nécessaires pour l'établissement de ce bureau

sous-régional à Tanger. La Commission a accepté ces propositions et a exprimé sa gratitude au Gouvernement marocain.

PROBLÈMES DE PERSONNEL DE LA COMMISSION

(Point 15 de l'ordre du jour)

293. Dans son exposé d'introduction, le Secrétaire exécutif a donné des indications sur les progrès notables enregistrés pendant l'année écoulée au point de vue du recrutement de personnel et sur les progrès vers l'africanisation. Il a également rendu compte des perspectives immédiates et des objectifs à long terme en soulignant cependant que la politique suivie par le Secrétaire général est de continuer à fournir en partie aux commissions régionales du personnel ressortissant de pays autres que ceux de la région en cause. Il a expliqué les diverses mesures qui ont été prises en vue d'attirer un plus grand nombre de candidats de nationalité africaine et il a souligné les difficultés rencontrées pour obtenir le détachement de collaborateurs qualifiés. Le Secrétaire exécutif a également donné un aperçu des activités entreprises en matière de formation et des plans visant à donner plus d'extension à ces activités. Il a déclaré que le Comité du recrutement et de la formation du personnel n'a pas encore pu se réunir officiellement, bien qu'il y ait eu des contacts étroits au Siège entre les représentants du Secrétaire général et les membres des missions permanentes de pays africains auprès de l'Organisation des Nations Unies.

294. Au cours du débat, les points suivants ont été soulevés:

a) Tous les représentants qui ont pris la parole ont marqué leur approbation pour les progrès notables qui ont été faits du point de vue du recrutement en général pour accroître les effectifs et du point de vue de l'africanisation.

b) On a estimé en général que des efforts supplémentaires sont à faire en vue de confier à des Africains des postes de direction au secrétariat.

c) On a suggéré qu'il faudrait s'attacher davantage à obtenir le détachement de fonctionnaires africains.

d) Il a été généralement reconnu qu'il n'y a pas assez de membres du secrétariat qui soient des ressortissants de pays africains d'expression française, ce qui gêne la préparation et la distribution des documents en langue française.

e) Tous les participants ont reconnu qu'un dilemme se pose aux pays africains qui désirent vivement détacher des fonctionnaires expérimentés, mais ont également besoin d'eux dans leur pays, et que ces pays devraient s'efforcer davantage de faire les sacrifices nécessaires dans l'intérêt de la Commission.

f) Tous les participants ont été d'avis que la politique d'africanisation du secrétariat devrait être poursuivie, mais qu'il faudrait néanmoins qu'un certain nombre de membres du personnel soient originaires de toutes les parties du monde, tant dans l'intérêt de l'Afrique que pour préserver le caractère universel de cet office de l'Organisation des Nations Unies.

g) On a exprimé l'espoir que le Comité du recrutement et de la formation du personnel serait convoqué prochainement.

295. En réponse aux observations formulées au cours du débat, le Secrétaire exécutif a déclaré qu'il avait soigneusement noté tous les points soulevés. Les politiques établies en matière de recrutement seront fermement poursuivies. Au cours des prochaines années, de nombreuses occasions se présenteront de recruter d'autres Africains à tous les niveaux, mais le Secrétaire exécutif aura besoin de la coopération active de tous les gouvernements africains pour obtenir le détachement de personnel qualifié. Il a l'intention de convoquer prochainement le Comité de recrutement et de la formation du personnel à Addis-Abéba.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ

(Point 16 de l'ordre du jour)

296. Dans son exposé d'introduction, le Secrétaire exécutif a traité des quatre groupes de questions ci-après : le programme de travail et l'ordre des priorités pour 1963-1964 présenté à la Commission (E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1, 2 et 3) en appelant notamment l'attention sur les activités relevant du programme de la Décennie des Nations Unies pour le développement et sur les incidences financières des nouvelles activités proposées au cours de la cinquième session; les résolutions et décisions intéressant la Commission adoptées par le Conseil économique et social au cours de ses trente-troisième et trente-quatrième sessions et lors de la reprise de la trente-quatrième session, et par l'Assemblée générale à sa dix-septième session (E/CN.14/232 et Add.1 et Add.1/Corr.1); le contrôle et la limitation de la documentation (E/CN.14/184); enfin les dispositions relatives aux comités permanents (E/CN.14/177).

297. En expliquant les mesures qui concernent les comités permanents, le Secrétaire exécutif a insisté sur le fait que les propositions formulées par le secrétariat visaient à obtenir des résultats meilleurs et plus rapides en recourant davantage aux différents comités permanents et à des réunions d'experts organisées à intervalles réguliers. Il a cependant fait observer que le document E/CN.14/177 ne devait en aucune façon être interprété comme contenant des propositions fermes du secrétariat; on avait cherché, en présentant ce document, à préciser la position de la Commission afin de s'assurer que les vues du secrétariat n'allaient pas à l'encontre des vœux de la Commission. Il a souligné tout particulièrement que si le secrétariat avait suggéré que le quorum des comités permanents soit ramené de la majorité au tiers des membres de la Commission, c'était pour pouvoir donner plus de souplesse à la procédure, étant donné les difficultés rencontrées.

298. Le Secrétaire exécutif a également déclaré que si l'on pouvait prendre des dispositions dans le sens indiqué par le secrétariat, il deviendrait possible d'envisager, comme on l'a proposé, des sessions annuelles beaucoup plus courtes pour la Commission.

299. Les propositions constructives exposées par le Secrétaire exécutif pour rationaliser les méthodes de

travail de la Commission ont été généralement bien accueillies. La discussion a dégagé les principaux points ci-après:

a) L'extension du système des comités permanents et la convocation à intervalles réguliers de réunions d'experts ont été considérées comme une procédure commode qui permettrait d'alléger le fardeau de la Commission et de réserver la session annuelle pour l'examen des questions essentielles de politique générale.

b) Les réunions ne devraient pas être le seul mode d'échanges entre les gouvernements et le secrétariat et on pourrait recourir davantage à la correspondance régulière.

c) Quelques représentants ont suggéré que la Commission pourrait se réunir tous les deux ans. On a estimé toutefois qu'il serait préférable, pour le moment, en raison de l'évolution rapide de la situation en Afrique, de continuer à tenir des sessions annuelles. D'une manière générale, on a admis qu'il serait utile que le secrétariat se penche encore sur le problème en prenant en considération l'expérience acquise par la Commission et les conclusions qu'il serait possible de dégager de l'expérience d'autres commissions régionales.

d) La plupart des représentants ont estimé que l'on pourrait sans inconvénient réduire la durée des sessions de la Commission mais que des sessions d'une semaine seraient trop courtes. Toutefois, il a été également reconnu par l'ensemble des participants qu'il devrait être possible de limiter la discussion générale, ce qui laisserait plus de temps pour l'examen des questions de haute politique.

300. La Commission a pris les décisions suivantes:

a) Ayant pris note des incidences financières des nouveaux projets, elle a adopté le rapport du Comité du programme de travail et des priorités (E/CN.14/231). Les nouveaux projets sont les suivants: organisation d'une foire commerciale africaine (projet 13-12), dont le coût est évalué à 13.600 dollars en 1963 et 49.850 dollars en 1964; formation en cours d'emploi à la section du commerce extérieur du secrétariat (projet 61-03) et cours de formation pour petits commerçants (projet 61-11), dont le coût est évalué à 5.000 dollars en 1963 et à 10.000 dollars en 1964; une étude sur la possibilité d'appliquer une convention TIR dans les pays de l'Afrique de l'Ouest (projet 13-10), dont le coût est évalué à 7.500 dollars en 1963 et à 23.850 dollars en 1964; une étude sur la possibilité de créer un système de compensation dans le cadre d'une union des paiements entre pays africains (projet 13-14), dont le coût est évalué à 14.000 dollars en 1963 et à 50.800 dollars en 1964; un projet tenant à l'établissement d'une union panafricaine des télécommunications [projet 22-01, f], dont le coût est évalué à 44.300 dollars en 1963 et à la même somme en 1964; enfin, la réunion d'un groupe de travail sur l'administration publique (projet 51-02), dont le coût est évalué à 18.600 dollars en 1964. Ces projets sont incorporés dans le programme de travail pour 1963-1964 (voir 5^e partie du présent rapport).

b) Le Comité permanent du commerce sera désormais considéré comme régi par les articles 67 et 68 du règle-

Félicite le Secrétaire exécutif et le personnel du secrétariat de la loyauté et de la conscience professionnelle qu'ils ont apportées à la cause du progrès économique et social de l'Afrique.

99^e séance,
2 mars 1963.

**91 (V). Félicitations aux membres des bureaux
des quatrième et cinquième sessions**

La Commission économique pour l'Afrique,

Consciente des lourdes obligations assumées par le Président et les Vice-Présidents pour la conduite des débats des séances plénières et des responsabilités analogues qui incombent aux Présidents et aux Vice-

Présidents du Comité économique et du Comité social et aux Rapporteurs des comités de rédaction,

Notant avec satisfaction la dignité et la compétence avec lesquelles les membres du Bureau de la Commission se sont acquittés des devoirs de leur charge pour mener à bonne fin les travaux de la Commission lors de sa cinquième session,

1. *Félicite* le Président et les Vice-Présidents de la Commission, les Présidents et les Vice-Présidents du Comité économique et du Comité social pour leur activité au cours de la cinquième session de la Commission;

2. *Exprime également sa gratitude* au Président, aux Vice-Présidents et aux Rapporteurs de la quatrième session de la Commission pour leur éminent concours.

99^e séance,
2 mars 1963.

QUATRIÈME PARTIE

PROJETS DE RÉOLUTION À L'INTENTION DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

I

Le Conseil économique et social

1. *Prend acte* du rapport annuel de la Commission économique pour l'Afrique pour la période allant du 4 mars 1962 au 2 mars 1963, ainsi que des recommandations et résolutions qui figurent dans les deuxième et troisième parties de ce rapport;

2. *Approuve* le programme de travail et l'ordre de priorité consignés dans ce rapport.

II

Le Conseil économique et social

1. *Réexamine* la décision qu'il a prise¹⁶ au sujet de la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique relative à la participation du Portugal et de l'Afrique du Sud¹⁷;

2. *Décide* de transmettre à l'Assemblée générale les vues et la recommandation de la Commission.

¹⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, reprise de la trente-quatrième session*, 1239^e séance.

¹⁷ Voir E/3586, 3^e partie, résolutions 42 (IV) et 44 (IV), et *ibid.*, 4^e partie, projets de résolution III et IV.

III

Le Conseil économique et social

Ratifie les dispositions de la résolution 42 (IV) de la Commission économique pour l'Afrique qui s'appliquent aux pays africains non autonomes et celles qui concernent le statut de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et modifie les dispositions de la résolution qui concernent l'Espagne afin d'accorder à ce pays le même traitement qu'à la France et au Royaume-Uni.

IV

Le Conseil économique et social

1. *Recommande* à l'Assemblée générale d'assurer la prompte application de sa Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée] aux peuples et aux territoires du continent africain et des îles africaines, afin de permettre aux Etats africains de participer pleinement aux travaux du Conseil économique et social;

2. *Propose* que l'Assemblée générale prenne toutes mesures utiles pour assurer une juste représentation de l'Afrique au Conseil sur la base d'une répartition géographique équitable.

CINQUIÈME PARTIE

PROGRAMME DE TRAVAIL ET ORDRE DE PRIORITÉ POUR 1963-1964

A. — Observations sur le programme de travail et l'ordre de priorité

306. La Commission était saisie du programme de travail et de l'ordre de priorité pour 1963-1964 proposé par le Secrétaire exécutif (E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1, 2 et 3), ainsi que du rapport du Comité du programme de travail et des priorités (E/CN.14/231).

307. Le Secrétaire exécutif a appelé l'attention de la Commission sur le fait que le programme de travail pour 1963-1964 a été établi conformément au schéma général de réorganisation de la structure administrative du secrétariat, comme il est indiqué dans la première partie du présent rapport. Ces modifications de structure, ainsi que la réorganisation et l'expansion des travaux consacrés à des projets individuels, et l'adjonction de nombreux nouveaux projets, intéressant notamment la Division de l'industrie, des transports et des ressources naturelles et le Service d'administration publique, ont inévitablement entraîné de nombreux changements dans la présentation et la disposition des diverses parties du programme de travail et de l'ordre de priorité des travaux pour 1963-1964, par rapport à celui de 1962-1963.

308. A la suite de la création du Service d'administration publique et conformément aux conclusions et recommandations du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180), le secrétariat a inclus pour la première fois dans le programme de travail un programme détaillé consacré à l'administration publique. On pense que ce programme pourra être élargi progressivement, au fur et à mesure que les gouvernements feront parvenir leurs demandes et que le secrétariat pourra disposer d'un matériel d'information plus complet. C'est ainsi que l'enquête envisagée sur les établissements de formation professionnelle devrait permettre de formuler des propositions concrètes pour la création de centres de formation (à l'échelon national, sous-régional ou régional), là où il n'en existe pas à l'heure actuelle, ou pour l'amélioration ou l'agrandissement des centres existants. L'évaluation et l'exécution du programme de travail pour 1963-1964 et l'élaboration des programmes ultérieurs seraient grandement facilitées si l'on arrivait à instaurer des moyens de communication plus rapides et permanents entre les gouvernements des pays africains et le secrétariat. Le secrétariat pourrait ainsi être tenu au courant des politiques générales, des objectifs, des besoins et des programmes des gouvernements africains, ainsi que des évaluations sur l'exécution du programme de travail.

309. Le Service d'administration publique a été rattaché au Cabinet du Secrétaire exécutif; il fonctionne actuellement au moyen de fonds et avec du personnel fournis au titre du programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies [résolution 723 (VIII) de l'Assemblée générale]. La création de ce service a permis d'organiser dans des conditions satisfaisantes le fonctionnement de l'administration publique, à son stade initial,

dans le cadre de la Commission, et a grandement facilité le processus d'intégration. On examinera cependant la possibilité de donner un caractère plus définitif à cette nouvelle fonction, en absorbant dès que possible dans le secrétariat de la Commission une partie des charges financières et des tâches assignées au personnel, de façon à aligner l'administration de ce service sur celle des autres services de la Commission.

310. Les projets figurant sous la rubrique « Développement économique et social » ont généralement trait à l'analyse des principaux aspects des problèmes et des politiques de développement, sous l'angle économique et social. On attache une importance particulière à la corrélation qui existe entre les problèmes économiques et sociaux. On a donc décidé d'aborder la question sous l'angle de l'intégration, afin d'éviter, dans la mesure du possible, la dichotomie qui se produit si facilement lorsque l'on traite ces problèmes; on a donc fait porter les efforts sur le développement planifié. En effet, ces projets portent sur l'inventaire, l'évaluation et l'analyse comparée:

- a) Des programmes de développement africain;
- b) De la planification intégrale;
- c) Des méthodes et techniques de la planification dans les conditions propres à l'Afrique;
- d) Des projections à long terme;
- e) Des études des problèmes démographiques et des aspects juridiques et sociaux du développement;
- f) De la diffusion de renseignements sur les résultats de ces études.

En outre, on envisage d'organiser des réunions sur la planification et les politiques de développement; un groupe d'experts doit notamment se réunir en automne 1963 pour étudier l'intégration des secteurs sociaux dans les programmes et les projets des plans de développement intégral. Ces projets comporteront également des études sur les barrières sociales et les mesures propres à stimuler le développement, ainsi que sur les problèmes qui découlent de l'expansion économique. Le programme de travail comprend également des activités consacrées au développement communautaire et à la protection sociale.

311. Comme on l'avait indiqué dans le précédent rapport (E/3586, par.303), le Secrétaire exécutif envisage depuis quelque temps déjà une étude générale de la situation économique en Afrique. Grâce à l'accroissement des effectifs du secrétariat, on a maintenant la possibilité d'exécuter ce projet, de façon que les résultats puissent en être communiqués à la septième session de la Commission. Des travaux préparatoires ont déjà été entrepris et l'on pense que ce tableau d'ensemble, qui représente une étude de tous les aspects économiques de l'Afrique, comprendra certains autres projets figurant au programme de travail, notamment ceux qui traitent de l'inflation et

de l'épargne et, tout au moins en partie, de celui qui concerne les finances publiques.

312. Lorsqu'il a inséré les questions concernant le commerce dans le programme de travail, le Secrétaire exécutif a tenu compte des travaux préparatoires exécutés pour la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement qui doit avoir lieu au début de 1964. Bien qu'il n'ait pas jugé nécessaire de restreindre le programme de travail tel qu'il avait été envisagé avant que l'Assemblée générale ait décidé de convoquer cette conférence, il est bien évident qu'il conviendra d'accorder une place spéciale aux projets qui sont en rapport direct avec l'ordre du jour de cette réunion. Il a également été nécessaire d'insérer de nouveaux projets dans le programme de travail, puisqu'ils doivent faire partie de la documentation préparée pour la Conférence et il a donc fallu ajourner à 1964 l'exécution d'autres projets. On espère cependant que les travaux préparatoires pour ces projets pourront être entrepris en 1963. On notera également que les projets relatifs aux incidences des groupements économiques de l'Europe occidentale sur les économies africaines et sur les politiques commerciales et fiscales des pays développés, dans la mesure où elles peuvent exercer une influence sur les exportations de produits manufacturés et semi-manufacturés d'Afrique, font état d'une éventuelle coopération avec les autres commissions économiques régionales et le Département des affaires économiques et sociales au Siège. Cette procédure est extrêmement souhaitable si l'on veut être en mesure de présenter à la Conférence des rapports complets et d'une portée générale sur ces deux sujets, qui revêtent l'un et l'autre une importance capitale pour le commerce et le développement en Afrique.

313. Le programme de travail de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture est fondé sur un petit nombre de projets essentiels qui, dans leurs grandes lignes, portent sur la constitution d'une documentation concernant l'agriculture, la planification du développement agricole, la commercialisation et la consommation, ainsi que l'assistance directe fournie aux divers gouvernements. Ce programme est coordonné avec le programme beaucoup plus vaste de la FAO en Afrique, qui englobe une série considérable de questions techniques du domaine agricole. On a placé l'accent sur les questions de politique générale et d'organisation dans le domaine économique, plutôt que sur des études analytiques d'ensemble, et l'on a évité les questions agricoles de caractère essentiellement technique. On a donc attaché une importance particulière à la planification dans l'agriculture, conçue comme élément de la planification économique générale, aux politiques des prix, au crédit agricole, aux politiques agraires, aux aspects économiques de l'irrigation, au rôle de la nutrition dans le développement agricole, et à d'autres problèmes analogues qui préoccupent directement les gouvernements.

314. Dans leurs décisions, l'Assemblée générale et le Conseil économique et social ont invité les commissions économiques régionales à donner la priorité aux principaux objets qui entrent dans le cadre du programme de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Lors de la mise en œuvre du programme de travail, ces priorités serviront de guide au Secrétaire exécutif.

315. Comme le Secrétaire exécutif l'a mentionné dans ses observations sur le programme de travail et l'ordre de priorité des années précédentes, il devrait se voir reconnaître une certaine latitude pour apporter des modifications au programme de travail, une fois que la Commission l'aura approuvé. Cela devient particulièrement nécessaire du fait que de nombreux pays africains ont accédé récemment à l'indépendance et que le secrétariat devrait être en mesure de les assister, soit en les aidant à étudier les problèmes auxquels ils ont à faire face dans l'immédiat, soit en les faisant bénéficier d'avis techniques. En outre, au cas où les services du secrétariat se verraient confier des tâches imprévues, il se pourrait que le Secrétaire exécutif se voie obligé de différer l'exécution de certains projets.

316. La Commission a adopté le rapport du Comité (E/CN.14/231) sans amendements. A la suite de l'adoption des résolutions 70 (V), 77 (V), 79 (V), 80 (V), 86 (V), 87 (V), et 88 (V), certaines parties du programme de travail ont été révisées. Le programme de travail et l'ordre de priorité pour 1963-1964, tel qu'il a été révisé et adopté, est reproduit ci-dessous.

B. — Liste annotée des projets pour 1963-1964¹⁸

I. — DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

01. — Aspects généraux des politiques et programmes de développement¹⁹

GROUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

01-01 *Examen, analyse et diffusion des renseignements sur les plans de développement africains*

Référence. — Rapport sur la troisième session.

Activités:

Inventaire, évaluation et analyses comparatives des plans de développement des pays africains, du point de vue national, sous-régional ou régional; diffusion des renseignements sur l'organisation, la technique et la politique de la planification et de la programmation dans les pays africains, y compris les techniques de mise en œuvre des plans.

Observations:

Ce projet sera exécuté en liaison avec les offices centraux de planification des gouvernements des pays africains; ceux-ci ont été priés d'aider le secrétariat de la CEA à organiser un service central pour la diffusion des renseignements sur la planification dans les pays africains.

01-02 *Analyses des principaux problèmes et politiques de développement en Afrique*

Référence. — Rapports sur les troisième et cinquième sessions; résolution 80 (V) de la Commission.

¹⁸ Les projets ont été renumérotés afin d'en améliorer la présentation.

¹⁹ Les projets repris sous ce titre seront exécutés en coordination l'un avec l'autre, ainsi qu'avec les projets qui traitent des aspects sectoriels ou particuliers du développement et qui figurent dans une autre partie du programme de travail.

Activités:

a) Présentation, à la sixième session de la Commission, de propositions concrètes relatives à la coordination des plans de développement;

b) Incorporation dans les plans de développement intégral des secteurs, programmes et projets sociaux, y compris la fixation de normes et objectifs sociaux, ainsi que les problèmes financiers et administratifs qui se posent dans ce domaine;

c) Stratégie générale du développement dans les conditions propres à l'Afrique, y compris la création de « pôles de développement », la planification régionale à l'intérieur des pays, le développement urbain et rural et la coopération entre pays africains;

d) Objectifs proposés pour le niveau et la répartition des revenus, de l'emploi, de la main-d'œuvre, de l'investissement, de la consommation et de la balance des paiements.

Observations:

A entreprendre en 1963-1964, en collaboration avec les institutions spécialisées.

01-03 *Méthodologie et techniques de la planification et de la programmation*

Références. — Rapport sur la troisième session; résolutions 1708 (XVI) de l'Assemblée générale et 924 (XXXIV) du Conseil économique et social.

Activités:

Recherche des méthodes et techniques de la planification et de la programmation applicables aux conditions particulières à l'Afrique, à effectuer en coopération avec le Centre des projections et de la programmation économiques du Siège de l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres commissions régionales. Les points à étudier porteront notamment sur l'adaptation de modèles globaux de croissance à la planification des pays africains, les rapports capital-production et sujets connexes, l'élasticité de la consommation en fonction du revenu, les possibilités d'application aux économies africaines des analyses des entrées et sorties, les critères d'investissement et les méthodes de coordination internationale de planification du développement.

Observations:

On a l'intention de préparer une étude sur la possibilité d'appliquer en 1963 les analyses des entrées et sorties et un manuel simple de planification économique pour aider les Africains chargés de préparer des plans économiques.

01-04 *Projections pour l'Afrique*

Références. — Rapport sur la troisième session; résolutions 1708 (XVI) de l'Assemblée générale et 924 (XXXIV) du Conseil économique et social; résolution 79 (V) de la Commission.

Activités:

Projections pour des pays, ou des groupes de pays, ainsi que pour l'ensemble du continent africain, à entreprendre dans le cadre des programmes de projections des Nations Unies effectuées par le Centre des projections et de la programmation économiques au Siège, en collaboration avec les commissions économiques régionales.

Observations:

a) Travail de caractère expérimental en 1963 qui sera suivi en 1964 d'une première série de projections fondées sur un modèle global de croissance;

b) Une projection des besoins des pays africains en matière de commerce, dans le contexte de la Décennie des Nations Unies pour le développement, sera présentée à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

01-05 *Etude des niveaux, tendances et projections démographiques*

Références. — Rapport sur la première session, par. 62; rapport du Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique (E/CN.14/186).

Activités:

Etude de la structure et des tendances démographiques aux niveaux régional, sous-régional et national, pour dégager une documentation de base utile à la planification du développement économique et social:

a) Etude de la situation démographique dans son ensemble, telle qu'elle se dégage des données récentes obtenues au moyen de recensements, d'enquêtes par sondage et des registres d'état civil, portant tout spécialement sur les relations entre les variables démographiques, telles que la fertilité, la mortalité, les migrations et l'urbanisation, et les facteurs économiques et sociaux; études sur les aspects démographiques de la main-d'œuvre, de la migration intérieure, de l'urbanisation, de la morbidité, etc.;

b) Projection des populations nationales et de leurs composantes (population rurale et urbaine, population d'âge scolaire, main-d'œuvre, etc.);

c) Etude des aspects démographiques, sociaux et des conditions de la main-d'œuvre dans les plans de développement africain;

d) Préparation d'une déclaration de principes généraux pour l'organisation, le choix des sujets et les ordres de priorités dans les programmes nationaux de recherche démographique, afin de faciliter la planification du développement et l'élaboration de politiques qui soient adaptées aux conditions des pays africains. Avis à fournir aux gouvernements pour les assister dans ces travaux de recherche;

e) Contributions régionales à des projets de recherche démographique entrepris au Siège sur la demande de la Commission de la population.

Observations:

Ce projet sera exécuté en liaison avec les projets d'unification et d'analyse des données démographiques qui seront publiés sous forme de manuel (projet 41-06). Les résultats des recensements effectués récemment au titre du programme de recensement mondial de la population, des enquêtes démographiques par sondage et des études expérimentales entreprises dans un certain nombre de pays vont être de plus en plus nombreux en 1963-1964. Dans le choix des sujets de recherche, on prendra en considération les recommandations du Cycle d'études sur les problèmes de population en Afrique (E/CN.14/186) et les résultats des recensements. Les études portant sur un domaine auquel se consacrent déjà les institutions spécialisées ne seront entreprises qu'après consultation préalable. Il conviendra d'encourager également la participation aux travaux des institutions spécialisées dans des domaines communs.

01-06 *Conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination raciale*

Références. — Résolutions 26 (III) et 44 (IV) de la Commission.

Activités:

a) Etudes, au niveau sous-régional, des conséquences économiques et sociales des pratiques de discrimination

raciale sur la mobilisation de toutes les ressources disponibles pour un développement économique équilibré des pays et territoires africains;

b) Etudes détaillées de la discrimination raciale dans des secteurs aussi primordiaux que l'investissement humain, le taux de croissance, l'ampleur des marchés intérieurs et la croissance des industries nationales, les structures de l'industrialisation, les dépenses publiques et les mesures de sécurité sociale.

Observations:

a) Un rapport sur sept pays (E/CN.14/132) a été soumis à la Commission lors de sa quatrième session.

b) Une étude sur les dépenses publiques et la discrimination raciale (E/CN.14/189) a été présentée à la Commission, lors de sa cinquième session.

01-07 *Aspects juridiques et législatifs du développement économique et social*

Référence. — Mandat de la Commission.

Activités:

Etude du droit et de la législation des pays et territoires africains, portant sur les aspects économiques et sociaux du développement, et sur l'aide fournie aux gouvernements, à leur demande, pour adapter leur législation aux nécessités d'une économie en expansion.

Observations:

Etudes à entreprendre en liaison avec le projet 21-12 qui portera sur la législation destinée à encourager le développement industriel.

01-08 *Réunions sur la planification et les politiques du développement*

Références. — Rapport sur la première session, par. 61; résolution 80 (V) de la Commission.

Activités:

a) Réunion en 1964 d'experts africains en planification, avec un ordre du jour conforme à la résolution 80 (V).

b) Groupes de travail d'experts chargés d'étudier une sélection de sujets, conformément aux recommandations du Groupe de travail sur le développement économique et social, réuni en janvier 1962 (voir E/CN.14/127); un programme de réunions sous-régionales ou régionales de représentants des gouvernements sera mis au point ultérieurement.

Observations:

Un groupe de travail d'experts sera convoqué en automne 1963, en liaison avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège des Nations Unies et en collaboration avec les institutions spécialisées; il sera chargé d'étudier les problèmes figurant au projet 01-02, b. D'autres groupes d'étude pourront être convoqués en 1964, pour les problèmes de projection (projet 01-04) et les techniques de programmation (projet 01-03). Les documents établis par ces groupes d'étude et une étude des problèmes de développement en Afrique seront soumis à la réunion d'experts africains en planification qui se tiendra en 1964.

01-09 *Services consultatifs et coopération aux activités d'assistance technique*

Référence. — Rapport sur la première session, par. 61.

Activités:

Mise à la disposition des gouvernements, sur leur demande, de services consultatifs chargés de les conseiller

sur les problèmes techniques de la planification du développement, y compris ses aspects structuraux; coopération aux travaux d'assistance technique des Nations Unies, y compris la rédaction de descriptions de fonctions, le choix des experts et le maintien de contacts avec eux.

Observations:

Ce projet sera exécuté par le secrétariat de la Commission, avec l'aide des consultants et des conseillers en planification régionale qui lui sont attachés et en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

01-10 *Banques de développement*

Références. — Rapport sur la troisième session; résolution 27 (III) de la Commission.

Activités:

a) Travaux subordonnés à la création d'une banque africaine de développement;

b) Examen des diverses manières dont les banques nationales de développement pourraient contribuer à accélérer l'expansion économique des pays et territoires d'Afrique, comportant notamment une estimation des besoins d'avis et d'assistance technique; projet à entreprendre avec le concours de la BIRD et à poursuivre par l'institution de services consultatifs mis à la disposition des gouvernements, sur leur demande.

Observations:

Les travaux de 1961-1962 étaient concentrés sur les possibilités de création d'une banque africaine de développement; il n'a donc pas été possible d'entreprendre des études au sujet des banques nationales de développement. La question de création d'une banque africaine de développement n'a pas encore été réglée et il est possible qu'il faille encore lui consacrer de nouveaux travaux.

01-11 *Cycle d'études sur les problèmes de reclassification et d'administration budgétaires en Afrique*

Références. — Rapport du premier Cycle d'études (E/CN.14/117) et rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180).

Activités:

Un second cycle d'études portant tout particulièrement sur le rapport entre la préparation du budget annuel et les plans de développement; à organiser en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège.

Observations:

Ce second cycle d'études sera organisé en 1964, en collaboration avec les autres commissions économiques régionales et intéressera soit l'Afrique, soit plusieurs régions. Projet à organiser conjointement avec le projet 51-10.

02. — Tendances sociales, problèmes et questions de politique générale

GROUPE 1. — PROJETS PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

02-01 *Analyse de l'évolution de la situation sociale*

Références. — Rapport sur la première session, par. 61; résolution 18 (II) de la Commission; rapports sur les troisième et quatrième sessions.

Activités:

- a) Evolution des niveaux de vie, santé, enseignement, main-d'œuvre, etc.;
- b) Etude des transformations de la structure sociale, portant notamment sur la formation de nouveaux groupes sociaux, la mobilité sociale, l'évolution du rôle de la femme, etc.;
- c) Etude des implications sociales des programmes d'enseignement et répercussions sur l'enseignement de la révolution socio-économique en cours.
- d) Transition du système traditionnel au système moderne de sécurité sociale.

Observations:

Projet à entreprendre s'il y a lieu en liaison avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège et les institutions spécialisées. Les études mentionnées aux alinéas a et b seront effectuées en 1963-1964; les activités indiquées aux alinéas c et d devront être étudiées avec les institutions spécialisées intéressées.

02-02 *Encouragements à l'évolution économique et sociale*

Références. — Rapports sur les première et cinquième sessions; résolutions 18 (II) et 88 (V) de la Commission; rapports sur les troisième et quatrième sessions.

Activités:

- a) Etudier les institutions et facteurs sociaux créateurs de croissance économique et les besoins socio-économiques avant la mise en route des plans de développement;
- b) Organiser une réunion de spécialistes de niveau élevé chargés d'articuler la recherche sociale aux problèmes pratiques; faire rapport sur les liens qui devraient exister entre la recherche universitaire et la recherche entreprise par d'autres organismes sur diverses situations africaines; donner son avis sur les programmes d'assistance nécessaires pour publier les résultats de la recherche sur le développement et les problèmes dans les domaines social et économique;
- c) Collaborer avec la FAO à l'examen des problèmes de la jeunesse en milieu rural au cours de la réunion sur la vie rurale en Afrique envisagée.

Observations:

- a) Des travaux préliminaires entrepris en 1962 ont préparé cette étude et délimité le secteur de recherches. Le Groupe de travail sur le développement économique et social réuni à Addis-Abéba en janvier 1962 a recommandé qu'on accorde une plus grande attention à la recherche des motivations et des institutions dans les questions de développement;
- b) Ces deux réunions seront organisées en 1964 mais les travaux préparatoires devront commencer en 1963.

02-03 *Problèmes sociaux résultant de la croissance économique*

Références. — Rapport sur la première session, par. 61; résolution 18 (II) de la Commission; rapports sur les troisième et quatrième sessions.

Activités:

Etude des répercussions sociales des plans de développement des bassins fluviaux, de remembrement des terres, etc.

Observations:

On a l'intention d'effectuer des études de ce genre dans certains pays spécialement choisis, conjointement avec les projets de la section IV, concernant l'agriculture, et les projets 23-02 et 23-11.

02-04 *Aspects sociaux de l'urbanisation*

Référence. — Mandat de la Commission.

Activités:

- a) Rassemblement et diffusion d'informations tenues à jour sur les villes africaines, dans tous les domaines relevant de la compétence de la Commission, y compris la bibliographie, les cartes et plans, les statistiques démographiques, les services publics, la production locale, l'éducation locale et toute autre forme de développement social;
- b) Etablissement d'un centre de documentation où seraient réunies une bibliographie en plusieurs langues et les statistiques disponibles pour toutes les villes importantes; diffusion de ces renseignements en réponse à toute demande, par tout moyen approprié;
- c) Organisation d'enquêtes dans certaines localités et préparation d'études et de rapports sur les problèmes urbains en Afrique, portant particulièrement sur l'expansion urbaine, l'emploi, les niveaux de vie, etc.;

d) Organisation, lorsqu'il y a lieu, de groupes de travail, chargés d'examiner certains aspects particuliers de problèmes posés par la rapidité du développement urbain;

e) Mise à la disposition des municipalités africaines et des autres autorités opérant dans les zones urbaines, à la demande des gouvernements intéressés, de services consultatifs chargés notamment d'analyser la documentation existante, en vue, particulièrement, de l'élaboration de programmes sociaux destinés à faire face aux problèmes posés par la rapidité du développement urbain.

Observations:

Projet entrepris par le premier Cycle d'études sur l'urbanisation en Afrique, réuni en avril 1962, sur la base des travaux préparatoires effectués en 1961 et comprenant des missions de reconnaissance, des articles, etc. Projet à poursuivre par l'établissement d'un centre de documentation, l'organisation de cycles d'études sur l'urbanisation, ou tous autres moyens appropriés. Un cycle d'études sera convoqué en 1963. Travaux à exécuter conjointement à ceux qui portent sur l'industrie, les transports, le logement et l'urbanisation.

03. — Développement communautaire et protection sociale

GROUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS
DE HAUTE PRIORITÉ

03-01 *Etude générale du développement communautaire en Afrique*

Références. — Rapport du Cycle d'études sur le développement communautaire (E/CN.14/170, recommandation n° 5, c); résolution 48 (IV) de la Commission.

Activités:

Etude à faire périodiquement d'après la documentation fournie par les pays membres aux différents organismes des Nations Unies et complétée par des données rassemblées directement par le secrétariat de la Commission. On poursuivra l'évaluation des programmes de développement communautaire des différents pays; ces monographies par pays constitueront des éléments de l'étude générale.

Observations:

Une enquête sur les programmes du développement a été entreprise au Maroc et en Nigéria en 1962. Des enquêtes similaires seront effectuées en 1963 et 1964.

03-02 *Etude des possibilités d'application des techniques du développement communautaire aux zones urbaines de l'Afrique*

Références. — Rapport sur la première session, par. 62, al. b; résolution 731 J (XXVIII) du Conseil économique et social.

Activités:

Cette étude consistera à: a) lancer, en vue d'acquérir une expérience pratique, quelques projets pilotes de développement communautaire dans les zones urbaines et rurales d'Afrique; b) entreprendre simultanément, en collaboration avec des institutions de recherches en Afrique, une étude sur les mesures nécessaires pour réduire autant que possible les répercussions sociales du développement urbain. Il faudra accorder une attention spéciale aux services de logement et aux services sociaux qui seront nécessaires pour faire face aux problèmes que pose le développement urbain.

Observations:

Une étude sur Addis-Abéba (E/CN.14/SWCD/10) a été soumise au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire, réuni en février 1962. Deux projets pilotes seront exécutés, l'un en 1963 et l'autre en 1964.

03-03 *Développement communautaire et développement économique*

Références. — Rapport sur la première session; résolution 48 (VI) de la Commission.

Activités:

Analyse de la contribution que peuvent apporter, au développement économique des pays d'Afrique, le développement communautaire et les autres expériences de mobilisation des ressources humaines.

Observations:

Un groupe de travail d'experts sur le développement communautaire et le développement économique est prévu pour 1963 et sera chargé d'étudier les problèmes qui se posent dans ce domaine.

03-04 *Etudes de l'autoconstruction et des installations communautaires dans le cadre des programmes de développement communautaire en Afrique, des conseils consultatifs et de la formation professionnelle*

Références. — Mandat de la Commission; résolution 731 B (XXVIII) du Conseil économique et social.

Activités:

Etude des problèmes que posent l'aménagement et le réaménagement des villages et des petites communautés, y compris les programmes de construction par l'auto-assistance et l'examen de l'expérience acquise dans la construction d'écoles, de marchés, de coopératives, de centres communautaires et autres installations collectives.

Observations:

Un cycle d'études sur les habitations à bon marché, réuni à Tunis en 1961, et le Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire ont recommandé qu'on entreprenne de nouvelles études circonstanciées dans le domaine de l'autoconstruction dans certains pays africains, aux fins d'aider les services consultatifs et les personnes chargées de la formation professionnelle. L'exécution de ce projet doit être liée à celle des projets 24-01 à 24-05 concernant l'habitat et l'aménagement.

03-05 *Organisation et administration de programmes nationaux de protection sociale*

Référence. — Rapport du Cycle d'études sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire, recommandations n^{os} II, d et f, résolution 88 (V) de la Commission.

Activités:

Ce projet consistera notamment à:

a) Entreprendre des études sur la physionomie et les structures actuelles des programmes de protection sociale;

b) Organiser des réunions et des cycles d'études régionaux à l'intention d'administrateurs et de directeurs chargés des programmes de protection sociale;

c) Assister les gouvernements, sur leur demande, pour la planification, l'organisation et l'administration de leurs services de protection sociale;

d) Entreprendre des études de la planification, du financement, des priorités et d'une répartition équitable des services sociaux.

Observations:

Ce projet a été entrepris en 1961 par l'envoi de questionnaires aux gouvernements pour obtenir des renseignements sur les structures nationales d'organisation et d'administration des services de protection sociale. Une analyse des réponses a été présentée comme document de travail à la deuxième réunion du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire, en janvier-février 1963. L'envoi du questionnaire avait été suivi d'une réunion d'un groupe d'experts à Abidjan en 1962, chargés d'étudier l'organisation et l'administration des services sociaux. Le Comité permanent a été prié de donner son avis sur l'objet des débats d'une réunion régionale d'administrateurs et de directeurs chargés des programmes de protection sociale, à convoquer, si possible, en 1963-1964. On projette également d'organiser une enquête générale sur la structure des services de protection sociale dans quatre pays africains, deux pays de langue française et deux de langue anglaise.

03-06 *Bureau de documentation sur le développement communautaire et de la protection sociale*

Références. — Rapport du Cycle d'études sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire, recommandation n^o I, f; rapport du Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale (E/CN.14/169, chap. VII; recommandation d); résolution 88 (V) de la Commission.

Activités:

Ces activités consisteront à réunir et diffuser des informations sur les principes, méthodes et techniques du développement communautaire et de la protection sociale; aider à organiser des échanges de personnel entre pays africains; fournir des informations sur les institutions de formation, y compris les bourses d'étude offertes par les organisations internationales et les gouvernements; organiser des voyages d'étude, donner les instructions requises aux experts; organiser à l'intention des pays membres des services de presse, de prêts de films et autres moyens audio-visuels et publier un bulletin trimestriel d'information et d'évaluation.

Observations:

Les gouvernements seront invités à nommer dans leur pays un ou plusieurs correspondants du Bureau de docu-

mentation. Le premier numéro du bulletin sera prêt pour être soumis au Comité permanent et diffusé au cours du premier trimestre de 1963.

03-07 *Services consultatifs*

Références. — Rapport sur les troisième et quatrième sessions; résolutions 48 (IV) et 88 (V) de la Commission.

Activités:

Mettre à la disposition des gouvernements, sur leur demande, des services consultatifs sur le développement des communautés et la protection sociale, et les aider à organiser des cycles d'études nationaux sur la planification et l'administration du développement communautaire, et, en particulier: a) aider les gouvernements à former des conseils nationaux du développement communautaire et de la protection sociale; b) étudier et proposer des normes professionnelles pour les personnes chargées de ces activités.

Observations:

Action à entreprendre avec l'assistance de conseillers régionaux.

GRUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

03-10 *Voyage d'étude sur les questions de protection sociale*

Références. — Rapport du Cycle d'études sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire; rapport du Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale (chap. VII, recommandation f, et par. 2 du rapport). Rapport présenté à la quatrième session par le Comité du programme de travail et des priorités.

Activités:

Un voyage d'étude à organiser en 1963 pour 15 personnes, hommes et femmes, exerçant une activité professionnelle sur le secteur de la protection sociale, y compris des personnes chargées des services de protection sociale dans les programmes de développement communautaire: ce voyage les conduira dans un certain nombre de pays africains spécialement choisis et suscitera un échange de vues non seulement à l'intérieur du groupe mais aussi avec les fonctionnaires chargés des services de protection sociale dans les pays visités; il leur permettra en outre d'étudier les caractéristiques des divers systèmes de protection sociale, afin de les amener éventuellement à adapter ces caractéristiques à leurs pays respectifs.

03-11 *Voyage d'étude sur les méthodes et techniques du développement communautaire*

Référence. — Rapport du Cycle d'études sur le développement communautaire, recommandation n° 5, e.

Activités:

Voyage d'étude à l'intention de hauts fonctionnaires des gouvernements qui en feront la demande, afin qu'ils puissent examiner sur place des projets de développement communautaire dans certains pays d'Asie en 1963.

Observations:

Ce voyage d'étude était prévu à l'origine pour l'automne de 1962, mais des difficultés administratives en avaient empêché la réalisation. On espère que des fonds seront disponibles pour organiser ce voyage au cours de l'automne de 1963.

II. — ÉTUDES ET REVUES ÉCONOMIQUES, FINANCES ET COMMERCE INTERNATIONAL

11. — Etudes et revues économiques et analyses des tendances économiques

GRUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

11-01 *Bulletin économique pour l'Afrique*

Référence. — Rapport sur la première session, par. 62, al. j.

Activités:

Publication d'un bulletin contenant une sélection de statistiques sur l'Afrique, ainsi que des articles ou des rapports traitant de questions telles que:

a) Les tendances économiques et sociales actuelles dans les pays et territoires d'Afrique, les points saillants de l'évolution de la politique économique et sociale en Afrique, les répercussions sur l'économie des pays africains des décisions de politique générale prises par les gouvernements de pays d'autres continents ayant une importante activité commerciale en dehors de l'Afrique. Le *Bulletin* doit notamment contenir des analyses du marché des principaux produits de base exportés par l'Afrique, donnant, dans la mesure du possible, des prévisions sur l'offre et la demande;

b) Les activités de la Commission et de son secrétariat, y compris les rapports sur les conférences, cycles d'études et groupes de travail qui n'auraient pas été publiés dans d'autres documents périodiques;

c) Certains problèmes particuliers étudiés par le secrétariat;

d) L'analyse d'études entreprises ailleurs sur des problèmes africains d'un intérêt particulier.

Observations:

Ce *Bulletin* paraîtra deux fois par an.

GRUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

11-10 *Etude sur la situation économique en Afrique*

Références. — Mandat de la Commission; rapport sur la deuxième session, par. 85.

Activités:

Une étude générale de l'évolution de la situation économique en Afrique, y compris les facteurs politiques et sociaux qui s'y rapportent, de 1938 au début des années 60, entreprise pour indiquer les conséquences de l'évolution et des tendances de la situation économique pour la période en question, sur les problèmes actuels de politique générale et de planification du développement en Afrique. Cette étude se concentrera sur la décennie débutant en 1950 et devra mettre à jour les renseignements statistiques et les données de fait publiés depuis 1950 dans l'*Etude sur la situation économique de l'Afrique depuis 1950* (publication des Nations Unies, n° de vente: 59.II.K.1).

Observations:

Nouveau projet à entreprendre en 1963-1964, en coopération avec toutes les divisions.

12. — Monnaie et finances

GROUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

12-01 *Systèmes monétaires*

Référence. — Résolution 30 (III) de la Commission.

Activités:

Etude des différents systèmes monétaires employés en Afrique, dans leurs incidences sur le commerce intra-africain, en particulier, et sur les problèmes africains de développement économique, en général.

Observations:

Projet à exécuter en liaison avec les projets 12-02, 12-10 et 13-01. Une étude préliminaire a été soumise à la cinquième session.

12-02 *Finances publiques*

Références. — Mandat de la Commission; rapport du Cycle d'études sur les problèmes de reclassification et d'administration budgétaires en Afrique (E/CN.14/117/Rev.1, par. 97).

Activités:

Etude des recettes et dépenses des gouvernements africains, portant notamment sur la mobilisation, la répartition et l'emploi efficace des ressources destinées au développement économique.

Observations:

Ce projet est à entreprendre en liaison avec les projets 12-01, 12-10 et 11-10. Une étude du coût et des recettes des services administratifs et notamment des possibilités de mobiliser de nouvelles ressources pour le développement économique sera associée à celle du projet 11-10. Une étude spéciale des systèmes fiscaux actuellement en vigueur dans certains pays d'Afrique, portant particulièrement sur les moyens propres à améliorer les techniques fiscales et les recettes, doit être terminée en 1963.

12-03 *Assistance extérieure*

Références. — Rapport sur la première session, par. 55; résolution 28 (I) de la Commission; résolution 780 (XXX) du Conseil économique et social.

Activités:

Rapports sur l'assistance bilatérale et multilatérale fournie aux pays et aux territoires d'Afrique, à établir en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales du Siège.

Observations:

Ces rapports doivent être préparés pour chaque session de la Commission.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

12-10 *Inflation et épargne*

Références. — Mandat de la Commission; rapport du Comité du programme de travail et des priorités à la troisième session de la Commission, par. 10.

Activités:

Etude des problèmes d'inflation et d'épargne, en vue notamment de mobiliser les ressources financières poten-

tielles, telles que l'argent thésaurisé, pour le développement économique des pays africains.

Observations:

Projets à exécuter en coordination avec les projets 12-01 et 11-10.

13. — Commerce international

GROUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

13-01 *Problèmes et perspectives du commerce intra-africain*

Références. — Rapport sur la quatrième session, par. 198, 200 et 263; rapport sur la première session du Comité permanent du commerce (E/CN.14/174 et Corr.1), recommandation VI; résolution 86 (V) de la Commission.

Activités:

a) Etude des principaux problèmes que poserait la création d'un marché commun africain en s'attachant particulièrement à l'harmonisation du développement économique dans les divers pays africains et aux problèmes de transports intra-africains;

b) Organisation de groupes de travail chargés d'étudier certains problèmes propres aux sous-régions.

Observations:

a) Une étude préliminaire des problèmes et perspectives d'un marché commun africain doit être présentée à la conférence des chefs d'Etat qui aura lieu en mai 1963;

b) Une étude sur les échanges intra-africains doit être présentée à la Commission, lors de sa sixième session;

c) Un document sur les groupements économiques en Afrique doit être préparé en 1963;

d) Un document sur les échanges prévus dans les plans de développement africain, portant également sur les échanges avec d'autres régions, doit être préparé en 1963;

e) Des travaux préparatoires en vue de la convocation d'un groupe de travail sur les échanges en Afrique orientale doivent commencer en 1963;

f) La création d'un groupe de travail sur la politique fiscale et les échanges à l'intérieur de l'Afrique occidentale est prévue pour 1964. Les travaux préliminaires doivent commencer en 1963;

g) A entreprendre en liaison avec les projets prévus sous les rubriques 21 et 22 et le projet 32-01.

13-02 *Etude des accords de commerce régionaux et préférentiels*

Références. — Rapport sur la quatrième session, par. 202; rapports du Comité spécial chargé d'examiner les incidences des groupements économiques de l'Europe occidentale sur les économies africaines (E/CN.14/100, par. 56); rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation I.

Activités:

a) Etudes des incidences des accords de commerce régionaux conclus en Europe occidentale sur le commerce et le développement des pays africains, et des mesures propres à neutraliser les effets nuisibles que pourraient avoir ces accords;

b) Etudes des accords de commerce conclus ou envisagés dans d'autres régions;

c) Etudes des régimes préférentiels établis entre des pays africains et non africains, notamment des tarifs préférentiels du Commonwealth et des arrangements préférentiels existant entre le Portugal ou l'Espagne, d'une part, et leurs territoires respectifs en Afrique, d'autre part.

Observations:

a) Une étude sur l'intégration européenne et le commerce africain a été présentée à la première session du Comité permanent du commerce (E/CN.14/STC/4);

b) Un document d'information a été présenté à la cinquième session de la Commission (E/CN.14/207);

c) Une étude des répercussions qu'exercent sur l'Afrique les groupements économiques d'Europe occidentale doit être entreprise en 1963, avec la collaboration éventuelle des autres commissions régionales et du Département des affaires économiques et sociales du Siège;

d) Un comité spécial chargé d'examiner les problèmes que pose l'intégration européenne sera convoqué éventuellement;

e) Le secrétariat doit suivre les travaux des autres organismes internationaux à ce sujet et faire rapport, s'il y a lieu, sur les aspects particulièrement significatifs de cette évolution.

13-03 *Etude des relations commerciales entre l'Afrique et les autres parties du monde*

Référence. — Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandations II et III.

Activités:

Etudes portant spécialement sur le commerce des pays africains avec des pays ou des groupes de pays d'autres continents, qui devront être effectuées du point de vue des institutions aussi bien que sous l'angle économique.

Observations:

a) Une étude des politiques commerciales et fiscales des pays économiquement développés, dans la mesure où elles pourront exercer une influence sur les exportations africaines de produits manufacturés et semi-manufacturés, doit être préparée en 1963, éventuellement en coopération avec les autres commissions régionales et le Département des affaires économiques et sociales du Siège;

b) Une étude sur les échanges commerciaux de l'Afrique avec l'Asie, à faire en collaboration avec l'ECAFE et la FAO, sera présentée à la deuxième session du Comité permanent du commerce;

c) Une étude du commerce de l'Afrique avec les pays à économie planifiée a été présentée à la première session du Comité permanent du commerce (E/CN.14/STC/5). Ce commerce fera l'objet d'une étude ultérieure qui portera spécialement sur l'expérience acquise par les pays africains.

13-04 *Stabilisation des produits de base*

Références. — Rapport sur la quatrième session, par. 203 et 268; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation XIII; résolution 79 (V) de la Commission.

Activités:

Suivre régulièrement l'évolution du marché des produits de base et préparer des études sur des problèmes particuliers.

Observations:

a) La Réunion sur la stabilisation des produits de base s'est tenue à Lagos, Nigéria, du 30 juillet au 6 août 1962. Son rapport a été soumis à la Commission à sa cinquième session (E/CN.14/205);

b) Le secrétariat fera rapport au Comité permanent du commerce à sa deuxième session sur les faits nouveaux marquants qui sont intervenus dans le domaine des produits de base, d'après les renseignements fournis par les organismes internationaux créés expressément à cet effet;

c) On entreprendra des études sur les termes de l'échange des pays africains et notamment sur le rapport entre les prix des produits agricoles et des produits industriels fabriqués dans les pays industrialisés;

d) On devra soumettre à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement une étude des incidences, sur les économies africaines, de la recherche de la stabilisation des produits primaires par la formule « produit par produit » en regard de celles d'une formule englobant un groupe de produits.

13-05 *Documentation sur les questions de commerce extérieur*

Références. — Mandat de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation X.

Activités:

Rassembler et diffuser une documentation sur le commerce extérieur.

Observations:

a) Documentation à recueillir auprès des pays membres, des organisations internationales et des journaux et périodiques, sur les faits nouveaux importants concernant le commerce africain, et en particulier les conclusions d'accords de commerce et de paiements, les modifications des tarifs douaniers et des contingents, la réglementation des changes et la création d'organismes commerciaux d'Etat. Pour assurer la régularité de l'envoi de renseignements par les pays membres, le secrétariat prendra contact avec les gouvernements des pays africains afin de mettre au point les arrangements nécessaires;

b) Trois numéros du bulletin intitulé *Aperçu du commerce extérieur* ont été publiés en 1962. A partir de 1964, ce bulletin paraîtra chaque trimestre;

c) Le secrétariat aidera les gouvernements des pays membres à créer des services d'information commerciale. A titre de première mesure, le secrétariat a envoyé aux gouvernements des listes de publications et de périodiques sur les questions commerciales qui les intéressent.

13-06 *Développement des échanges*

Références. — Mandat de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation VIII.

Activités:

Etude des moyens et techniques propres à développer les échanges.

Observations:

a) Des études du commerce d'Etat et des accords commerciaux à long terme, faites d'après les renseignements fournis par les gouvernements qui ont acquis une certaine expérience dans ce domaine et en accord avec ces gouvernements, seront présentées à la deuxième session du Comité

permanent du commerce. Des exposés liminaires ont été soumis à la première session du Comité permanent du commerce (E/CN.14/STC/12 et 13);

b) Deux cycles d'études sur la politique commerciale et le développement des échanges ont été organisés en 1962, en liaison avec le secrétariat du GATT; d'autres seront organisés en 1963;

c) Le secrétariat pourra aider les gouvernements des pays membres et membres associés pour les questions d'administration douanière, c'est-à-dire de nomenclature, d'appréciation et d'origine des marchandises, etc.

GRUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

13-10 *Etude des problèmes de transit en Afrique de l'Ouest*

Références. — Recommandation du Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale (E/CN.14/138, par. 16); rapport du Groupe d'experts sur le trafic de transit en Afrique de l'Ouest (E/CN.14/206), recommandation VI.

Activités:

Etudier les problèmes de transit en Afrique de l'Ouest et notamment les possibilités d'adopter une convention TIR adaptée aux conditions locales.

Observations:

a) Un petit groupe d'experts a été convoqué à Accra en décembre 1962. Le rapport (E/CN.14/206) a été présenté à la cinquième session de la Commission;

b) Les recommandations de ce groupe d'experts seront soumises aux gouvernements des pays de la sous-région afin que de nouvelles mesures soient prises en 1963;

c) Un groupe de représentants qualifiés des chambres de commerce, des associations de transports routiers et des douanes sera réuni en 1964 pour étudier les conditions dans lesquelles une convention TIR pourrait être appliquée en Afrique de l'Ouest.

13-11 *Trafic frontalier en Afrique occidentale*

Référence. — Recommandation du Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale (E/CN.14/138, par. 21).

Activités:

Un groupe de travail sera chargé d'examiner les règlements et définitions propres à faciliter le contrôle du trafic frontalier.

Observations:

Le groupe de travail doit être convoqué en 1964. Les travaux préparatoires commenceront en 1963.

13-12 *Foire commerciale africaine*

Référence. — Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, recommandation IX.

Activités:

Etude des problèmes que pose l'organisation d'une foire commerciale africaine.

Observations:

Création d'un groupe d'experts pour aider le secrétariat dans la préparation de cette étude.

13-13 *Conférence d'hommes d'affaires africains*

Références. — Résolutions 8 (II) et 38 (III) de la Commission.

Activités:

Assistance pour la préparation et l'organisation d'une conférence d'hommes d'affaires africains chargés d'examiner les domaines possibles de coopération entre les entreprises et les organisations du secteur privé des économies africaines.

Observations:

Le secrétariat ignore si des mesures préparatoires ont été prises en 1962. Le projet ne sera pas considéré comme prioritaire car les sujets à étudier par une conférence de ce genre sont traités par ailleurs. Il est cependant entendu que, s'il paraissait nécessaire de convoquer une telle conférence dans l'avenir, le secrétariat serait prié de prêter son concours.

13-14 *Union africaine des paiements*

Référence. — Résolution 87 (V) de la Commission.

Activités:

Etude des possibilités de créer une union des paiements entre pays africains.

Observations:

a) Convocation d'un groupe de travail en 1964;

b) Des recommandations devront être présentées à la septième session de la Commission.

III. — INDUSTRIE, TRANSPORTS, RESSOURCES NATURELLES ET HABITAT

21. — Industrie

GRUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

Références. — Rapport sur la première session, par. 59; résolutions 18 (II), 33 (III) et 43 (IV) de la Commission; rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles (E/CN.14/192 et Corr.1)²⁰.

21-01 *Statistiques industrielles*

Activités:

Rassembler pour publication des données statistiques sur la production, l'importation, l'exportation et la consommation des produits industriels. Améliorer la portée et la qualité des statistiques industrielles.

21-02 *Inventaire des industries africaines*

Activités:

Poursuivre l'établissement d'un inventaire des industries africaines sur lesquelles des travaux ont déjà commencé, y compris les ressources énergétiques exploitées ou devant l'être dans un proche avenir.

21-03 *Investissements dans l'industrie*

Activités:

Etude des problèmes que pose la formulation de décisions sur les investissements industriels qui devraient inclure:

a) Une enquête sur l'expérience acquise par les industries existantes, du point de vue de l'exploitation, de la productivité et de la rentabilité;

²⁰ Ces références sont communes à tous les projets figurant sous la rubrique 21.

b) La recherche des motifs qui ont présidé à l'établissement de ces industries, ainsi que des méthodes employées pour arriver aux décisions en matière d'investissement;

c) La recherche des conditions économiques et autres conditions préalables au développement industriel, concentrée tout particulièrement sur les obstacles spécifiques qui s'opposent à l'industrialisation dans certaines régions;

d) Une étude nouvelle de la possibilité de préparer, avec le concours d'experts africains et d'autres experts, un manuel sur la préparation et la mise en œuvre des projets d'investissements, qui traite des aspects économiques et techniques.

Observations:

Les activités figurant aux points a, b et c feront l'objet d'un examen immédiat.

21-04 *Planification et programmation industrielles*

Activités:

Etude de la planification et de la programmation industrielles, en collaboration avec le Centre de développement industriel au Siège et l'institut africain de développement et de planification économiques; cette étude sera suivie d'un cycle d'études sur les problèmes et techniques de la planification et de la programmation industrielles, qui sera organisé dans les plus brefs délais.

Observations:

Une étude préliminaire de ces questions constitue le chapitre III du rapport intitulé « Développement industriel en Afrique » (E/CN.14/INR/1). Il est peu probable que les travaux puissent progresser beaucoup en 1963. A entreprendre en liaison avec le projet 01-03.

21-05 *Recherche industrielle*

Activités:

Travaux préparatoires en collaboration avec d'autres services de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, pour la création d'instituts de recherche industrielle en Afrique, sur une base sous-régionale; ces travaux porteront sur la recherche fondamentale aussi bien que sur la recherche appliquée.

21-06 *Enseignement et formation technologiques*

Activités:

Travaux préparatoires, accomplis en collaboration avec d'autres services de l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées, pour susciter l'expansion de l'enseignement technologique par la création de facultés spécialisées dans les universités africaines et d'instituts technologiques spécialisés ou d'universités distinctes, chargés d'assurer la formation de cadres de direction, d'ingénieurs industriels, d'agents de maîtrise et d'ouvriers qualifiés; inventaire préalable des institutions existantes; formation de techniciens spécialisés dans l'évaluation de projets, et notamment de spécialistes de l'économie agricole, d'ingénieurs, de dessinateurs, d'économistes et de comptables.

21-07 *Aide aux gouvernements en relation avec les projets d'assistance technique et les projets du Fonds spécial*

Activités:

Assistance apportée aux gouvernements, sur leur demande, pour les aider à résoudre leurs problèmes de développement industriel, en collaboration avec le Centre de développement industriel des Nations Unies, et à mettre au

point les projets d'assistance technique et ceux qui relèvent du Fonds spécial; directives et assistance aux experts de l'assistance technique et évaluation de leurs rapports.

21-08 *Assistance aux gouvernements pour susciter une coopération à l'échelon sous-régional dans le développement des industries*

Activités:

Assistance fournie aux gouvernements pour susciter, dans l'expansion des industries, une coopération à l'échelon sous-régional, fondée sur les principes de la spécialisation internationale, afin d'harmoniser, lorsqu'il y a lieu, les plans nationaux de développement industriel au moyen d'études et d'enquêtes sur place.

Observations:

On prépare actuellement des études et des enquêtes sur le terrain qui seront exécutées en 1963 en Afrique de l'Ouest et en Afrique de l'Est et le plus tôt possible en Afrique du Nord. A entreprendre en collaboration avec les institutions spécialisées intéressées et en liaison avec le projet 03-01.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

21-10 *Etudes approfondies de certaines industries*

Activités:

Etudes approfondies des industries énumérées ci-dessous couvrant les tendances probables de la demande, les possibilités d'échanges commerciaux en Afrique et hors d'Afrique et les perspectives de développement de la production dans les divers pays d'Afrique, à l'échelle sous-régionale ou régionale selon le cas; ces études seront suivies de réunions d'experts;

a) Sidérurgie;

b) Métaux non ferreux, y compris les opérations successives du traitement;

c) Industries mécaniques;

d) Produits chimiques, notamment les produits de base nécessaires à de multiples industries, les engrais et les produits chimiques destinés à l'agriculture, les produits tanants, les colorants et les produits dérivés du pétrole; examen des possibilités de développer les industries secondaires tributaires des produits chimiques précités;

e) Industries textiles, du point de vue des possibilités à long terme de remplacer par la production intérieure les importations, en s'efforçant d'éliminer les facteurs qui font obstacle au développement de la production;

f) Industries productrices d'énergie; les renseignements dans ce domaine doivent être obtenus par l'organisation d'une conférence sur le développement de l'énergie électrique.

Observations:

Ces études seront menées à bien en 1963 et en 1964. On espère que celles qui portent sur le fer et l'acier et certains produits chimiques, notamment les engrais, seront prêtes en temps utile pour les réunions d'experts qui se tiendront vers la fin de 1963. Celles qui portent sur les métaux non ferreux, les industries mécaniques et les textiles, ne seront vraisemblablement pas terminées avant 1964; les réunions d'experts auront donc lieu cette année-là. La réunion sur l'expansion de l'énergie électrique se tiendra en automne 1963.

21-11 *Financement des industries*

Activités:

Etude des problèmes du financement de l'industrie en Afrique, comportant notamment une analyse des méthodes d'autofinancement, l'orientation de l'épargne privée vers l'industrie, grâce à l'expansion des marchés des capitaux, le financement intérieur de la vente de biens d'équipement, le financement international réalisé par l'intermédiaire d'organismes internationaux et par d'autres voies, la fourniture de crédits pour l'exportation d'articles manufacturés, en coopération avec le Centre de développement industriel des Nations Unies, la banque africaine de développement, lorsqu'elle aura été fondée, d'autres organismes internationaux de financement et les banques privées.

Observations:

On ne prévoit pas que les contributions africaines à ces études puissent être prêtes avant la fin de 1963.

21-12 *Législation industrielle, commerciale, monétaire et fiscale*

Activités:

Etude des entraves à l'industrialisation causées par les législations industrielles, commerciales, monétaires et fiscales, en vue de formuler des propositions tendant à l'harmonisation de ces législations, ces propositions devant être soumises à l'examen d'une conférence qui sera convoquée en temps opportun.

Observations:

On ne prévoit pas que les études à soumettre à la conférence envisagée puissent être prêtes avant 1964. Ce projet est à exécuter en liaison avec le projet 01-07.

21-13 *Cycle d'études sur les zones industrielles*

Activités:

Travaux préparatoires pour un cycle d'études sur les zones industrielles prévu pour 1964, avec la coopération du Centre de développement industriel des Nations Unies et les institutions spécialisées intéressées.

22. — Transports

GRUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

22-01 *Transports*

Références. — Rapport sur la première session; résolutions 18 (II), 35 (III) et 60 (IV) de la Commission.

Activités:

a) Etude des problèmes de transport, sur une base sous-régionale, lorsqu'il y a lieu; cette étude doit servir de document de référence pour les réunions de fonctionnaires et experts des transports, organisées au niveau régional et sous-régional. Examen de la demande future de services de transport, fondé sur les perspectives d'expansion industrielle, agricole et commerciale d'après des études effectuées sur place; examen des méthodes les plus rationnelles de coordination de tous les modes de transport, selon les coûts relatifs, compte tenu de l'utilisation des moyens de transport actuels, afin de réduire au minimum les coûts des transports;

b) Etude du financement des transports, par la mobilisation des ressources humaines, l'épargne intérieure, les emprunts extérieurs, les dons ou les subventions;

c) Amélioration de la portée et de la précision des statistiques sur les transports africains, y compris celles qui portent sur le tourisme, en vue notamment de leur rassemblement et de la publication régulière d'un bulletin sur les statistiques des transports en Afrique;

d) Etude des problèmes législatifs et administratifs, comprenant l'adoption éventuelle d'un code uniforme de la circulation et d'un sens de conduite uniforme, l'établissement d'un minimum de normes routières acceptables, l'unification des signaux routiers et des règlements de sécurité. Publication de cartes indiquant la classification administrative et le genre de revêtement des routes. Elaboration de rapports sur l'état d'avancement des travaux des projets de transports. Evolution des réglementations douanières les plus libérales pour le mouvement des passagers, des marchandises et des véhicules d'un pays à l'autre, afin de proposer aux gouvernements des mesures de simplification des formalités aux frontières et de normalisation des documents;

e) Etude des problèmes du transit, afin d'aider les gouvernements intéressés à les résoudre et, en particulier, ceux des pays dépourvus de littoral, afin de définir les droits et devoirs des messagers qui assurent le transport des marchandises d'un pays africain à l'autre et d'assurer un minimum de protection légale aux pays dont l'existence, du fait de leur situation géographique, dépend d'un ou de plusieurs voisins;

f) Etude des problèmes des télécommunications, en collaboration avec l'UIT et les autres institutions internationales intéressées, en premier lieu grâce à la préparation, en collaboration avec l'UIT, d'un rapport sur les problèmes que poserait la création d'un système satisfaisant de télécommunications en Afrique;

g) Etude, en coopération avec l'OACI, de la manière de développer et de coordonner tous les moyens de transport en Afrique, et de la possibilité de centraliser des services techniques communs dans les domaines suivants: navigabilité aérienne, octroi de brevets au personnel, enquêtes sur les accidents, centralisation des services aériens, normalisation et mise en commun des pièces de rechange, des moteurs et équipements, services d'aéroport, etc.; opportunité de convoquer une conférence sur l'aviation civile en Afrique et possibilités d'utiliser de plus en plus les services aériens pour le transport de denrées périssables;

h) Examen de la possibilité de créer dans un proche avenir un centre de formation pour les cadres des industries du tourisme, de l'hôtellerie et des entreprises de transport; collaborer avec les gouvernements pour instaurer des cours à l'intention du personnel local des autres catégories; encourager les gouvernements à faire passer un test aux guides, à les classer en catégories et à leur délivrer un permis officiel;

i) Assistance aux gouvernements pour la solution de problèmes particuliers d'investissements dans les transports, pour l'organisation de cycles d'études techniques, l'élaboration et la mise en œuvre ultérieure de projets d'assistance technique et de projets du Fonds spécial; mise à la disposition des gouvernements, sur leur demande, de services consultatifs;

j) Organisation et direction d'activités de formation professionnelle dans le domaine des transports en collaboration avec les autres organismes gouvernementaux intéressés.

Observations:

S'agissant de l'activité mentionnée au point a, une importante étude sur la coordination des transports sera entreprise au début de cette année; elle couvrira en premier lieu la sous-région ouest-africaine et sera suivie de l'activité

décrite au point *b*. Au stade initial, les activités énumérées au point *d* seront incorporées dans celles du point *a*, pour être ultérieurement élargies sur une base régionale. A propos du point *e*, une étude sur les pays dépourvus d'accès à la mer, dans la sous-région est-africaine, a été entreprise. Dans le domaine des transports aériens (point *g*) et du tourisme (point *h*), les travaux préparatoires ont commencé. Pour les questions de tourisme, la sous-région est-africaine sera étudiée tout d'abord. La plupart des activités mentionnées ont été approuvées par la conférence des transports d'Afrique de l'Est. Ces projets seront entrepris, s'il y a lieu, en liaison avec le projet 13-01.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

22-10 Réunion des chefs de service des transports et communications d'Afrique occidentale

Référence. — Résolution 60 (IV) de la Commission.

Activités:

Cette réunion dont les préparatifs sont en cours et qui doit se tenir au printemps de 1964, a pour objectif d'examiner les études sur le développement des transports entreprises au titre des projets 22-01, *a* et *b*, d'élaborer un programme d'activités permanentes comme l'a recommandé la Conférence des transports d'Afrique occidentale tenue en octobre 1961, et, dans la mesure du possible, d'organiser des travaux similaires pour les autres sous-régions de l'Afrique.

22-11 Cycle d'études sur les ports et les transports maritimes des pays africains

Référence. — Mandat de la Commission.

Activités:

Cycle d'études sur l'administration des ports, à entreprendre avec le concours de l'IMCO et du Département des affaires économiques et sociales.

Observations:

Doit avoir lieu vers la fin de 1963 ou au début de 1964.

22-12 Etude des transports à travers le Sahara

Référence. — Résolution 61 (IV) de la Commission.

Activités:

Etude et évaluation des problèmes économiques et techniques et du financement des moyens de transport à travers le Sahara.

Observations:

On a préparé une étude préliminaire qui sera approfondie et on réunira avant la fin de 1963 une réunion des pays situés en bordure du Sahara.

23. — Ressources naturelles

GROUPE 1. — PROJETS ET ACTIVITÉS DE CARACTÈRE PERMANENT ET DE HAUTE PRIORITÉ

23-01 Ressources minérales

Référence. — Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles (E/CN.14/192 et Corr.1).

Activités:

a) Poursuivre l'établissement d'un inventaire des ressources minérales africaines et une analyse des possibilités de développement, en s'attachant notamment au développement, à l'échelon sous-régional des industries, surtout de celles qui font l'objet d'une étude approfondie à propos du projet 21-10;

b) Etablir d'étroites relations de travail au sujet des ressources minérales avec les grandes organisations régionales, ainsi qu'avec les services géologiques et les services des mines;

c) Insister auprès des gouvernements sur la nécessité de disposer, dans l'immédiat et à long terme, de relevés géologiques, qui constituent une base essentielle pour la recherche de minéraux, et sur la nécessité de procéder à de nouveaux relevés géologiques, là où le besoin s'en fait sentir; insister également sur l'importance que présentent, pour le développement industriel, les recherches minières systématiques à long terme et sur l'intérêt que revêt, pour le public en général et pour les sociétés minières, la publication rapide de cartes et d'informations sur ces recherches;

d) Encourager la collaboration entre les services géologiques et les universités pour l'établissement de cartes géologiques et l'étude de problèmes particuliers;

e) Octroyer une assistance aux divers gouvernements, sur leur demande, pour les aider à résoudre les problèmes que posent la recherche et l'exploitation de ressources minérales, l'enrichissement des minerais, etc., et les aider également à mettre au point des projets relevant de l'assistance technique et du Fonds spécial;

f) Encourager les procédés économiquement rentables de prospection minérale, de recherches et de production réalisées par de grandes entreprises; promulgation, à cet effet, d'une législation minière simplifiée. Encourager également la prospection par des particuliers ou de petites entreprises et leur donner à cet effet une assistance et des conseils;

g) Prendre les mesures préparatoires pour la formation de nouveaux géologues, assistants géologues et spécialistes des disciplines connexes, en collaboration avec les universités, l'UNESCO, etc., et encourager l'étude de la géologie et des disciplines voisines;

h) Recommander aux universités africaines, par des voies appropriées, de créer des chaires de géologie et des mines, là où il n'en existe pas encore;

i) Préparer en collaboration avec l'UNESCO et les autres institutions spécialisées intéressées, la création d'un centre régional chargé de l'interprétation des enquêtes aériennes et d'un centre de formation de photogrammétrie et de prospection géophysique aérienne;

j) Susciter, grâce aux organisations existantes, l'organisation de conférences techniques d'intérêt régional et sous-régional.

Observations:

Comme il s'agit d'un programme de travail extrêmement étendu par rapport au personnel dont on dispose, on procède actuellement à l'établissement d'ordres de priorité et d'échelonnement des travaux.

23-02 Hydrologie et ressources naturelles

Référence. — Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles.

Activités:

a) Rassembler, diffuser et analyser, en collaboration avec la FAO et d'autres institutions spécialisées, des renseignements sur les ressources en eau de surface et en eau souterraine dont dispose l'Afrique, pour augmenter chaque fois que possible les possibilités et l'utilisation des ressources en eau grâce à des accords sous-régionaux;

b) Recommander, par les voies appropriées, l'établissement de sections d'hydrologie dans les universités africaines;

c) Déterminer les besoins en programmes de formation hydrologique à l'échelon sous-régional pour le personnel des cadres intermédiaires et le personnel subalterne, et établir de tels programmes en coopération avec les institutions spécialisées telles que l'UNESCO et d'autres organismes;

d) Prévoir des bourses d'études pour des administrateurs, ingénieurs, géologues, etc., afin qu'ils aient l'occasion de se documenter sur place au sujet des activités d'autres pays dont les problèmes d'approvisionnement en eau sont comparables aux leurs; organiser des voyages d'étude pour que ces spécialistes puissent visiter des installations dans d'autres pays;

e) Encourager, en collaboration avec d'autres organisations intéressées, des réunions et des colloques à l'échelon sous-régional, pour l'examen de problèmes hydrologiques d'intérêt commun;

f) Susciter, en collaboration avec les institutions intéressées, des recherches sur le développement des voies navigables et des bassins importants qui présentent un intérêt international, et encourager la coopération et la coordination internationales pour le développement, par exemple, des transports et de l'énergie hydro-électrique.

Observations:

Comme il s'agit d'un programme de travail extrêmement étendu par rapport au personnel dont on dispose, on procède actuellement à l'établissement d'ordres de priorité et d'échelonnement des travaux. A entreprendre en liaison avec le projet 02-03.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

23-10 Ressources minérales

Référence. — Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles.

Activités:

a) Rassembler la documentation nécessaire sur la forme des publications et des cartes;

b) Envisager la publication d'un bulletin traitant des activités consacrées aux ressources minérales, dans le cadre des activités industrielles en Afrique, et ultérieurement la publication d'un journal publiant des études scientifiques et techniques dans ce domaine;

c) Susciter une action pour l'établissement d'un centre chargé de déterminer l'âge des roches et des minéraux, par des méthodes radioactives et autres;

d) Examiner la possibilité de recruter des économistes spécialistes des questions de minéraux qui pourraient être consultés au sujet de l'utilisation, des coûts d'exploitation et de la commercialisation, etc., ainsi que des ingénieurs de l'industrie qualifiés pour donner des avis sur l'utilisation et les possibilités d'application des minéraux industriels

nécessaires aux petites industries, notamment celles des matériaux de construction, de la céramique, de la verrerie, etc.;

e) Etudier la création au siège de la Commission, d'une réserve commune de géologues et d'autres spécialistes disposant de l'équipement technique approprié;

f) Susciter une action en vue de la création d'un institut de formation professionnelle pour l'industrie du pétrole et du gaz naturel.

Observations:

Comme il s'agit d'un programme de travail extrêmement étendu par rapport au personnel dont on dispose, on procède actuellement à l'établissement d'ordres de priorité et d'échelonnement des travaux.

23-11 Hydrologie et ressources hydrauliques

Référence. — Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles.

Activités:

a) Tenir à jour, en collaboration avec l'UNESCO, une bibliographie sur l'hydrologie en Afrique;

b) Envisager la publication d'un bulletin sur le développement des ressources en eau et favoriser la publication d'un journal d'hydrologie;

c) Poursuivre l'étude de l'hydrologie des petits et moyens bassins africains, pour réunir une documentation qui puisse être rattachée aux données recueillies sur les grands bassins fluviaux;

d) Organiser, en collaboration avec le Département des affaires économiques et sociales, les institutions spécialisées et les autres organismes intéressés, un cycle d'études à l'intention des administrateurs chargés du développement des eaux souterraines, et d'autres cycles sur la construction de petits ouvrages de retenue des eaux et sur les aspects sanitaires des eaux destinées à la consommation humaine.

Observations:

Comme il s'agit d'un programme de travail extrêmement étendu par rapport au personnel dont on dispose, on procède actuellement à l'établissement d'ordres de priorité et d'échelonnement des travaux.

23-12 Conférence cartographique régionale pour l'Afrique

Références. — Rapport de la Commission sur sa troisième session (par. 230 à 236); résolution 816 (XXXI) du Conseil économique et social.

Activités:

Cette conférence sera chargée des tâches suivantes: examen général des activités cartographiques en Afrique; expansion des services cartographiques actuels; organisation d'une collaboration entre les pays africains d'une part et entre la région africaine et les autres pays; étude des problèmes techniques qui se posent.

Observations:

A entreprendre avec la collaboration du Département des affaires économiques et sociales.

23-13 Conférence sur la recherche scientifique et la formation de personnel touchant les ressources naturelles en Afrique

Référence. — Résolution 34 (III) de la Commission; rapport sur la cinquième session, par. 261, al. b.

Activités:

Le Secrétariat de la Commission participera à l'organisation d'une conférence sur la recherche scientifique et la formation de personnel dans le domaine des ressources naturelles que l'UNESCO convoquera en 1964.

24. — Habitat et aménagement

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

Référence. — Rapport de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique (E/CN.14/191).

24-01 *Documentation générale*

Activités:

a) Rassembler, mettre au point et distribuer des extraits des rapports préparés par les experts de l'assistance technique et du Fonds spécial sur les questions relatives à l'habitat, la construction et l'aménagement du territoire en Afrique ²¹;

b) Rassembler et distribuer les renseignements les plus récents sur les principales sources d'aide financière extérieure en matière de logement et d'aménagement, qu'elles soient de caractère bilatéral, multilatéral ou international, en mentionnant particulièrement les points suivants: portée de cette aide, modalités, conditions des prêts ou subventions et autres conditions administratives ou techniques ²¹.

Observations:

En collaboration avec les institutions spécialisées des Nations Unies (OIT, FAO, OMS).

24-02 *Politique en matière de logement*

Description:

a) Proposer les grandes lignes d'un modèle d'enquêtes générales et détaillées sur les besoins en matière de logement, en se fondant sur l'expérience de certains pays et en s'attachant notamment aux conditions prédominantes dans les pays africains en voie de développement rapide ²¹;

b) Rassembler des renseignements et comparer les normes actuelles des logements économiques et de coût moyen dans certains pays africains, en mentionnant notamment les normes minimales à respecter et, le cas échéant, les normes maximales compatibles avec le bénéfice d'une aide financière publique.

Observations:

En collaboration avec l'OMS.

24-03 *Aspects économiques de l'habitat*

Description:

a) Rassembler et analyser les renseignements fournis par certains pays africains sur l'ampleur des investissements totaux consacrés au logement et installations connexes, à la fois en valeur absolue et par rapport au revenu par habitant;

b) Rassembler des renseignements sur les critères utilisés pour rattacher la dimension, le coût ou le loyer du logement à la composition du ménage et au revenu familial, en s'attachant particulièrement aux programmes de logements économiques entrepris par les pouvoirs publics;

²¹ La Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique a recommandé que ce projet bénéficie d'une haute priorité.

c) Rassembler et analyser, sur une base comparable, les renseignements sur le coût réel des logements actuellement construits dans certains pays africains, avec une répartition qui fasse ressortir les principaux postes des dépenses de construction et les facteurs susceptibles d'influer sur chacun d'eux ²¹;

d) Rassembler et analyser, sur une base comparable, les renseignements sur le coût réel des principaux services et prolongements de l'habitat, exprimés en termes adéquats (par exemple, coût par hectare, par pièce habitable, par logement) et tenant compte de leurs normes;

e) Entreprendre une étude et une analyse des coopératives qui ont pour objectif la production et la vente de matériaux de construction, ainsi que l'achat de terrains et la construction de logements et d'installations communautaires annexes.

Observations:

En collaboration avec l'OMS (point d) et l'OIT (point e).

24-04 *Ressources*

Description:

a) Entreprendre une enquête sur les ressources actuelles de certains matériaux de construction de base en Afrique afin de formuler des recommandations sur l'utilisation plus efficace de l'actuelle capacité de production, sur le développement et l'amélioration de la production, sur l'implantation de nouvelles industries et sur l'amélioration de la coordination, à l'échelon sous-régional, des politiques nationales d'investissement suivies à cet égard ²¹;

b) Entreprendre ou faire entreprendre une enquête sur les besoins en main-d'œuvre dans le secteur de la construction en vue de formuler des recommandations pour une utilisation plus efficace et d'orienter les programmes à long terme de formation professionnelle et d'enseignement supérieur.

Observations:

En collaboration avec la FAO (point a), l'OIT, l'OMS et l'UNESCO (point b).

24-05 *Aménagement*

Description:

a) Entreprendre une étude sur la mise au point de méthodes et de techniques adaptées aux pays d'Afrique pour l'élaboration et la réalisation de plans d'aménagement, en mettant notamment l'accent sur les méthodes d'enquête et d'analyse et sur l'intégration, dans l'établissement des plans généraux d'aménagement, de toutes les ressources disponibles ²¹;

b) Entreprendre une étude visant à déterminer le rôle des plans d'aménagement dans le cadre du développement économique et social.

IV. — AGRICULTURE

31. — Situation et évolution dans l'agriculture

GROUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

31-01 *Examen et analyse des progrès accomplis en Afrique dans le domaine de l'alimentation et de l'agriculture* (activité à développer progressivement pendant plusieurs années avec le concours de la FAO).

Référence. — Rapport sur la première session, par. 6.

Activités:

La Division mixte CEA/FAO de l'agriculture fournira une documentation sur les questions alimentaires et agricoles et contribuera à l'établissement d'une documentation pour:

a) Les études et les enquêtes de la CEA sur l'alimentation et l'agriculture, y compris la documentation constituée à l'intention des sessions et des autres réunions de la CEA;

b) Les conférences et réunions régionales du Bureau régional et du siège de la FAO, notamment la deuxième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique et la sixième Conférence régionale de la FAO pour le Proche-Orient.

Observations:

Divers documents ont été préparés pour la cinquième session de la Commission et pour d'autres réunions. Les travaux se développent au fur et à mesure que s'accroissent les effectifs et la documentation, l'objectif étant de réunir, sur une base régionale, sous-régionale et nationale, une collection suffisante de renseignements de base et de données d'actualité qui devront servir de références pour la préparation d'une documentation à long terme et d'une documentation sur la période en cours.

31-02 Plans et programmes de développement agricole ²²

Références. — Rapport sur la première session, par. 61 et 63; première Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, résolutions 1, 3 et 6; résolution 1426 (XIV) de l'Assemblée générale; Centre d'étude FAO/CEA sur la politique agraire en Afrique orientale et centrale.

Activités:

Examen des plans et des mesures propres à hâter le développement agricole et à augmenter la productivité dans l'agriculture:

a) Rassemblement et analyse de renseignements sur les programmes de développement agricole, pour constituer la documentation mentionnée dans le projet 31-01 ci-dessus et organiser les programmes et activités d'assistance technique;

b) Analyse et élaboration de projets de développement agricole, y compris la formation professionnelle et autres mesures d'assistance aux gouvernements;

c) Analyse de problèmes particuliers au développement agricole, notamment:

i) Diversification de l'agriculture;

ii) Facteurs intervenant dans la transition d'une agriculture de subsistance à une agriculture monétarisée;

d) Rôle des institutions dans le développement agricole, y compris les politiques agraires, le crédit agricole, les coopératives et les services de vulgarisation.

Observations:

Ces activités constituent, en grande partie, le travail permanent de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture. Les travaux prévus au point a sont également compris dans les activités élargies destinées à recueillir les informations mentionnées à propos du projet 31-01, qui doit être entrepris, s'il y a lieu, en liaison avec les projets relatifs au développement communautaire (en vue de chercher la possibilité d'appliquer les techniques de développement communautaire à l'agriculture), à la protection sociale et

aux activités connexes. On a commencé la publication d'un bulletin de l'économie agricole en Afrique, qui doit paraître deux ou trois fois par an.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

31-10 Etudes et réunions sur le développement agricole

Références. — Rapport sur la deuxième session, par. 118; rapport sur la troisième session, par. 175; résolutions 46 (IV) et 56 (IV) de la Commission.

Activités:

a) Etude des ressources et des besoins en bois, et réunions sous-régionales sur ce sujet;

b) Centre sur la politique agraire en Afrique occidentale (copatronné par la FAO);

c) Conférence régionale consacrée aux conditions sanitaires du cheptel et à la production animale (copatronnée par la FAO);

d) Action liée à l'étude à long terme sur la situation économique de l'Afrique et à l'enquête de la FAO pour l'Afrique;

e) Diverses enquêtes à court terme sur l'irrigation, la mécanisation, la lutte contre l'érosion, les engrais ou autres sujets spéciaux suivant le personnel dont on dispose; réunions spéciales sur l'économie agricole. On envisage de convoquer une réunion de spécialistes de l'économie agricole en Afrique;

f) Préparation, en collaboration avec la FAO et le Siège de l'Organisation des Nations Unies, d'études sur l'application en Afrique de la réforme agraire, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale.

Observations:

Tous ces projets sont nouveaux, à l'exception de celui qui est repris au point a. L'action prévue au point d est à entreprendre en liaison avec le projet 11-10.

32. — Répartition et consommation des produits agricoles

GROUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

32-01 Echanges et commercialisation des produits agricoles ²³

Références. — Rapport sur la première session, par. 62, al. f; résolution 18 (II) de la Commission; première Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, résolution 10.

Activités:

Etude des échanges des principaux produits agricoles dans les sous-régions et des mesures propres à améliorer la commercialisation:

a) Etudes des tendances récentes dans le niveau et l'orientation des exportations de produits agricoles sur le plan régional et sous-régional;

b) Commercialisation des produits agricoles: poursuite, en liaison avec le siège de la FAO, des enquêtes sur la nature des projets relatifs à la commercialisation de la viande et du bétail sur pied; extension de ce projet à d'autres problèmes de la commercialisation;

c) Tendance des cours et prix relatifs des produits agricoles.

²² En liaison avec les projets 01-02 et 01-03, les projets de la FAO et le Département des affaires économiques et sociales.

²³ En liaison avec les projets 13-01 et 13-03 et avec les projets de la FAO.

Observations:

Comme on l'a déjà signalé pour le projet 31-01, des mesures sont actuellement prises pour élargir la portée du projet prévu à l'alinéa a. L'examen des tendances des cours et des prix relatifs des produits agricoles (al. c) se poursuit en application de la résolution 25 (III) de la Commission.

32-02 *Niveau de consommation des produits alimentaires et excédents alimentaires*²⁴

Références. — Résolutions 18 (II) et 54 (IV) de la Commission; Campagne mondiale contre la faim de la FAO.

Activités:

Etude des niveaux de la demande et de la consommation des produits alimentaires et autres produits agricoles, et collaboration aux activités du Programme alimentaire mondial, appelé à contribuer, par l'utilisation des excédents alimentaires, au développement économique.

Observations:

Jusqu'à présent, les activités ont été les suivantes: travaux d'experts, participation, en 1961, à la quatrième Conférence interafricaine sur l'alimentation et la nutrition, à des missions effectuées sur le terrain en 1962 pour le Programme alimentaire mondial; collaboration à la Campagne mondiale contre la faim de la FAO.

GRUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

32-10 *Stabilisation du marché des produits de base*

Références. — Résolution 25 (III) de la Commission, rapports de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base (E/CN.14/205) et du Comité permanent du commerce (E/CN.14/174 et Corr.1).

Activités:

Enquêtes sur la nature, l'organisation et le fonctionnement des organisations nationales de commercialisation, portant par exemple sur les offices de commercialisation et les caisses de stabilisation, afin de déterminer les dépenses d'exploitation et les autres éléments qui influent sur la qualité de la gestion et le rendement des opérations.

Observations:

Collaboration avec la FAO pour la préparation d'un manuel consultatif dans la série des guides publiés par la FAO sur les organisations officielles de commercialisation, leur établissement et leur fonctionnement. A entreprendre en liaison avec le projet 13-04.

33. — Industries agricoles

GRUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS
DE HAUTE PRIORITÉ

33-01 *Rassemblement, analyse et diffusion de renseignements sur la transformation des produits agricoles*

Référence. — Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles sur sa première session (E/CN.14/192 et Corr.1).

Activités:

Entreprendre des recherches et rassembler de la documentation sur la transformation des produits agricoles,

portant notamment sur le perfectionnement des méthodes de ramassage, de nettoyage des champs, la construction d'entrepôts et de marchés, la préparation de produits alimentaires et la transformation des matières premières, le perfectionnement des méthodes d'emballage, des outils et de l'équipement, les méthodes de construction de bâtiments agricoles et l'utilisation de l'énergie dans l'agriculture. Etudier les mesures propres à susciter l'insertion de ces activités dans les programmes de développement.

Observations:

Cette nouvelle activité a été insérée dans le programme de travail, en raison de la collaboration étroite qu'il est nécessaire d'instaurer entre la FAO, la Commission et le Centre de développement industriel des Nations Unies. A entreprendre conjointement avec les projets 21-01, 21-02, 21-03 et 32-01.

GRUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

33-02 *Etudes, réunions et assistance directe concernant les industries agricoles*

Référence. — Comme pour le projet 33-01.

Activités:

Etudes et notes de travail sur le développement agricole à préparer en collaboration avec le siège de la FAO; organisation de réunions et offre de conseils directs aux gouvernements; voir projet 34-01.

34. — Assistance et services consultatifs
dans le domaine de l'agriculture

GRUPE 1. — PROJETS ET TRAVAUX PERMANENTS
DE HAUTE PRIORITÉ

34-01 *Assistance technique aux gouvernements*

Références. — Rapport sur la première session, par. 54; résolutions de la Conférence de la FAO.

Activités:

Collaborer avec les gouvernements et avec les institutions qui fournissent une assistance technique et économique; collaborer avec les experts de l'assistance technique de la FAO dans les domaines de la planification et de la commercialisation agricoles en Afrique; aider les gouvernements à présenter leurs demandes d'assistance technique dans le cadre du Programme élargi et d'autres formes d'assistance prévues par les accords internationaux; aider directement les gouvernements à mettre en œuvre les projets nationaux et régionaux (activités de caractère permanent qui doivent prendre plus d'extension au fur et à mesure qu'augmente l'aide accordée à l'Afrique).

Observations:

C'est surtout la FAO qui s'occupe de ce domaine. La contribution de la Division mixte FAO/CEA de l'agriculture se limite à coordonner, à susciter des demandes, à présenter des observations sur les projets de demandes adressées au Fonds spécial et à fournir une assistance directe limitée par l'intermédiaire de son personnel et des conseillers engagés sur le budget temporaire d'assistance de la Commission. Un contact étroit est maintenu avec le service de coordination de l'assistance technique du secrétariat de la Commission.

²⁴ En liaison avec les projets 02-01, 41-05 et 06-02.

V. — STATISTIQUE

GROUPE 1. — TRAVAUX PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

41-01 *Enquête statistique sur l'Afrique*

Références. — Résolutions 12 (II) et 59 (IV) de la Commission; rapports sur les première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités:

Etablissement d'un plan global de développement des statistiques de la région, destiné à harmoniser les activités des bureaux statistiques et les besoins de la planification économique et sociale. La tâche incombant au secrétariat dans le cadre de ce plan serait ainsi conçue:

a) Examiner avec les différents pays leurs besoins respectifs d'assistance technique en rapport avec leurs programmes nationaux de développement des statistiques; donner les instructions requises aux experts et stagiaires titulaires de bourses d'études et surveiller leurs travaux, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales;

b) Planification et direction d'un service consultatif régional chargé d'apporter une assistance directe aux pays de la région, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales du siège et la FAO.

Observations:

Les besoins d'assistance technique pour les années 1963-1964 ont été examinés avec les divers pays. Le Service consultatif régional comprend maintenant cinq experts dans les domaines suivants: démographie, statistiques, finances publiques, comptabilité nationale, sondage et enquête sur le terrain. Quatorze missions sur le terrain ont été faites en 1962. On a créé une section du développement des statistiques; elle est chargée des projets 41-01, 41-02 et 41-03, c'est-à-dire qu'elle doit notamment contrôler le service consultatif et les centres de formation et suivre les programmes d'assistance technique en Afrique. Trente-neuf statisticiens des Nations Unies sont actuellement en mission en Afrique.

41-02 *Coopération régionale pour le développement des statistiques*

Références. — Résolutions 12 (II) et 59 (IV) de la Commission; rapports sur les première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités:

Etablissement et exécution de programmes régionaux de coopération, selon les besoins spécifiques indiqués par chacun des pays en vue du développement de leurs statistiques. Les activités prévues pour 1963 et 1964 sont les suivantes:

a) Courtes réunions sous-régionales de chefs de bureaux statistiques et de directeurs de centres de formation en vue de coordonner les activités consacrées à la formation pour chaque année scolaire (pour la description de ces activités de formation, voir projet 61-05);

b) Un voyage d'étude à organiser en 1964 sur la coordination des activités en matière de statistique et de planification;

c) Un programme de bourses d'études qui permettent aux jeunes statisticiens de recevoir une formation en cours d'emploi dans les bureaux statistiques de la région.

Observations:

Les Nations Unies fournissent une assistance à quatre centres de formation sous-régionaux et deux centres nationaux en Afrique. Des détails complémentaires sur le programme d'activités en 1962 figurent dans le document E/CN.14/220.

41-03 *Coopération régionale pour l'exploitation des données*

Référence. — Rapports sur les première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités:

a) Utilisation de l'atelier de mécanographie installé au siège de la Commission pour entreprendre des recherches et des démonstrations et pour venir en aide aux pays dénués d'équipement ou dont les possibilités d'exploitation sont insuffisantes;

b) Préparation d'un rapport sur les progrès réalisés dans l'exploitation des données dans les pays africains, à l'intention de la troisième Conférence des statisticiens africains.

Observations:

L'atelier de mécanographie installé au siège de la Commission à la fin de 1961 a mené à bien un certain nombre de tâches en 1962, telles que le dépouillement des résultats du recensement effectué à Addis-Abéba, le dépouillement ordinaire des statistiques du commerce extérieur et la préparation de tableaux statistiques régionaux sur le commerce africain.

41-04 *Echange de renseignements sur les activités statistiques*

Référence. — Rapports sur les première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités:

Etablissement d'un système organisant entre les pays africains un échange général de renseignements sur les activités et les méthodes statistiques qui, en 1963-1964, comprendront:

a) La publication du périodique intitulé *Informations statistiques*;

b) La préparation et la publication de manuels méthodologiques exposant les résultats des enquêtes sur les ménages, de la comptabilité nationale et des recensements de population en milieu africain;

c) La traduction de rapports consacrés aux méthodes utilisées pour divers genres d'enquêtes et notamment les enquêtes sur les ménages et les enquêtes démographiques;

d) La publication, de temps à autre, de données bibliographiques sur les publications statistiques des pays africains.

Observations:

En 1962, le périodique *Informations statistiques* a été publié chaque trimestre. Les rapports sur la comptabilité nationale sont en cours de préparation; ils seront soumis à la troisième Conférence des statisticiens africains. Un volume de références bibliographiques a déjà été publié.

41-05 *Elaboration de normes statistiques pour la région*

Références. — Rapports sur les première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités:

Organisation de groupes de travail d'experts chargés de procéder à des échanges de vues sur les méthodes et d'examiner l'adaptation à l'Afrique des normes internationales, avec le concours du Département des affaires économiques et sociales du Siège et des institutions spécialisées. Le programme pour 1963-1964 comprendra des réunions sur les sujets suivants:

a) En 1963: troisième Conférence des statisticiens africains, à organiser en commun par la Commission, la FAO et l'OIT.

b) En 1963: Groupe de travail sur la formation de capital et de groupes de travail mixtes associant la FAO, pour les statistiques de l'alimentation et l'agriculture, et le Fonds monétaire international, pour la balance des paiements;

c) En 1964: calendrier de réunions d'experts à préparer par la troisième Conférence des statisticiens africains.

Observations:

Les rapports des réunions de 1962 sur les statistiques industrielles et la comptabilité nationale ont été présentés à la cinquième session (E/CN.14/173 et E/CN.14/221).

41-06 *Dépouillement et publication des données statistiques*

Références. — Rapports des première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités:

a) Elaboration et analyse des données statistiques nécessaires pour:

i) Le *Bulletin économique pour l'Afrique* (statistiques africaines);

ii) Les *Bulletins statistiques (Série A)*, bulletin trimestriel, et *Série B*, bulletin semestriel);

iii) Le bulletin des statistiques industrielles africaines dont un volume est en préparation pour 1963;

b) Elaboration et analyses des données statistiques nécessaires aux services de recherches du secrétariat de la Commission, notamment pour les projections et programmation (projet 01-04), l'étude sur la situation économique de l'Afrique (projet 11-10), les travaux de recherche industrielle (projet 21-02) et le commerce intra-africain (projet 13-01);

c) Publications statistiques portant sur le rassemblement, l'évaluation, l'analyse et la publication de données statistiques tirées de l'enquête statistique sur l'Afrique: recueil démographique à paraître en 1963, recueil de comptabilité nationale à paraître en 1964.

Observations:

Cette publication de statistiques du commerce extérieur a pris une extension considérable en 1962. Des statistiques commerciales uniformes et détaillées pour les années 1960 et 1961 ont été publiées en deux séries de recueils. Quant au paragraphe b ci-dessus, une équipe de deux statisticiens et de cinq calculateurs secondera le groupe d'économistes chargés de la préparation de l'étude sur la situation économique de l'Afrique. Un service mécanographique spécial a été établi en 1962 pour le dépouillement des statistiques industrielles et des autres statistiques économiques. Quant au recueil démographique et au recueil de comptabilité nationale prévus à l'alinéa c ci-dessus, la préparation en a été retardée en raison de l'insuffisance des effectifs.

VI. ADMINISTRATION PUBLIQUE ²⁵

GROUPE 1. — PROJETS PERMANENTS ET ACTIVITÉS DE HAUTE PRIORITÉ

51-01 *Assistance et services consultatifs dans le domaine de l'administration publique à la demande des gouvernements*

Référence. — Rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains (E/CN.14/180).

²⁵ La mise en œuvre du projet relatif à l'administration publique implique la collaboration des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales.

Activités:

Les progrès du développement économique et social dépendront pour beaucoup de la mesure dans laquelle les gouvernements africains identifieront l'exacte nature des problèmes fondamentaux d'administration et appliqueront les solutions nécessaires en utilisant toutes les ressources dont ils disposent. Ces objectifs peuvent être atteints par les moyens suivants:

a) Organiser des visites sur place, des consultations et des enquêtes à court terme dans les pays où les gouvernements demandent une telle assistance technique pour aider ces pays à identifier les problèmes administratifs;

b) Aider les gouvernements à élaborer des schémas et des plans pour renforcer les structures et les pratiques administratives;

c) Conseiller les gouvernements, au cours de leurs missions, en vue de la solution de problèmes d'administration publique urgents et spécifiques.

Observations:

Les lourdes tâches administratives dont ils sont généralement chargés empêchent les fonctionnaires de l'Etat de faire l'analyse d'ensemble des problèmes administratifs. De courtes missions de conseillers régionaux en administration publique pourraient être organisées à la demande des gouvernements intéressés en attendant une assistance régulière fournie par des experts expressément recrutés à cet effet.

51-02 *Groupe de travail sur l'administration publique*

Référence. — Résolution 70 (V) de la Commission.

Activités:

Assurer une liaison entre les pays africains et le secrétariat pour passer en revue les activités, les plans et les projets relatifs à l'administration publique et en apprécier le bien-fondé.

Observations:

Ce groupe de travail serait convoqué pour la première fois en 1964 et ensuite tous les deux ans; les travaux préparatoires commenceront en 1963.

GROUPE 2. — PROJETS SPÉCIAUX DE HAUTE PRIORITÉ

51-10 *Aspects administratifs de la planification nationale du développement*

Références. — Paragraphe 6, al. b, ii, de la résolution 907 (XXXIV) du Conseil économique et social; rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.

Activités:

La planification ne peut être efficace que si l'on dispose du mécanisme adéquat pour rassembler les renseignements de base, formuler des politiques et des programmes, coordonner les divers éléments du plan, contrôler les progrès de la mise en œuvre et évaluer les résultats en fonction des objectifs fixés. Ce projet a pour but d'identifier les problèmes fondamentaux liés à la création et au fonctionnement du mécanisme et des procédures nécessaires pour la planification du développement et pour suggérer des solutions de rechange. Etude préparatoire à effectuer au milieu de 1963. Une réunion d'experts à convoquer à la fin de 1963 sera suivie d'un cycle d'études en 1964. Les principaux sujets à étudier seraient les suivants:

a) L'organisme central de planification, ses attributions et méthodes de contrôle;

b) Nature et degré de décentralisation pour la planification et sa mise en œuvre; planification aux niveaux central (départements ministériels), régional et local; rôle des organismes publics autonomes dans la planification sectorielle;

c) Aspects juridiques et législatifs de l'organisation et des procédures de planification;

d) Incidences de la planification du développement sur les besoins du personnel et la formation;

e) Utilisation de l'assistance technique et financière pour la planification;

f) Aspects administratifs du développement des échanges commerciaux par rapport à la planification du développement.

Observations:

A exécuter en liaison avec le projet 01-11.

51-11 *Structure administrative*

Références. — Rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains et besoins exprimés par des fonctionnaires, experts et organismes internationaux.

Activités:

Renseignements à fournir à la Commission par chaque gouvernement africain sur l'organisation et les attributions du gouvernement central des administrations provinciales, de district et municipales. Ces renseignements devraient faire partie d'un programme mondial visant à rassembler systématiquement une documentation sur la structure des pouvoirs publics. Le Siège de l'Organisation des Nations Unies se chargerait des aspects interrégionaux de ce programme.

Observations:

Ce projet permettrait aux gouvernements africains de se familiariser avec la structure administrative d'autres pays, faciliterait les contacts entre fonctionnaires des divers gouvernements assumant des responsabilités analogues et serait utile à toutes les institutions des Nations Unies. Le Secrétariat enverra des questionnaires aux gouvernements après consultation avec le Siège afin d'assurer la présentation uniforme de la documentation.

51-12 *Achats et approvisionnements des pouvoirs publics*

Références. — Une étude spéciale sur les achats et approvisionnements effectués par les pouvoirs publics est actuellement en cours en Amérique latine; elle précède un cycle d'études qui doit avoir lieu en mai-juin 1963. L'expérience latino-américaine permettra d'établir d'utiles comparaisons avec les méthodes et pratiques suivies en Afrique pour les achats et approvisionnements.

Activités:

Enquête à mener en 1963 dans plusieurs pays africains qui comprendra les points particuliers suivants:

a) Dispositions législatives et réglementations en vigueur pour les achats des pouvoirs publics;

b) Procédure adoptée pour les achats et approvisionnement des pouvoirs publics;

c) Administration des magasins de l'Etat et plus particulièrement, problèmes relatifs à la rotation, à la commande et à l'entretien des stocks;

d) Moyens de contrôle de la qualité;

e) Problèmes de centralisation et d'uniformisation, d'entrepôtage et d'approvisionnement.

Observations:

Les résultats de cette enquête amèneront peut-être à réunir un cycle d'études sur ce sujet en 1964-1965.

51-13 *Rapports juridiques et administratifs entre l'Etat et les institutions ou entreprises autonomes du secteur public*

Références. — Cette question est mise en vedette dans la résolution 907 (XXXIV) par laquelle le Conseil économique et social appelle l'attention du Secrétaire général et des chefs des institutions spécialisées sur d'importants problèmes d'intérêt commun. Le Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains appelle lui aussi l'attention sur le danger que présente une multiplication indue des institutions et entreprises autonomes du secteur public.

Activités:

Une enquête préliminaire à effectuer en 1964 dans un certain nombre de pays africains serait suivie en 1965 d'un cycle d'études consacré aux sujets suivants:

a) Base constitutionnelle et juridique des institutions et entreprises autonomes du secteur public;

b) Ressources financières de ces institutions et entreprises;

c) Organes directeurs et structures de ces institutions et entreprises;

d) Droit de regard de l'Etat et vérification des comptes de ces institutions et entreprises.

Observations:

Les institutions et entreprises autonomes du secteur public jouent un rôle de plus en plus important dans les pays en voie de développement où les pouvoirs publics doivent non seulement assurer les services d'intérêt général dont la responsabilité leur incombe traditionnellement, mais aussi participer largement à de nombreuses activités de caractère économique. Les relations entre les pouvoirs publics et ces institutions ou entreprises constituent désormais l'un des grands problèmes de l'administration publique.

51-14 *Assistance aux gouvernements africains dans le domaine de la formation de personnel de la fonction publique*

Références. — Rapport du Cycle d'études sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains; résolution 77 (V) de la Commission.

Activités:

a) Aider les gouvernements intéressés à établir leurs besoins dans le domaine de la formation de personnel de la fonction publique afin de renforcer les facilités de formation existantes ou d'en créer de nouvelles. Une ou plusieurs enquêtes doivent être entreprises pour déterminer les besoins en programmes et en moyens de formation à l'échelon régional, sous-régional, national et local et pour élaborer des programmes pratiques, aux niveaux appropriés, afin de faire face aux besoins pressants et continus, notamment à ceux qui touchent les priorités en vue du développement accéléré. Ces efforts permettraient de commencer l'application immédiate de programmes convenus pour lesquels on dispose des ressources nécessaires. A la demande d'un ou de plusieurs gouvernements, ou entreprendrait notamment pour la mise en œuvre de ce projet les démarches nécessaires suivantes:

- i) Des études préliminaires sur la formation et la structure de la fonction publique ou sur les rôles de personnel, en utilisant les renseignements de toutes sources, complétés par divers moyens en tant que de besoin;
- ii) Conférences sous-régionales ou séries de réunions de fonctionnaires des gouvernements intéressés des sous-régions ayant des problèmes d'intérêt commun, en vue de faire une étude approfondie et d'évaluer avec précision les renseignements, de procéder à des échanges de vues et d'étudier les programmes qui permettraient aux divers niveaux de répondre aux besoins dans leur ensemble. A ces conférences, on pourrait examiner des propositions particulières visant à améliorer l'administration publique par la création de nouveaux moyens de formation à l'échelon sous-régional et national ou en renforçant ceux qui existent déjà;

b) Une étude des moyens et des besoins dans le domaine de la formation des cadres techniques nationaux sera menée en Afrique en 1963.

Observations:

L'organisation et la mise en train de ces enquêtes et conférences s'effectueront en consultation et en collaboration, notamment avec les gouvernements intéressés, les divers services du Département des affaires économiques et sociales, les institutions spécialisées, les institutions fournissant une assistance technique bilatérale et les organisations sous-régionales qui exercent une activité dans des domaines connexes de l'administration publique. A entreprendre en coordination avec le projet 61-01 (voir al. b des observations). Le rapport sur l'étude relative à la formation des cadres techniques nationaux sera présenté à la sixième session de la Commission.

51-15 *Tournée d'étude de l'administration locale à l'intention de hauts fonctionnaires africains*

Références. — Selon une recommandation d'un groupe de travail des Nations Unies mentionnée dans l'étude intitulée *Décentralisation du développement national et local* (publication des Nations Unies, n° de vente: 62.11.H.2, par. 282, b), des tournées d'étude devraient être organisées pour permettre à de hauts fonctionnaires des ministères chargés de l'administration locale de visiter les collectivités locales de pays d'autres régions qui ont une vaste expérience de la décentralisation des services techniques.

Activités:

Les gouvernements de l'Inde et de la Yougoslavie ont prié l'Organisation des Nations Unies de prévoir vers la fin de 1963 un voyage d'étude pour huit ou 10 hauts fonctionnaires africains qui pourraient, par des visites et des échanges de vues avec des fonctionnaires responsables à divers niveaux, bénéficier directement de l'expérience acquise par ces pays dans la décentralisation, au bénéfice des autorités locales, des attributions intéressant le développement.

51-16 *Cycle d'études sur les services centraux pour les autorités locales*

Référence. — Rapport sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.

Activités:

Cycle d'études à organiser à la fin de 1963 ou au début de 1964 pour rechercher quels sont les organes et établissements centraux nécessaires à l'échelon national (ou, dans

un système fédéral, sur le plan de l'Etat ou de la province) en vue de l'amélioration du gouvernement local (par exemple ministère ou département de l'intérieur, institutions de formation, organisme de prêts opérant pour les autorités locales, associations des pouvoirs locaux, et associations professionnelles et de cadres administratifs groupant le personnel d'administration locale).

Observations:

Ce cycle d'études pourrait aussi jeter les bases d'une étude plus poussée de certains aspects de l'administration locale.

VII. — FORMATION PROFESSIONNELLE

GROUPE 1. — PROJETS PERMANENTS DE HAUTE PRIORITÉ

61-01 *Moyens de formation en Afrique*

Référence. — Résolution 17 (II) de la Commission.

Activités:

Consultations avec les universités, les instituts de recherches et d'autres organismes appropriés en Afrique sur les dispositions à prendre pour la formation de personnel africain.

Observations:

Conformément aux principes de ce projet et à la suite des consultations qui ont eu lieu en 1960, 1961 et 1962, on a l'espoir de poursuivre l'assistance aux activités de formation professionnelle:

a) En maintenant une étroite collaboration avec les organisations qui s'occupent de la formation des employés des cadres intermédiaires, y compris l'OIT et la Commission de coopération technique en Afrique, afin de coordonner les activités qui s'exercent dans ce domaine;

b) En entamant des négociations pour l'élaboration de programmes de formation du personnel de l'administration publique, et en faisant une étude sur l'extension des institutions et services existant en Afrique;

c) En collaborant à une étude sur l'opportunité d'élaborer un programme de formation à l'intention de diplomates africains en Afrique; ce programme serait destiné à remplacer celui que les Nations Unies ont lancé en Europe et aux Etats-Unis en 1962. Il ne serait mis en œuvre qu'en 1964 et coordonnerait toutes les activités qui s'exercent dans ce domaine;

d) En comparant et centralisant les informations et la documentation relatives aux programmes de formation professionnelle actuellement mis en œuvre en Afrique, dans tous les domaines, qu'il s'agisse de programmes à long ou à court terme pour les diffuser auprès des gouvernements intéressés, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées; le service de formation des cadres pourrait donc faire office de service de consultation et de documentation pour les questions de formation professionnelle en publiant des renseignements et en décelant les lacunes qui susciteraient de nouvelles mesures.

61-02 *Formation dans le domaine de la planification économique et sociale*

Référence. — Résolution 16 (II) de la Commission.

Activités:

Programmes d'étude et de formation destinés à pourvoir au besoin croissant d'économistes et autres spécialistes

capables de traiter des problèmes sur la programmation du développement et d'en utiliser les techniques.

Observations:

Pendant toute l'année 1962, on a poursuivi les négociations concernant la création d'un institut africain de développement et de planification économiques. Un comité permanent d'orientation a été constitué, qui s'est réuni pour la première fois en juin 1962 pour examiner le programme d'activités, les problèmes financiers et les demandes à adresser au Fonds spécial. Les travaux se poursuivent pour le recrutement du personnel, tant de l'administration que du corps professoral, et la sélection des étudiants qui, en octobre 1963, suivront les premiers cours à Dakar. De nouveaux efforts seront faits en collaboration avec les Etats membres, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, en vue d'obtenir l'équipement nécessaire et, éventuellement, une aide financière supplémentaire et en particulier des fonds pour les bourses d'études. Des contacts étroits sont maintenus avec les institutions spécialisées qui collaborent à toutes les phases des activités orientées vers la création de cet institut.

61-03 *Formation en cours d'emploi d'économistes et de statisticiens africains*

Références. — Résolution 16 (II) de la Commission; rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174 et Corr.1, par. 51, et E/CN.14/174/Add.2).

Activités:

Formation en cours d'emploi au siège de la Commission et aux sièges de la CEE et de la CEAEO.

Observations:

Un rapport a été soumis à la cinquième session (E/CN.14/223).

61-04 *Cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques et statistiques*

Référence. — Résolution 17 (II) de la Commission.

Activités:

Cours d'été à l'intention d'étudiants qui commencent leur dernière année d'université.

Observations:

Un rapport sur la deuxième série de cours organisée pendant l'été 1962 (E/CN.14/222) a été présenté à la Commission lors de sa cinquième session.

61-05 *Formation de statisticiens*

Références. — Résolutions 12 (II) et 59 (IV) de la Commission; rapport sur la quatrième session, par. 284 et 285; rapport des première et deuxième Conférences des statisticiens africains.

Activités:

a) Enquête sur les besoins en cadres supérieurs de statisticiens et sur les progrès réalisés dans la formation de ces cadres. Prochain rapport à établir en collaboration avec l'UNESCO et à soumettre à la troisième Conférence des statisticiens africains en 1963;

b) Coordination des programmes de formation au niveau des cadres supérieurs de statisticiens dans la région. A cet effet, des négociations seront entreprises avec les responsables des programmes internationaux et bilatéraux d'assis-

tance, afin d'obtenir un programme de bourses d'études et une assistance sous forme de conférences destinées aux étudiants des instituts de statistiques nouvellement créés dans les universités africaines;

c) Contribution à l'organisation d'un réseau de centres permanents sous-régionaux de formation pour des cadres intermédiaires de statisticiens. Coordination des activités de tous les centres de formation à ce niveau et normalisation des programmes.

Observations:

L'ONU soutient actuellement cinq centres sous-régionaux et deux centres nationaux de formation de statisticiens. En 1961-1962, le nombre d'étudiants inscrits à ces centres était d'environ 65 pour les cadres intermédiaires et de 40 pour les cadres supérieurs. Durant l'année scolaire 1962-1963, le nombre d'inscriptions dans ces centres s'est élevé à 200. Le document E/CN.14/224 donne des détails complémentaires à ce sujet.

61-06 *Cours de formation pour les fonctionnaires des douanes*

Références. — Rapport du Groupe de travail des douanes d'Afrique occidentale (E/CN.14/138, par. 32); rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session, par. 37.

Activités:

Organisation de cours de formation sur l'administration des douanes.

Observations:

a) Un cours de formation à l'intention des fonctionnaires des douanes dans les pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest a eu lieu en 1962;

b) Un cours analogue pourrait être organisé en 1963.

61-07 *Cours de perfectionnement pour familiariser le personnel administratif et technique des différents pays avec les méthodes et techniques du développement communautaire*

Références. — Rapport du Cycle d'études sur le développement communautaire, recommandation n° 5, a.

Activités:

Des stages d'entretien seront organisés à l'intention du personnel national: administrateurs provinciaux du développement communautaire, directeurs de centres de formation, etc. Ce programme d'études doit porter notamment sur les aspects économiques, sociaux et éducatifs du développement communautaire. On projette d'organiser en 1963, sur le plan sous-régional, un troisième cours pour les pays de l'Afrique de l'Est.

61-08 *Formation professionnelle pour le service social*

Références. — Résolution 36 (III) de la Commission, dont la mise en œuvre a été recommandée par le Cycle d'études sur le développement des services de protection de la famille et de l'enfance dans le cadre des programmes de développement communautaire et dans le rapport du Comité permanent sur sa première session (E/CN.14/142, par. 61) et réaffirmée par le Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale.

Activités:

Une conférence sur la formation professionnelle pour le service social sera organisée au printemps de 1963, à l'intention de certains administrateurs des services de protection

sociale, de directeurs d'écoles sociales officielles, de directeurs des services de formation professionnelle dans les départements ministériels et de hauts fonctionnaires des services sociaux employés par les gouvernements ou les organisations bénévoles. Cette conférence aura pour objet d'examiner les méthodes propres à améliorer la formation et l'efficacité du personnel des services de protection sociale à tous les échelons et notamment:

- a) La création et l'extension de cours de formation avancée à l'échelon national ou régional;
- b) Les cours de formation pour personnel auxiliaire;
- c) Les programmes de formation en cours d'emploi.

On insistera surtout sur la formation professionnelle pour le travail social de groupe et l'organisation communautaire et sur les relations existant entre le travail social et les sciences sociales, l'économie domestique et les autres domaines techniques.

Observations:

Des questionnaires ont été envoyés aux gouvernements pour obtenir des renseignements préliminaires destinés à faciliter la préparation de la conférence. Une analyse des réponses sera insérée dans un document de travail destiné au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire. Après cette conférence sur la formation professionnelle, une assistance sera accordée aux gouvernements sur leur demande, pour l'élaboration des plans et l'exécution de programmes de formation professionnelle.

61-09 *Le mouvement coopératif en Afrique*

Référence. — Résolution 9 (II) de la Commission.

Activités:

Etudes explicatives ou recherches sur les possibilités de création de centres de formation pour les Africains qui se destinent à l'extension et à la gestion des coopératives.

Observations:

Une étude de l'évolution actuelle du mouvement coopératif en Afrique a été soumise en 1962, à titre d'information, au Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire (E/CN.14/133). Ce rapport contient des suggestions sur les possibilités d'établir des centres pour la formation des Africains qui veulent collaborer au mouvement coopératif. Si des études de ces possibilités doivent être faites, elles pourraient être entreprises en consultation avec le directeur de l'institut africain de développement et de planification économiques.

61-10 *Démographie*

Référence. — Résolution 820 B (XXXI) du Conseil économique et social.

Activités:

Fournir une assistance aux centres démographiques régionaux dont la création a été proposée à Accra et au Caire dans les travaux qu'ils entreprennent sur la formation professionnelle et les recherches connexes.

Observations:

Le Secrétaire exécutif sera représenté dans les organes de direction de ces centres; il sera donc en mesure de les aider à organiser leurs activités, qui doivent être coordonnées avec les projets de la Commission.

61-11 *Cours de formation pour petits commerçants*

Référence. — Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session (E/CN.14/174 et Corr.1, par. 51, et E/CN.14/174/Add.2).

Activité:

Formation des détaillants dans les pays africains.

Observations:

On préparera une étude sur les moyens par lesquels la Commission peut aider à organiser cette formation.

ANNEXES

ANNEXE I

Liste des délégations et des observateurs à la cinquième session de la Commission

MEMBRES

Algérie

Représentant : M. Yaker Layachi;

Suppléants : M. Aidi Boufeldja, M. Baba-Ahmed Abdelkader, M. Houhde Ahmed, M. Khouri Mohamed, M. Meddahi Djilali, M. Menasseri Hocine, M. Oualitsen Mohamed, M. Taouti Seddik.

Burundi

Représentant : M. Marc Manizakiza.

Cameroun

Représentant : M. Alfred Ngando Black;

Suppléant : M. Tagne Simo.

Congo (Brazzaville)

Représentant : S. E. M. A. Massamba-Debat;

Suppléants : M. A. Bayonne, P. M. Lissouba, M. H. Bounsana, M. Paul Kaya.

Congo (Léopoldville)

Représentant : S. E. M. Jacques Massa;

Suppléants : S. E. M. J. P. Dericoyard, S. E. M. J. Bomboko, S. E. M. A. Kabangi, M. Lengema, M. M. Sami, M. A. Sita, M. M. Tshilumba, M. J. Mbeka, M. J. Kasongo, M. A. Nzeza, M. S. Kini;

Experts : M. A. Kazadi, M. A. Lawrence, M. De Roover, M. Gossens, M. Schumacher;

Secrétariat de la délégation : M. S. Tshimbalanga, M. J. Simon, M. J. Bongoma.

Dahomey

Représentant : M. François Aplogan;

Suppléant : M. Jacques Adande;

Conseillers : M. Nicephore Soglo, M. Loko Raffet, M. Etienne Koudogbo.

Espagne

Représentant : M. Javier Elorza, marquis de Nerva;

Suppléants : M. Miguel Solano, M. Rafael Cossio, M. Wilwardo Jones, M. F. Esono, M. C. Cabrera James, M. E. M. Maho Sicacha, M. J. M. Cisneros, M. Jesus Gascón Brieva, M. Manuel Porto López, M. F. Bartolomé Masiá.

Ethiopie

Représentant : S. E. Ato Araya Ogbaegzy;

Suppléants : Ato Kifle Wodajo, Ato Tekle-Haymanot Gebre-Mariam, Ato Assefa Leggesse, Ato Ashenafi Shiferraw;

Secrétaire : Ato Gebre-Michael Paulos.

France

Représentant : M. Joannès Dupraz;

Suppléants : M. Raymond Gastambide, M. Maurice Viaud;

Conseillers : M. Français, M. A. Georges, M. Gintrand, M. Janin-Reynaud, M. A. Jouanin, M. Marchat.

Gabon

Représentant : S. E. M. André G. Anguile;

Suppléants : M. Boniface Mombey, M. Gabriel Essonghe, M. Simon Pither, M. Simon Oyyono.

Ghana

Représentant : Le Rév. S. A. Dzirasa;

Suppléant : M. J. H. Mensah;

Conseillers : S. E. A. Y. K. Djinn, M. P. Tagos, M. David Acquah, M. F. A. Y. Jaisey, M. J. D. K. Appiah, M. J. A. Asem, M. J. A. Asmah, M. I. K. B. Ansah, M. E. Lomotey.

Grèce

Représentant : M. C. Lyberopoulos.

Guinée

Représentant : S. E. Alioune Drame;

Suppléants : M. Mohamed Kassory Bangoura, M. M'Bemba Bangoura, M. Thomas Curtis.

Libéria

Représentant : M. J. Milton Weeks;

Suppléants : M. A. M. Massaquoi, M. A. Romeo Horton, M. P. Clarence Parker, M. James Bush;

Conseiller : M. Turner Stewart.

Libye

Représentants : M. Salem Omeish, M. Kassem M. Sherlala;

Suppléants : M. Mohamed Ayoub, M. Ben Amer Othman, M. Milad A. Schmeyla.

Madagascar

Représentant : M. Miandrisoa Milavonjy;

Suppléants : M. Armand Razafindrabe, M. E. Pradon, M. Ralison Rakotovo.

Mali

Représentant : M. Oumar Baba Diarra;

Suppléant : M. Alamamy Sylla;

Conseillers : S. E. Abdoul Thierno Diallo, M. Aboulaye Ba.

Maroc

Représentant : S. E. M. Medhi Mrani Zentar;
Suppléants : M. Doukkali Ahmed, M. Abderrazak Zerrad,
M. Ahmed Bennani.

Mauritanie

Représentant : S. E. M. Bâ Madou Lamine;
Suppléant : M. Salem Ould M'Khaitirat.

Niger

Représentants : S. E. M. Maidah Mamoudou, M. R. Naceur.

Nigéria

Représentant : S. E. M. Waziri Ibrahim;
Suppléants : M. Baba-Gana, M. O. Jolaoso, M. S. P. Baba-Lola,
M. E. O. Iwuagwu, M. G. I. Anyia.

Ouganda

Représentant : S. E. M. J. S. Mayanja-Nkangi;
Suppléant : M. N. H. Whitworth.

République arabe unie

Représentant : M. Mahmoud Amin Anis;
Suppléants : M. Mansour Fahmy, M. Moustafa Hanafi, M. Adel
Kheir El Dine, M. Mohamed Abdel-Hamid El Shourbagy,
M. Farag Mohamed Abdel Rahman.

République centrafricaine

Représentant : S. E. M. Auguste Mboe.

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Représentant : M. J. A. M. Marjoribanks;
Suppléant : M. D. M. Riches;
Conseillers : M. J. A. Molyneux, le général E. J. Gibbons, M. B. L.
Barder, M. R. J. Stratton, M. W. Bentley.

Rwanda

Représentant : M. François Shumbusho;
Suppléant : M. Alphonse-Marie Kagenza.

Sénégal

Représentant : S. E. M. Karim Gaye;
Suppléants : M. Lam Amadou, M. Sow Baila, M. Louis Kande,
M. Mahante Fall.

Sierra Leone

Représentant : M. Maigere Kallen;
Suppléants : M. David Carney, M. Olu Wright.

Somalie

Représentant : S. E. M. Abdulcadir Mohamed Aden;
Suppléants : M. Hussen Nur Elmi, Said Mohamed Ali, M. Ali
Essa Farah;
Conseiller : M. Aldo Bottai.

Soudan

Représentant : S. E. M. Beshir El Bakri;
Suppléants : Sayed Babiker Suliman, M. Abdel Wahab Tamin,
M. Mohamed Ali Hussni, M. Osman El Sheik, M. Hassan Ali
Salim, M. Ali Mohamed.

Tanganyika

Représentant : S. E. M. P. Bomani;
Suppléant : M. J. D. Namfua;
Conseillers : M. G. M. Rugarabamu, M. J. G. Scott.

Tchad

Représentant : M. L. Godian;
Suppléant : M. F. Titinabaye.

Togo

Représentant : S. E. M. Herman Messawussu;
Suppléants : M. Georges Apedo-Amah, M. Jean Tevi;
Conseiller : M. Vu Van Tai.

Tunisie

Représentant : S. E. M. Béchar Mhedhebi;
Conseiller : M. Sadok Bouzaine;
Experts : M. Houssine Zghal, M. Zine Hajeri, M. Ben Youssef.

MEMBRES ASSOCIÉS

Bassoutoland

Représentant : M. Sakia Macfarlane Lepolesa.

Betchouanaland

Représentant : M. Quett Ketumile Johnny Masire;
Conseiller : M. Robert Hazard Edwards.

Gambie

Représentant : M. Sheriff Sisay.

Kenya

Représentant : M. J. G. Kiano;
Suppléants : M. P. M. Rees, M. R. J. Ouko.

OBSERVATEURS DES MEMBRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES NON MEMBRES DE LA COMMISSION

Autriche

M. Gustav Jamnig.

Belgique

S. E. le comte Kerchove de Denterghem, M. Cracco, M. Massonet,
M. Cahen, M. Nothomb.

Brésil

M. Joao Clemente Baena Soares.

Bulgarie

M. Luben Avramov.

Canada

M. Michel Gauvin, M. Lyon Weidman.

Chine

S. E. M. Chin-ting Shen, M. Teng Siang Yun.

Danemark

S. E. M. J. Paludan, M. Poul Rasmussen, M. A. Rosenstand
Hansen.

Etats-Unis d'Amérique

M. Walter Kotschnig, M. Claude G. Ross, M. Edward L. Marks,
M. Martin Jacobs, M. Michael P. E. Hoyt.

Hongrie

S. E. M. Peter Kos, M. Peter Veress.

Inde

M. C. R. Gharekhan.

Israël

M. Moshe Leshem, M. Shimeon Amir.

Japon

M. Nagaharu Odo, M. Akira Kadowaki.

Liban

M. Malek Chehab.

Pays-Bas

M. F. R. A. Walraven, M. W. Roosdorp.

Pologne

S. E. M. J. Katz-Suchy, M. Stanislaw Parzymies.

Roumanie

S. E. M. M. Nicolaescu, M. Ion Bota.

Suède

M^{me} Inga Thorsson.

Tchécoslovaquie

S. E. M. Jaromir Vrla, M. Vaclav Hradec, M. Frantisek Korbel.

Union des Républiques socialistes soviétiques

S. E. M. S. Nemtchina, M. U. Lavritchenko, M. N. Tarassov,
M. I. Oufimov, M. M. Yunakov, M. A. Oustinov, M. Y. Sidel-
nikov, M. Y. Miakotnykh, M. S. Ivanov.

Yougoslavie

S. E. M. Perisic Zvonimir, M. Tomasevic Zarco.

INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

Organisation internationale du Travail (OIT): M. J. Reynaud,
M. Sten O. Doos.

*Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
(FAO)*: M. P. Terver, le chef G. Akin Deko, M. A. E. Chinbuah,
M. K. C. Abercrombie.

*Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la
culture (UNESCO)*: M. P. Terenzio, M. P. D. Ewers, M. Pierre
Henquet, M. Alain Gille.

Organisation de l'aviation civile internationale (OACI): M. A. M.
Lester.

Organisation mondiale de la santé (OMS): le D^r E. Akwei, le
D^r G. Glynn, le D^r C. Norman-Williams, M. L. Orinhuela.

*Banque internationale pour la reconstruction et le développement
(BIRD)*: M. Aron Broches.

Fonds monétaire international (FMI): U Tun Wai.

Union internationale des télécommunications (UIT): M. Gerald
C. Gross, M. Santiago Quijano Caballero.

Organisation météorologique mondiale (OMM): M. J. W. O'Byrne.

AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

M. Remy Gorge.

AUTRES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE): M. Stewart Sutton,
M. M. Fombrun.

Bureau de l'assistance technique (BAT): M. Peter Aylen.

Fonds spécial: M. Georges Dumontet.

AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

Commission de coopération technique en Afrique: M. M. Touré.

*Commission intérimaire de l'Organisation internationale du com-
merce/Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
(CIOIC/GATT)*: M. Constat Shih.

*Organisation africaine et malgache de coopération économique
(OAMCE)*: M. A. Foalem, M. G. Ordonnaud.

OBSERVATEURS D'ÉTATS NON MEMBRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

République fédérale d'Allemagne

M. K. Erdmann, M. Blumenfeld, M. W. Lamby, M. S. Boettcher,
M. Wachter.

Suisse

S. E. M. Bucher, M. M. P. Jaccaud.

ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Catégorie A

Chambre de commerce internationale: M. Vanderlinden, M. Hubert,
M. Muzard.

Confédération internationale des syndicats chrétiens: M. Gilbert
Pongault.

Confédération internationale des syndicats libres: M. Irving Brown,
M. A. Kthima, M. R. M. Nwilu, M. M. Ognamy, M. Z.
Mukwakami.

Fédération mondiale des anciens combattants: M. Jean Juttel.

Fédération syndicale mondiale: M. Mustapha Sarr.

Organisation internationale des employeurs: M. Fernand De Pooter,
M. J. Crabbe, M. H. R. Moulton.

Catégorie B

Conseil international des femmes: M^{me} Woodcock.

Fédération internationale des femmes juristes: M^{me} Dorothy G.
Tukel.

Fédération internationale des journalistes libres: M. I. Ratiu.

Fédération routière internationale: M. K. E. Boome.

Ligue des sociétés de la Croix-Rouge: M. N. Abut, M. C. Norredan.

Union catholique internationale de service social: M. Atundu,
M. Ngombi, M. J. Van Berkel.

Union internationale des transports routiers: M. André Ollivier.

ANNEXE II

Liste des publications et des principaux documents parus depuis la quatrième session de la Commission

- E/3586 - E/CN.14/168. — Rapport annuel (19 février 1961 - 3 mars 1962) (*Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément n° 10*).
- E/CN.14/169. — Rapport du Colloque d'experts sur l'organisation et l'administration des services de protection sociale.
- E/CN.14/170 et Add.1. — Rapport du Cycle d'étude sur l'urbanisation en Afrique.
- E/CN.14/171. — *Bulletin économique pour l'Afrique*, vol. II, n° 2.
- E/CN.14/172. — Rapport du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement économique et de planification sur sa première session.
- E/CN.14/173. — Rapport du Colloque sur les statistiques industrielles.
- E/CN.14/174 et Corr.1, et Add.1. et 2. — Rapport du Comité permanent du commerce sur sa première session.
- E/CN.14/175. — Comité de l'habitation, de la construction et de la planification.
- E/CN.14/176/Rev.2. — Ordre du jour provisoire révisé.
- E/CN.14/177. — Comités permanents.
- E/CN.178 et Add.1. — Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises en application de la résolution 42 (IV).
- E/CN.14/179 et Add.1 et Corr.2. — Projet de rapport du Secrétaire exécutif sur les travaux de la Commission entre la quatrième et la cinquième session.
- E/CN.14/180. — Rapport du Cycle d'étude sur les problèmes administratifs urgents des gouvernements africains.
- E/CN.14/181 et Corr.1. — La situation alimentaire et agricole en Afrique.
- E/CN.14/182. — Rapport de la Réunion d'experts sur la planification économique intégrale.
- E/CN.14/183. — Suite donnée par le Conseil économique et social aux projets de résolution adoptés par la Commission à sa quatrième session.
- E/CN.14/184. — Note du Secrétaire exécutif sur le contrôle et la limitation de la documentation.
- E/CN.14/185. — Organisation des travaux de la session.
- E/CN.14/186. — Rapport du Cycle d'étude des Nations Unies sur les problèmes de population en Afrique.
- E/CN.14/187 et Corr.1 et Add.1. — Rapport du Comité permanent de la protection sociale et du développement communautaire sur les travaux de sa deuxième session.
- E/CN.14/188. — Rapport sur les activités du développement communautaire de la Commission économique pour l'Afrique en 1962.
- E/CN.14/189. — Les dépenses publiques et la discrimination raciale.
- E/CN.14/190. — Note sur la résolution 57 (IV) de la Commission.
- E/CN.14/191. — Rapport de la Réunion d'experts sur les problèmes de l'habitat en Afrique.
- E/CN.14/192 et Corr.1 et Add.1. — Rapport du Groupe de travail plénier du Comité permanent de l'industrialisation et des ressources naturelles.
- E/CN.14/193. — Rapport de la Conférence des transports d'Afrique orientale sur sa première session.
- E/CN.14/194 et Add.1. — Rapport sur d'autres activités relatives aux transports.
- E/CN.14/195. — Programme alimentaire mondial: rapport à la Commission économique pour l'Afrique.
- E/CN.14/196. — L'énergie atomique en Afrique.
- E/CN.14/197 et Add.1. — Rapport d'activité sur l'étude des tendances du bois en Afrique.
- E/CN.14/198. — Rapport d'activité sur l'amélioration de la production animale.
- E/CN.14/199 et Add.1. — Rapport sur la lutte contre le criquet pèlerin.
- E/CN.14/200. — Rapport sur le Centre FAO/CEA de perfectionnement du crédit agricole en Afrique.
- E/CN.14/201. — Rapport résumé sur les programmes d'irrigation en Afrique.
- E/CN.14/202. — *Bulletin économique pour l'Afrique*, vol. III, n° 1.
- E/CN.14/203. — Rapport sur l'état d'avancement de l'établissement de l'institut africain de développement et de planification économiques.
- E/CN.14/204 et Add.1. — Rapport sur les progrès vers la création d'une banque africaine de développement.
- E/CN.14/205. — Rapport de la Réunion africaine sur la stabilisation des produits de base.
- E/CN.14/206 et Add.1. — Rapport du Groupe d'experts sur le trafic de transit en Afrique de l'Ouest.
- E/CN.14/207. — Document d'information sur l'évolution récente des groupements économiques de l'Europe occidentale.
- E/CN.14/208. — Développement de l'enseignement en Afrique: mise en œuvre du plan d'Addis-Abéba.
- E/CN.14/209. — Assistance économique internationale à l'Afrique.
- E/CN.14/210. — Document d'information sur l'assistance technique aux pays et territoires de la région de la CEA, au titre du Programme élargi et du programme ordinaire.
- E/CN.14/211. — Banque internationale pour la reconstruction et le développement: activités d'assistance technique en Afrique, 1961-1962.
- E/CN.14/212. — Activités d'assistance technique du Fonds monétaire international en Afrique.
- E/CN.14/213. — Contribution du FISE aux projets d'hygiène et de protection de l'enfance en Afrique.
- E/CN.14/214 et Add.1. — Document d'information sur les activités du Fonds spécial en Afrique.
- E/CN.14/215. — Organisation météorologique mondiale: activités d'assistance technique en Afrique.
- E/CN.14/216. — Activités de l'Union internationale des télécommunications en matière d'assistance technique en Afrique au cours de l'année 1962.
- E/CN.14/217. — Organisation mondiale de la santé: activités internationales d'assistance en Afrique.
- E/CN.14/218. — Le rôle de l'UNESCO en matière de formation pour l'administration publique.
- E/CN.14/219. — Note sur le développement statistique.
- E/CN.14/220. — Rapport sur les consultations régionales de 1962.
- E/CN.14/221. — Rapport du Groupe de travail de l'adaptation du système de comptabilité nationale des Nations Unies à l'usage des pays africains.
- E/CN.14/222. — Rapport sur le cours d'été pour étudiants africains en sciences économiques.

E/CN.14/223. — Formation en cours d'emploi.

E/CN.14/224. — Rapport sur les centres de formation statistique.

E/CN.14/225 et Add.1. — Rapport sur le stage de formation en politique de développement communautaire.

E/CN.14/226. — Rapport sur le stage de formation organisé à l'intention des fonctionnaires des douanes des pays anglophones de l'Afrique de l'Ouest.

E/CN.14/227. — Rapport du Secrétaire exécutif sur les mesures prises par le Secrétaire général pour appliquer la résolution 50 (IV).

E/CN.14/228. — Rapport sur les bureaux sous-régionaux de la Commission économique pour l'Afrique.

E/CN.14/230 et Add.1 et Corr.1 et Add.2 et 3. — Programme de travail et priorités pour 1963-1964.

E/CN.14/231. — Rapport du Comité du programme de travail et des priorités à la cinquième session.

E/CN.14/232 et Add.1 et Add.1/Corr.1. — Résolutions et décisions intéressant la Commission adoptées par le Conseil économique et social à ses trente-troisième et trente-quatrième sessions, et à la reprise de sa trente-quatrième session, et par l'Assemblée générale à sa dix-septième session.

E/CN.14/233. — Rapport de la deuxième Réunion du Comité permanent d'orientation pour l'institut africain de développement et de planification économiques.

ANNEXE III

Mandat de la Commission économique pour l'Afrique

*adopté par le Conseil économique et social à sa vingt-cinquième session [résolution 671 A (XXV)],
modifié par le Conseil à sa vingt-sixième session et révisé à la suite de l'adoption,
par l'Assemblée générale, de sa résolution 1325 (XIII)*

Le Conseil économique et social,

Ayant examiné la résolution 1155 (XII) de l'Assemblée générale, en date du 26 novembre 1957, recommandant que le Conseil économique et social, en vue d'apporter une aide efficace aux pays et territoires d'Afrique et conformément à l'Article 68 de la Charte des Nations Unies, examine promptement et avec bienveillance, à sa prochaine session, la création d'une Commission économique pour l'Afrique,

Tenant compte des vues exprimées par les pays africains suivants: Ethiopie, Ghana, Libéria, Libye, Maroc, République arabe unie, Soudan et Tunisie ^a et par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ^b ainsi que des vues exprimées au Conseil par les délégations d'autres pays,

Crée une Commission économique pour l'Afrique dotée du mandat suivant:

1. La Commission économique pour l'Afrique, agissant conformément aux principes de l'Organisation des Nations Unies et sous réserve du contrôle général du Conseil économique et social, devra, à condition de ne prendre aucune mesure à l'égard d'un pays quelconque sans l'assentiment du gouvernement de ce pays:

a) Prendre des mesures et participer à leur exécution pour faciliter une action concertée en vue du développement économique de l'Afrique, y compris ses aspects sociaux, afin de relever le niveau de l'activité économique et les niveaux de vie en Afrique et de maintenir et renforcer les relations économiques des pays et territoires d'Afrique, tant entre eux qu'avec les autres pays du monde;

b) Procéder ou faire procéder à des enquêtes et études sur les problèmes et l'évolution d'ordre économique et technologique des territoires d'Afrique, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire, et diffuser les résultats de ces enquêtes et études;

c) Entreprendre ou faire entreprendre le rassemblement, l'évaluation et la diffusion de renseignements d'ordre économique, technologique et statistique, dans la mesure où la Commission le jugera nécessaire;

d) Fournir, dans la limite des moyens dont dispose son secrétariat, les services consultatifs que les pays et territoires de la

région pourraient désirer, à la condition que ces services ne fassent pas double emploi avec ceux que fournissent d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies ou les institutions spécialisées;

e) Aider le Conseil, sur sa demande, à s'acquitter de ses fonctions dans la région en ce qui concerne tous les problèmes économiques, y compris ceux qui ont trait à l'assistance technique;

f) Aider à formuler et à mettre au point des politiques coordonnées qui serviront de base à une action pratique visant à favoriser le développement économique et technologique de la région;

g) Dans l'exercice des fonctions énumérées ci-dessus, traiter comme il convient des aspects sociaux du développement économique et de l'interdépendance des facteurs économiques et sociaux.

2. La Commission est habilitée à faire, sur toute question relevant de sa compétence, des recommandations directes aux gouvernements des membres ou membres associés intéressés, aux gouvernements des Etats admis à titre consultatif et aux institutions spécialisées. La Commission soumettra à l'examen préalable du Conseil économique et social toute proposition relative à une action qui aurait des répercussions importantes sur l'ensemble de l'économie mondiale.

3. La Commission pourra, après avoir consulté toute institution spécialisée intéressée et avec l'approbation du Conseil économique et social, constituer les organismes subsidiaires qu'elle jugera utiles pour faciliter l'accomplissement des tâches qui lui incombent.

4. Dans l'ordre géographique, la compétence de la Commission s'étendra à l'ensemble du continent africain, à Madagascar et aux autres îles d'Afrique.

5. Pourront faire partie de la Commission les Etats suivants: Algérie ^c, Burundi ^d, Cameroun ^e, Congo (Brazzaville) ^e, Congo (Léopoldville) ^e, Côte-d'Ivoire ^e, Dahomey ^e, Espagne, Ethiopie, France, Gabon ^e, Ghana, Guinée ^f, Haute-Volta ^e, Libéria, Libye,

^c Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 8 octobre 1962.

^d Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 18 septembre 1962.

^e Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 20 septembre 1960.

^f Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 12 décembre 1958.

^a Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-cinquième session, Annexes, point 6 de l'ordre du jour, document E/3093.

^b Ibid., document E/3095.

Madagascar ^e, Mali ^g, Maroc, Mauritanie ^h, Niger ^e, Nigéria ⁱ, Ouganda ^j, Portugal, République arabe unie, République centrafricaine ^e, République sud-africaine, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ruanda ^d, Sénégal ^g, Sierra Leone ^j, Somalie ^e, Soudan, Tanganyika ^k, Tchad ^e, Togo ^e, Tunisie, ainsi que tout Etat de la région qui pourra par la suite devenir Membre de l'Organisation des Nations Unies, étant entendu que les Etats qui cesseront d'avoir des responsabilités territoriales en Afrique cesseront d'être membres de la Commission.

6. Tout territoire situé dans les limites géographiques fixées à la compétence de la Commission, ou toute partie ou tout groupe de tels territoires, pourra, en adressant à la Commission une demande qui sera présentée par l'Etat Membre responsable des relations internationales de ce territoire, de cette partie ou de ce groupe de territoires, être admis par la Commission en qualité de membre associé. Si l'un de ces territoires, l'une de ces parties ou l'un de ces groupes de territoires vient à assumer lui-même la responsabilité de ses relations internationales, il pourra être admis en qualité de membre de la Commission sur présentation de sa propre demande au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission.

7. Les territoires suivants sont admis comme membres associés de la Commission, conformément au paragraphe 6 ci-dessus, sans préjudice des demandes d'admission qui pourront être présentées au nom d'autres territoires: Bassoutoland, protectorat du Betchouanaland et du Souaziland ^m, Fédération de Rhodésie et du Nyassaland ⁿ, Fernando Poo ⁿ, Gambie, île Maurice ^o, Kenya et Zanzibar, Riu Muni ⁿ.

8. Les représentants des membres associés pourront participer, sans droit de vote, à toutes les réunions de la Commission, qu'elle siège, soit en commission, soit en comité plénier.

9. Les représentants des membres associés pourront être nommés membres de tout comité ou de tout organe subsidiaire que la Commission pourrait créer, et faire partie du bureau de ces organismes.

10. La Commission invitera tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer, à titre consultatif, à l'examen de toute question présentant

^g Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 28 septembre 1960.

^h Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 27 octobre 1960.

ⁱ Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 7 octobre 1960.

^j Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 27 septembre 1961.

^k Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 14 décembre 1961.

^l Membre de l'Organisation des Nations Unies depuis le 25 octobre 1962.

^m Territoires ajoutés à la liste des membres associés par la Commission à sa 35^e séance le 7 février 1961 (troisième session).

ⁿ Territoires ajoutés à la liste des membres associés par la Commission à sa 92^e séance, le 25 février 1963 (cinquième session).

^o Territoire ajouté à la liste des membres associés par la Commission à sa 83^e séance, le 19 février 1963 (cinquième session).

un intérêt particulier pour ledit Etat, conformément à la pratique du Conseil économique et social.

11. La Commission invitera des représentants d'institutions spécialisées à assister à ses réunions et à participer, sans droit de vote, à ses délibérations quant elles se rapporteront à des points de son ordre du jour relatifs à des questions relevant de leur compétence; elle pourra inviter des observateurs des autres organisations intergouvernementales dont la présence lui paraîtra souhaitable, conformément à la pratique du Conseil économique et social.

12. La Commission prendra des mesures pour assurer le maintien de la liaison nécessaire avec d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies et avec les institutions spécialisées, en s'attachant particulièrement à éviter tout double emploi. La Commission établira la liaison et la coopération appropriées avec les autres commissions économiques régionales, conformément aux résolutions et aux directives du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale.

13. La Commission pourra établir toute liaison qu'elle jugera appropriée avec des organisations intergouvernementales en Afrique dont l'activité s'exerce dans le même domaine.

14. La Commission prendra des dispositions en vue de procéder à des consultations avec les organisations non gouvernementales auxquelles le Conseil économique et social a accordé le statut consultatif, en application des principes approuvés par le Conseil à cette fin.

15. La Commission adoptera son propre règlement intérieur, y compris le mode d'élection de son président et des autres membres de son bureau.

16. Le budget administratif de la Commission sera financé sur les fonds de l'Organisation des Nations Unies.

17. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nommera le Secrétaire exécutif de la Commission. Le personnel de la Commission fera partie du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

18. La Commission présentera au Conseil économique et social, une fois par an, un rapport complet sur son activité et ses projets, ainsi que sur ceux de tous organismes subsidiaires.

19. Le siège de la Commission et de son secrétariat sera établi en Afrique. Le Conseil économique et social fixera l'emplacement du siège en consultation avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies ^p. La Commission pourra, en temps utile, créer dans la région les bureaux locaux qu'elle jugera nécessaires.

20. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies convoquera la première session de la Commission aussitôt que possible, au plus tard avant la fin de l'année 1958. A chaque session, la Commission décidera du lieu où se tiendra la session suivante, en prenant dûment en considération le principe selon lequel la Commission doit se réunir soit à son siège, soit dans un des pays d'Afrique.

21. Le Conseil économique et social procédera de temps à autre à un examen spécial des travaux de la Commission.

^p A sa 1018^e séance, le 29 avril 1958, le Conseil a décidé de voter pour choisir, parmi les cinq villes proposées, celle qui serait le siège de la Commission économique pour l'Afrique. La ville d'Addis-Abéba a été choisie comme siège de la Commission.

ANNEXE IV

Règlement intérieur de la Commission économique pour l'Afrique

Texte adopté lors de la première session de la Commission (E/CN.14/3/Rev.1)

I. — SESSIONS

DATE ET LIEU DES SESSIONS

Article premier

Les sessions de la Commission ont lieu:

- a) A la date que la Commission a recommandée lors d'une session précédente, après consultation du Secrétaire général, et que le Conseil économique et social a approuvée;
- b) Dans les quarante-cinq jours qui suivent une demande à cet effet émanant du Conseil économique et social;
- c) Sur la demande de la majorité de ses membres, après consultation du Secrétaire exécutif;
- d) A tout autre moment où le Président, en consultation avec les Vice-Présidents et le Secrétaire exécutif, l'estime nécessaire.

Article 2

Les sessions convoquées conformément à l'alinéa a de l'article premier se tiennent au lieu désigné par la Commission lors d'une session précédente, compte dûment tenu du principe selon lequel la Commission doit se réunir soit à son siège, soit dans un des pays d'Afrique.

Les sessions convoquées conformément aux alinéas b, c ou d de l'article premier se tiennent au lieu fixé par le Secrétaire général en consultation avec le Président de la Commission.

Article 3

A la demande de la majorité des membres de la Commission, ou dans des cas spéciaux, le Secrétaire général, en consultation avec le Président de la Commission et avec le Comité intérimaire du calendrier des conférences, peut modifier la date et le lieu de la session.

NOTIFICATION DE LA DATE D'OUVERTURE

Article 4

Le Secrétaire exécutif fait connaître aux membres et aux membres associés de la Commission, quarante-deux jours au moins avant l'ouverture de chaque session, la date et le lieu de la première séance. Cette notification est envoyée également aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie B ou inscrites au registre.

II. — ORDRE DU JOUR

ÉTABLISSEMENT ET COMMUNICATION DE L'ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

Article 5

Le Secrétaire exécutif dresse, en consultation avec le Président de la Commission, l'ordre du jour provisoire de chaque session, qui est adressé en trois exemplaires, en même temps que les documents de base concernant chacun des points, aux membres de la Commission et aux membres associés ainsi qu'aux organes, institutions et organisations visés à l'article 4, au moins quarante-deux jours avant l'ouverture de la session.

Article 6

L'ordre du jour provisoire comprend les questions proposées:

- a) Par la Commission lors d'une session précédente;
- b) Par le Conseil économique et social;
- c) Par un membre ou un membre associé de la Commission;
- d) Par le Président de la Commission;
- e) Par le Secrétaire exécutif;
- f) Par un organe subsidiaire de la Commission;
- g) Par une institution spécialisée ou par l'Agence internationale de l'énergie atomique, conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et ces institutions;
- h) Par les organisations non gouvernementales de la catégorie A, sous réserve des dispositions de l'article 8.

Article 7

Avant d'inscrire à l'ordre du jour provisoire une question proposée par une institution spécialisée, le Secrétaire exécutif procède, avec ladite institution, aux consultations préliminaires qui peuvent être nécessaires.

Article 8

Les organisations non gouvernementales de la catégorie A peuvent proposer l'inscription de questions de leur compétence à l'ordre du jour provisoire de la Commission, sous réserve des conditions ci-après:

- a) Toute organisation qui désire proposer l'inscription d'une question doit en informer le Secrétaire exécutif soixante-dix jours au moins avant l'ouverture de la session et, avant de proposer officiellement l'inscription de la question, elle doit dûment prendre en considération toutes observations que le Secrétaire exécutif pourrait faire;
- b) La proposition, accompagnée des documents de base pertinents, doit être officiellement déposée cinquante-six jours au moins avant l'ouverture de la session.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Article 9

Le premier point de l'ordre du jour provisoire d'une session, après l'élection du Président, est l'adoption de l'ordre du jour.

REVISION DE L'ORDRE DU JOUR

Article 10

Après adoption de l'ordre du jour, la Commission peut à tout moment l'amender. Si un gouvernement membre n'a pas reçu, dans le délai de quarante-deux jours, les rapports, études et documents qui doivent être examinés à la session, il a le droit de demander que les points auxquels ont trait lesdits rapports, études et documents soient supprimés de l'ordre du jour, et la Commission fait immédiatement droit à cette demande.

Sans préjudice de ce qui précède, si, la Commission étant saisie de la question, les trois quarts ou plus des membres qui participent officiellement à la session insistent pour que le point soit néanmoins discuté, la décision de cette majorité sera respectée.

III. — REPRÉSENTATION. VÉRIFICATION DES POUVOIRS

Article 11

Chaque membre et membre associé est représenté à la Commission par un représentant accrédité.

Article 12

Un représentant peut se faire accompagner aux sessions de la Commission par des représentants suppléants et des conseillers; en cas d'absence, il peut être remplacé par un représentant suppléant.

Article 13

Les pouvoirs des représentants et le nom des suppléants et conseillers sont communiqués au Secrétaire exécutif avant la première séance à laquelle ces représentants doivent assister. Le Président et les Vice-Présidents les examinent et font rapport à la Commission. Toutefois, les dispositions du présent article n'empêchent pas un membre ou un membre associé de changer ultérieurement de représentants, de suppléants ou de conseillers, sous réserve que les pouvoirs soient, le cas échéant, présentés et examinés dans les formes requises.

IV. — BUREAU

ÉLECTION DU PRÉSIDENT ET DES VICE-PRÉSIDENTS

Article 14

La Commission élit, au début de sa première session de l'année, un Président, un premier Vice-Président et un second Vice-Président parmi les représentants de ses membres.

DURÉE DU MANDAT

Article 15

Les membres du Bureau de la Commission restent en fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Ils sont rééligibles.

PRÉSIDENT PAR INTÉRIM

Article 16

Si le Président est absent pendant une séance ou une partie de séance, il est remplacé par le premier Vice-Président ou, en cas d'absence de celui-ci, par le second Vice-Président. Le Vice-Président agissant en qualité de Président a les mêmes droits et les mêmes devoirs que le Président.

REMPLACEMENT DU PRÉSIDENT

Article 17

Si le Président cesse de représenter un Etat membre de la Commission, ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le premier Vice-Président assure la présidence pour la période qui reste à courir. Si le premier Vice-Président cesse également de représenter un membre de la Commission ou se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter plus longtemps de ses fonctions, le second Vice-Président assume la présidence pour la période qui reste à courir.

DROIT DE VOTE DU PRÉSIDENT

Article 18

Le Président ou le premier Vice-Président agissant en qualité de Président participe aux séances de la Commission en cette qualité et non en tant que représentant du membre qui l'a accrédité.

Dans ce cas, un représentant suppléant a le droit de représenter ce membre aux séances de la Commission et d'y exercer le droit de vote.

V. — COMITÉS DE LA COMMISSION

Article 19

A chaque session, la Commission peut constituer les comités pléniers ou restreints qu'elle juge nécessaires et leur renvoyer, pour étude et rapport, tout point de l'ordre du jour. La Commission peut, en consultation avec le Secrétaire exécutif, autoriser ces comités à siéger pendant que la Commission n'est pas en session.

Article 20

Les membres des comités de la Commission sont désignés par le Président, sous réserve de l'approbation de la Commission, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article 21

Le présent règlement intérieur s'applique aux travaux des comités, à moins que la Commission n'en décide autrement.

VI. — SECRÉTARIAT

Article 22

Le Secrétaire exécutif agit en cette qualité à toutes les séances de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires. Il peut charger un autre fonctionnaire de le remplacer à une séance quelconque.

Article 23

Le Secrétaire exécutif dirige le personnel fourni par le Secrétaire général et nécessaire à la Commission ou à un de ses organes subsidiaires.

Article 24

Le Secrétaire exécutif est chargé de porter à la connaissance des membres de la Commission et membres associés toutes les questions dont elle peut être saisie aux fins d'examen.

Article 25

Au début de chaque session, le Secrétaire exécutif présente à la Commission un rapport sur le programme de travail du secrétariat pendant la période qui se situe entre la session précédente et la session en cours. Dans l'intervalle entre les sessions, le Secrétaire exécutif fait en sorte que, dans toute la mesure possible, les membres et les membres associés soient informés des résultats des travaux en cours, ainsi que de l'opinion exprimée par les gouvernements des Etats membres et des membres associés quant aux résultats obtenus.

Article 26

Le Secrétaire exécutif ou son représentant peut, sous réserve des dispositions de l'article 41, présenter à la Commission, à ses comités ou à ses organes subsidiaires des exposés oraux aussi bien que des exposés écrits sur toute question qui est à l'examen.

Article 27

Le Secrétaire exécutif est chargé de prendre toutes les dispositions voulues pour les réunions de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires.

Article 28

Le secrétariat assure l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; reçoit, traduit et distribue les documents de la Commission, de ses comités et de ses organes subsidiaires; publie et distribue les comptes rendus des sessions, les résolutions

de la Commission et les documents nécessaires y afférents. Il assure la garde des documents dans les archives de la Commission et, d'une manière générale, accomplit tous les autres travaux dont la Commission peut avoir besoin.

Article 29

Avant que la Commission ou l'un de ses organes subsidiaires n'approuve une proposition entraînant des dépenses pour l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire exécutif établit et communique aux membres, aussitôt que possible, une estimation distincte des dépenses entraînées par cette proposition. Il incombe au Président d'attirer sur cette estimation l'attention des membres pour qu'ils l'examinent lorsque la Commission ou un organe subsidiaire étudie la proposition.

Article 30

Dans l'exercice de ses fonctions, le Secrétaire exécutif agit en vertu de l'autorité qui lui est conférée par le Secrétaire général et au nom de celui-ci.

VII. — LANGUES

LANGUES DE TRAVAIL

Article 31

L'anglais et le français sont les langues de travail de la Commission.

INTERPRÉTATION DE DISCOURS PRONONCÉS DANS UNE DES LANGUES DE TRAVAIL

Article 32

Les discours prononcés dans l'une des langues de travail sont interprétés dans l'autre langue de travail.

INTERPRÉTATION DE DISCOURS PRONONCÉS DANS UNE AUTRE LANGUE

Article 33

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues de travail. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des langues de travail. L'interprète du secrétariat peut prendre pour base de son interprétation dans les autres langues de travail celle qui a été faite dans une langue de travail.

LANGUES À UTILISER POUR LES COMPTES RENDUS

Article 34

Les comptes rendus sont rédigés dans les langues de travail.

LANGUES À UTILISER POUR LES RÉOLUTIONS ET AUTRES DÉCISIONS OFFICIELLES

Article 35

Toutes les résolutions, recommandations et autres décisions officielles de la Commission — y compris les rapports annuels visés à l'article 69 — sont établies dans les langues de travail.

VIII. — SÉANCES PUBLIQUES ET SÉANCES PRIVÉES

Article 36

Les séances de la Commission sont publiques, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article 37

A l'issue de chaque séance privée, la Commission peut faire publier un communiqué par l'intermédiaire du Secrétaire exécutif.

IX. — COMPTES RENDUS

COMPTES RENDUS ANALYTIQUES DES SÉANCES PUBLIQUES

Article 38

Le secrétariat établit le compte rendu analytique des séances de la Commission. Il le fait parvenir aussitôt que possible aux représentants des membres et des membres associés; les représentants des autres gouvernements, des organisations ou des institutions qui ont participé à des séances reçoivent également le compte rendu de ces séances. Les représentants informent le secrétariat soixante-douze heures au plus tard après la distribution du compte rendu des modifications qu'ils désirent y voir apporter. Le Président est saisi de toute contestation au sujet de ces modifications; sa décision est définitive.

Article 39

La version révisée des comptes rendus analytiques des séances publiques est distribuée aussitôt que possible, conformément à l'usage du Conseil économique et social. Elle est aussi distribuée aux membres associés, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A, aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie B ou inscrites au registre et, s'il y a lieu, aux représentants des gouvernements admis à participer à titre consultatif aux travaux de la Commission.

COMPTES RENDUS DES SÉANCES PRIVÉES

Article 40

La version révisée des comptes rendus analytiques des séances privées est distribuée aussitôt que possible aux membres et aux membres associés de la Commission, ainsi qu'aux représentants des gouvernements, organisations ou institutions qui ont participé à ces séances. Elle peut être rendue publique au moment et dans les conditions que décide la Commission.

RÉSOLUTIONS ET AUTRES DÉCISIONS OFFICIELLES

Article 41

Le texte de tous les rapports, résolutions, recommandations et autres décisions officiellement adoptés par la Commission, ses comités et ses organes subsidiaires est distribué aussitôt que possible aux membres et membres associés de la Commission, aux autres commissions économiques régionales, aux institutions spécialisées et à l'Agence internationale de l'énergie atomique, aux organisations intergouvernementales d'Afrique dont le domaine d'activité est le même que celui de la Commission et avec lesquelles la Commission est en rapport, aux organisations non gouvernementales de la catégorie A et aux organisations non gouvernementales appropriées de la catégorie B ou inscrites au registre.

X. — CONDUITE DES DÉBATS

QUORUM

Article 42

Le quorum est constitué par la majorité des membres de la Commission.

POUVOIRS DU PRÉSIDENT

Article 43

En sus des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le Président a charge de prononcer l'ouverture et la clôture de chaque séance de la Commission; il

dirige les débats, assure l'application du présent règlement, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Le Président, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle les débats de la Commission et assure le maintien de l'ordre au cours des séances. Il statue sur les motions d'ordre et a, en particulier, le pouvoir de proposer l'ajournement ou la clôture du débat, la levée ou la suspension d'une séance.

Les débats portent uniquement sur la question dont est saisie la Commission, et le Président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

MOTIONS D'ORDRE

Article 44

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut, à tout moment, présenter une motion d'ordre, sur laquelle le Président prend immédiatement une décision conformément au règlement. Un représentant peut en appeler de la décision du Président. L'appel est immédiatement mis aux voix et la décision du Président, si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votants, est maintenue.

Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

AJOURNEMENT DU DÉBAT

Article 45

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole, l'un en faveur de la motion et l'autre contre; après quoi la motion est mise aux voix immédiatement.

LIMITATION DU TEMPS DE PAROLE

Article 46

La Commission peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre de fois que chaque représentant peut prendre la parole sur une même question; toutefois, pour les questions de procédure, le Président limite le temps de parole de chaque orateur à cinq minutes. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui a été accordé, le Président le rappelle immédiatement à l'ordre.

CLÔTURE DE LA LISTE DES ORATEURS

Article 47

Au cours d'un débat, le Président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de la Commission, déclarer cette liste close. Le Président peut cependant accorder le droit de réponse à un représentant quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend, à son avis, cette décision opportune. Lorsque la discussion portant sur un point est terminée du fait qu'il n'y a pas d'autres orateurs inscrits, le Président prononce la clôture du débat. En pareil cas, la clôture du débat a le même effet que si elle était approuvée par la Commission.

CLÔTURE DU DÉBAT

Article 48

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix.

SUSPENSION OU LEVÉE DE LA SÉANCE

Article 49

Au cours de la discussion de toute question, un représentant peut demander la suspension ou la levée de la séance. Les motions en ce sens ne doivent pas faire l'objet d'un débat, mais sont immédiatement mises aux voix.

ORDRE DES MOTIONS DE PROCÉDURE

Article 50

Sous réserve des dispositions de l'article 42, les motions suivantes ont, dans l'ordre indiqué ci-dessous, priorité sur toutes les autres propositions ou motions présentées:

- 1) Suspension de la séance;
- 2) Levée de la séance;
- 3) Ajournement du débat sur le point en discussion;
- 4) Clôture du débat sur le point en discussion.

DÉPÔT DES PROJETS DE RÉSOLUTION ET DES AMENDEMENTS OU PROPOSITIONS DE FOND

Article 51

Les projets de résolution sont remis par écrit au Secrétaire exécutif, qui les distribue aux représentants vingt-quatre heures avant qu'ils puissent être discutés et mis aux voix, à moins que la Commission n'en décide autrement.

Article 52

Sur la demande d'un membre de la Commission ou d'un membre associé, toute proposition et tout amendement à une proposition présentés par un autre membre ou membre associé doivent être remis par écrit au Président, qui en donne lecture, avant de donner la parole à un autre orateur et aussi immédiatement avant de mettre aux voix ladite proposition ou ledit amendement. Le Président peut décider de faire distribuer aux représentants présents toute proposition ou tout amendement à ladite proposition avant de les mettre aux voix. Le présent article n'est pas applicable aux propositions touchant la procédure telles que celles qui sont visées à l'article 48.

DÉCISIONS SUR LA COMPÉTENCE

Article 53

Sous réserve des dispositions de l'article 50, toute motion tendant à ce que la Commission décide si elle est compétente pour adopter une proposition dont elle est saisie est mise aux voix immédiatement avant le vote sur la proposition en cause.

RETRAIT D'UNE MOTION

Article 54

L'auteur d'une motion peut toujours la retirer avant qu'elle n'ait été mise aux voix, à condition qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un amendement. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée de nouveau par un représentant quelconque.

XI. — VOTE

DROIT DE VOTE

Article 55

Chaque membre de la Commission dispose d'une voix.

MAJORITÉ REQUISE ET SENS DE L'EXPRESSION
« MEMBRES PRÉSENTS ET VOTANTS »

Article 56

Les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votants.

Aux fins du présent règlement, l'expression « membres présents et votants » s'entend des membres qui votent pour ou contre. Les membres qui s'abstiennent dans le vote sont considérés comme non-votants.

SCRUTIN

Article 57

Sous réserve des dispositions de l'article 60, la Commission vote normalement à main levée, à moins qu'un membre ne demande le vote par appel nominal, lequel a lieu alors dans l'ordre alphabétique anglais des noms des membres, en commençant par le pays dont le Président a tiré le nom au sort.

INSCRIPTION AU COMPTE RENDU D'UN VOTE
PAR APPEL NOMINAL

Article 58

En cas de vote par appel nominal, le vote de chaque membre participant au scrutin est consigné au compte rendu.

RÈGLES À OBSERVER PENDANT LE VOTE

Article 59

Quand le scrutin est commencé, aucun membre ne peut l'interrompre, sauf s'il s'agit d'une motion relative à la manière dont s'effectue le scrutin. Le Président peut, s'il le juge nécessaire, permettre aux représentants d'intervenir brièvement, soit avant que le scrutin ne commence, soit quand il est terminé, mais uniquement pour expliquer leur vote.

DIVISION DES PROPOSITIONS

Article 60

La Commission peut décider, à la demande d'un représentant, qu'une motion ou résolution sera mise aux voix par division. Dans ce cas, le texte constitué par l'ensemble des textes adoptés est ensuite mis aux voix dans son ensemble. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ont été rejetées, la proposition est considérée comme rejetée dans son ensemble.

VOTES SUR LES AMENDEMENTS

Article 61

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Commission vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après ce premier amendement, s'éloigne le plus de la proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, elle vote ensuite sur la proposition modifiée. Si aucun amendement n'est adopté, la proposition est mise aux voix sous sa forme primitive.

Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle représente une addition, une suppression ou une modification intéressant cette proposition.

VOTES SUR LES PROPOSITIONS

Article 62

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Commission, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions dans l'ordre où elles ont été présentées.

Après chaque vote, la Commission peut décider si elle votera sur la proposition suivante.

Toutefois, les motions qui tendent à ce que la Commission ne se prononce pas sur le fond des propositions sont considérées comme des questions préalables et mises aux voix avant lesdites propositions.

ÉLECTIONS

Article 63

Toute élection de personnes a lieu au scrutin secret, à moins que la Commission n'en décide autrement, en l'absence d'objection.

Article 64

Lorsqu'un seul poste doit être pourvu par voie d'élection, et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité requise, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le Président décide entre eux en tirant au sort.

Au cas où, après le premier tour de scrutin, deux ou plusieurs candidats viennent en deuxième position avec un nombre égal de voix, on procède à un scrutin spécial afin de ramener à deux le nombre de candidats. Si, après le premier tour de scrutin, trois candidats ou plus viennent en tête avec un nombre égal de voix, on procède à un deuxième tour de scrutin; s'il y a encore partage égal des voix entre plus de deux candidats, on ramène à deux le nombre des candidats par tirage au sort.

Article 65

Lorsque deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui obtiennent au premier tour la majorité requise sont élus.

Si le nombre des candidats qui ont obtenu la majorité requise est inférieur au nombre des postes à pourvoir, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir aux postes encore vacants. Le vote ne porte que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et dont le nombre ne doit pas dépasser le double de celui des postes restant à pourvoir. Néanmoins, dans le cas où un plus grand nombre de candidats se trouvent à égalité, on procède à un scrutin spécial pour ramener le nombre des candidats au nombre requis.

Si trois scrutins portant sur un nombre limité de personnes ne donnent pas de résultat, on procède alors à des scrutins libres au cours desquels les membres ont le droit de voter pour toute personne ou tout membre éligible. Si trois tours de scrutin effectués selon cette dernière procédure ne donnent pas de résultat, les trois scrutins suivants (sous réserve des cas mentionnés à la fin de l'alinéa précédent, où les candidats se trouvent à égalité) ne portent plus que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au troisième tour des scrutins libres. Le nombre de ces candidats ne doit pas être supérieur au double de celui des postes qui restent à pourvoir.

Les trois scrutins suivants sont libres, et ainsi de suite, jusqu'à ce que tous les postes soient pourvus.

PARTAGE ÉGAL DES VOIX

Article 66

En cas de partage égal des voix lors d'un vote qui ne porte pas sur des élections, la proposition est considérée comme repoussée.

XII. — ORGANES SUBSIDIAIRES

Article 67

Après consultation des institutions spécialisées intéressées, et avec l'approbation du Conseil économique et social, la Commis-

sion peut créer les organes subsidiaires permanents qu'elle juge utiles à l'accomplissement de sa tâche; elle fixe le mandat et la composition de chacun d'entre eux.

Article 68

Les organes subsidiaires adoptent leur propre règlement intérieur, à moins que la Commission n'en décide autrement.

XIII. — RAPPORTS

Article 69

La Commission présente une fois par an au Conseil économique et social un rapport complet sur ses activités et projets, ainsi que ceux des organes subsidiaires.

XIV. — PARTICIPATION DES ETATS MEMBRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES QUI NE SONT PAS MEMBRES DE LA COMMISSION

Article 70

La Commission invite tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de la Commission à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis de la Commission, intéresse particulièrement cet Etat Membre. Un Etat Membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission.

Article 71

Un comité peut inviter tout Membre de l'Organisation des Nations Unies qui n'est pas membre de ce comité à participer à la discussion de toute question qui, de l'avis du comité, intéresse particulièrement cet Etat Membre. Un Etat Membre ainsi invité n'a pas le droit de vote, mais il a la faculté de présenter des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre du comité.

XV. — PARTICIPATION DES INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES ET CONSULTATIONS AVEC ELLES

Article 72

Conformément aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées, aux accords conclus entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique et au mandat de la Commission, les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique ont le droit d'être représentées aux séances de la Commission et de ses comités, de participer, par l'intermédiaire de leurs représentants, aux délibérations concernant des questions qui se rapportent au domaine de leurs activités et de présenter, au sujet de ces questions, des propositions qui peuvent être mises aux voix à la demande de tout membre de la Commission ou du comité intéressé.

XVI. — RELATIONS AVEC LES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

Article 73

Les organisations non gouvernementales des catégories A et B ou inscrites au registre peuvent désigner des représentants autorisés qui assistent en tant qu'observateurs aux séances publiques de la Commission.

Article 74

Les organisations des catégories A et B peuvent présenter, sur les questions qui relèvent de leur compétence particulière, des exposés écrits relatifs aux travaux de la Commission ou de ses organes subsidiaires. Le Secrétaire exécutif communique aux membres et aux membres associés de la Commission le texte de ces exposés, sauf lorsqu'ils sont devenus périmés du fait, par

exemple, que les questions dont ils traitent ont déjà fait l'objet d'une décision.

Article 75

Les dispositions suivantes s'appliquent à la présentation et à la distribution de ces exposés écrits:

a) Les exposés écrits doivent être présentés dans l'une des langues de travail de la Commission;

b) Les exposés écrits doivent être présentés assez tôt pour que le Secrétaire exécutif et l'organisation aient le temps de procéder, avant leur distribution, aux échanges de vues appropriés;

c) Avant de communiquer l'exposé sous sa forme définitive, l'organisation doit tenir dûment compte des observations que le Secrétaire exécutif peut présenter au cours de ces échanges de vues;

d) Le texte des exposés écrits présentés par les organisations des catégories A et B n'est distribué in extenso que s'il ne compte pas plus de 2.000 mots. Lorsqu'un exposé dépasse 2.000 mots, l'organisation doit présenter un résumé, qui est distribué, ou un nombre suffisant d'exemplaires du texte intégral dans les langues de travail, aux fins de distribution. Néanmoins, le texte des exposés est également distribué in extenso lorsque la Commission en fait expressément la demande;

e) Le Secrétaire exécutif peut inviter les organisations inscrites au registre à présenter des exposés écrits. Dans ce cas, les dispositions des alinéas a, c et d ci-dessus s'appliquent également à ces exposés;

f) Le Secrétaire exécutif fait distribuer le texte des exposés écrits ou des résumés, selon le cas, dans les langues de travail de la Commission.

Article 76

La Commission et ses organes subsidiaires peuvent consulter les organisations des catégories A et B, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un ou plusieurs comités constitués à cette fin. Dans tous les cas, ces consultations peuvent avoir lieu sur l'invitation de la Commission ou de l'organe subsidiaire, ou à la demande de l'organisation.

Sur la recommandation du Secrétaire exécutif et à la demande de la Commission ou de l'un de ses organes subsidiaires, les organisations inscrites au registre peuvent également se faire entendre par la Commission ou ses organes subsidiaires.

Article 77

La Commission peut recommander qu'une organisation spécialement compétente dans un domaine particulier entreprenne certaines études ou enquêtes ou rédige certains documents pour la Commission. Les restrictions prévues à l'alinéa d de l'article 75 ne s'appliquent pas dans ce cas.

XVII. — AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR; SUSPENSION DE SON APPLICATION

Article 78

La Commission peut modifier toute disposition du présent règlement ou en suspendre l'application.

Article 79

Aucun amendement ne peut être apporté au présent règlement avant que la Commission n'ait reçu d'un de ses comités un rapport sur la modification proposée.

Article 80

La Commission peut suspendre l'application d'un article du présent règlement, à condition que la proposition de suspension ait été présentée vingt-quatre heures d'avance. Cette condition peut être écartée si aucun membre ne s'y oppose.